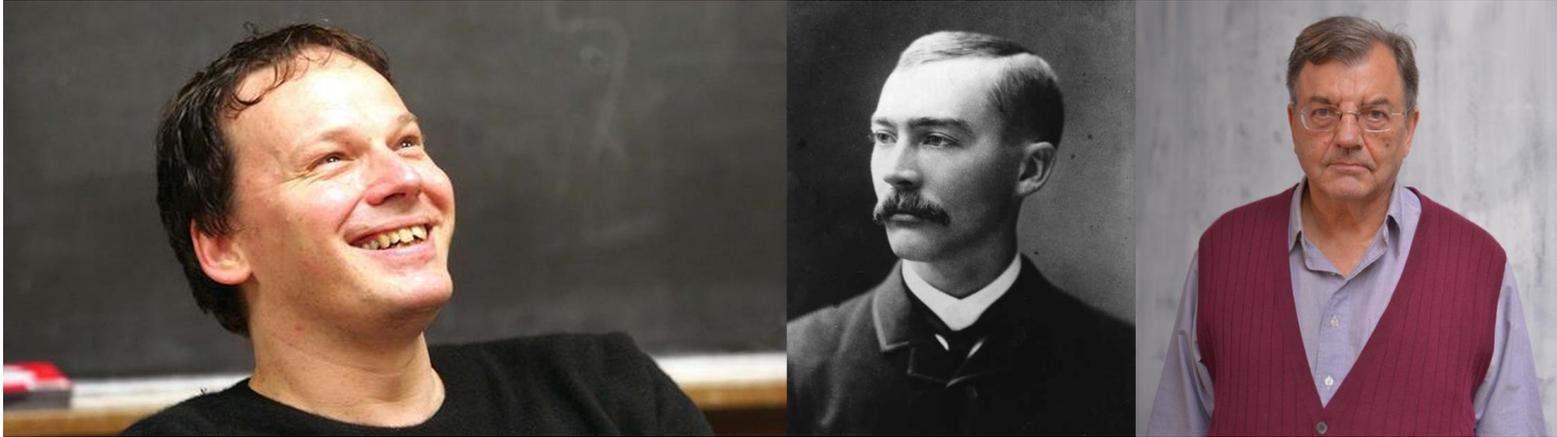


La Société de Prédation (2/2)

*Le néo-libéralisme comme capitalisme féodal, numérique et financier : analyse
veblenienne du capitalisme contemporain*



David Graeber

Thorstein Veblen

Michael Hudson

Christophe Petit

Table des matières

1. ONTOLOGIE DE LA PREDATION.....	6
1) RESUME	6
2) HYPOTHESES	10
3) ANALYSE	10
A. LA NECESSITE D'UN CHANGEMENT DE PARADIGME ECONOMIQUE	11
B. POUR UNE METHODOLOGIE DES SCIENCES HUMAINES VEBLENIENNE.....	19
C. EVOLUTION DE LA PREDATION	21
D. LA CAUSE LEGALE DE LA PREDATION.....	24
E. LA CAUSE MATERIELLE DE LA PREDATION.....	27
F. ONTOLOGIE DE LA PREDATION	30
G. HISTOIRE DE LA PREDATION.....	35
H. ANTHROPOLOGIE DE LA PREDATION.....	45
I. IDEOLOGIE DE LA PREDATION	50
J. POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA PREDATION	50
K. PHENOMENOLOGIE DE LA PREDATION.....	68
2. LA PREDATION AU XXIEME SIECLE	71
1) RESUME	71
2) HYPOTHESES	72
A. LA DIMENSION INFORMATIONELLE DE LA PREDATION.....	74
B. LA DIMENSION FEODALE DE LA PREDATION	78
C. LA DIMENSION FINANCIERE DE LA PREDATION	87
D. LE REGIME D'ACCUMULATION CAPITALISTE DE LA PREDATION.....	99
3. LA DETTE COMME PREDATION	109
1) EMPIRIE DE DE LA PREDATION.....	109
2) LA PRODUCTION DE DETTE COMME PRODUCTION DE HIERARCHIES DE POUVOIR.....	116
3) LA PRODUCTION DE DETTE COMME PRODUCTION DE LOIS	121
4) LA PRODUCTION DE DETTE COMME PRODUCTION D'INEGALITES	123
4. LA MONNAIE DEMOCRATIQUE CONTRE LA PREDATION OLIGARCHIQUE.....	123
1) LA MONNAIE, LA DETTE ET LE DON.....	123
2) LE DON CONTRE LA DETTE.....	134
5. CONCLUSION	140
6. ANNEXE	143

A. LE CAPITAL ET L’AUTOMATISATION AU XXIÈME SIÈCLE	146
B. LE GRAND REMPLACEMENT TECHNOLOGIQUE DU TRAVAIL HUMAIN PAR LA MACHINE	148
C. LE GRAND REMPLACEMENT TECHNOLOGIQUE COMME CAUSE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ACTUELLE.	151
D. LA NOUVELLE FÉODALITÉ : PRÉDATION PAR LA CAPTATION DE LA RENTE ET L’ESCLAVAGE. 153	
E. LA CRÉATION MONÉTAIRE COMME SOURCE DE LA PRÉDATION UTILITARISTE.....	156
F. CONCLUSION	163

Le lecteur curieux pourra lire nos réflexions au sujet de la philosophie de Bhaskar s'il souhaite explorer la philosophie sous-jacente à cet essai¹. Nous recommandons aussi au lecteur la lecture des travaux économiques de Hudson pour mieux comprendre cet essai². Enfin, nous recommandons la lecture des travaux de Keen, de Graeber et ceux de Veblen – et de tous les auteurs néo-vebleniens au premier rang desquels figurent Nitzan, Bitchler et Fix – pour approfondir le sujet. Cet essai est la suite de l'essai introductif déjà publié et intitulé l'avènement de la société de la prédation³ et nous recommandons de commencer par la lecture de cet essai rédigé en 2014 avant de lire ce texte. Voici le lien vers cet introduction : <http://www.journaldumauss.net/?L-avenement-de-la-societe-de-1217>.

Gradually, Zucman came to see tax evasion differently. “It’s not a psychological thing,” he said. There was a market. The key player wasn’t the billionaire, but the bankers and lawyers who Zucman came to think of as the tax-evasion industry. The professionals in this industry had bosses, and partners or shareholders; they worked within a regulated system. “If you have banks that feel that they are too big to indict then they will continue to commit some form of financial crimes,” Zucman said. “They will budget costs for fines.” In 2009, tax havens seemed like black holes, sucking out so much wealth that it warped the global economy. By 2019, they seemed dependent on the continued dormancy of the great liberal apparatus of international banking regulation, which could be quickly revived.

¹ <http://www.journaldumauss.net/?+-Roy-Bhaskar-1944-2014-+>.

² <http://www.journaldumauss.net/? Michael-Hudson>.

³ <http://www.journaldumauss.net/?L-avenement-de-la-societe-de-1217>.

“And the U.S.,” Zucman said, “you know, if there is a U.S. President that is serious about fighting global oligarchy, he or she has a ton of power.”

1. ONTOLOGIE DE LA PREDATION

1) RESUME

L'économiste Thostein Veblen, le père de l'économie institutionnelle, insistait sur une analyse économique selon trois dimensions : la technologie, les institutions, et les instincts. C'est ce que nous avons tenté de réaliser à la lumière de penseurs comme Graeber, Hudson, Bhaskar, Nitzan, Bichler, Bessen ou encore Dan Schiller. Le grand économiste analysait aussi le rôle central de la production de monnaie par le crédit comme le moteur du capitalisme et nous avons encore suivi son sillage. Par ailleurs Veblen opposait la logique des affaires orientée vers les intérêts acquis et la logique industrielle orientée vers l'intérêt général. Il pensait que toute civilisation, parvenue à un certain niveau d'automatisation technologique, risquait de parvenir non pas à une baisse tendancielle du taux de profit comme Marx le prévoyait du fait de l'automatisation mais à un sabotage de la logique industrielle par la logique des affaires. Autrement dit, le taux de profit est préservé grâce à un phénomène de compensation par lequel la logique des affaires crée une rareté industrielle par divers moyens (rentes de régulation, monopoles, obsolescence programmée, publicité, finance, droits de propriété industrielle, etc.) afin de sauver un taux de profit lorsque la logique industrielle crée une abondance incompatible avec l'économie capitaliste. En effet, le business model de Wikipédia est incompatible avec le capitalisme. Nous avons donc tenté de montrer comment le néolibéralisme peut se lire comme un grand sabotage de la logique industrielle par la logique des affaires et donc, comme cette dernière logique est entièrement tournée vers les intérêts minoritaires et acquis,

comment le capitalisme est devenu rentier, féodal et entièrement motivé par ce que Veblen nommait l'instinct de prédation.

La prédation n'est pas nouvelle, elle a toujours existé. Durant l'Antiquité les dirigeants établissaient un jubilé – une annulation des dettes - tous les cinquante ans afin d'éviter une dérive oligarchique et prédatrice qui asservirait la majorité de la population à une minorité de la population. Nos états qui se revendiquent comme étant démocratiques le sont donc moins que ces régimes qui ont régné pendant la majeure partie de l'histoire des civilisations humaines en Mésopotamie⁴. Nos investigations au sujet de la prédation s'inscriront dans les pas de Michael Hudson, de David Graeber, mais surtout de Thorstein Veblen. Ce dernier a en effet développé une conception de la prédation qui oppose une logique industrielle orientée vers l'intérêt général et une logique des affaires orientée vers les intérêts acquis. C'est cette différence économique et même, profondément, ontologique, que nous tenterons de clarifier et de mesurer.

Nous sommes ici forcés de citer la définition des intérêts acquis de Veblen : *« un intérêt acquis est un droit négociable d'obtenir quelque chose pour rien. Cela ne veut pas dire que les intérêts acquis ne coûtent rien. Ils peuvent même atteindre des sommets. En particulier, leurs coûts peut sembler élevé si l'on tient compte du coût pour la communauté, ainsi que des dépenses engagées par leurs propriétaires pour leur production et leur entretien. Les intérêts acquis correspondent à une richesse immatérielle, des actifs intangibles. De par leur nature et leur origine, ils sont le fruit de trois lignes de gestion commerciale : limitation de l'offre en vue de ventes rentables ; obstruction du commerce en vue de ventes rentables ; publicité trompeuse en vue de ventes rentables. Il s'agit là de questions d'affaires, au sens strict du terme, d'artifices commerciaux et non de travail bien fait ; ce sont des manières et moyens de faire des affaires, et non*

⁴ <http://www.journaldumauss.net/?+-Michal-Hudson-Une-Histoire-Longue-de-la-Lutte-des-Classes-entre-Jubile-et-+>.

de produire des biens ou des services. Le produit de tous ces efforts est de la nature d'un actif intangible, un article de richesse immatérielle. Ceux qui détiennent ces intérêts peuvent en ressortir plus riches au même titre que la communauté des affaires dans sa globalité (bien qu'il s'agisse d'un point plus douteux), mais la communauté au sens large ne s'en porte aucunement mieux sur le plan matériel⁵ ».

Dans l'idéal, nous souhaitons que ces recherches puissent se lire comme un roman policier. Car il y a bien un crime, un crime invisible qu'il s'agit de montrer par une recherche à la fois conceptuelle, empirique et historique. C'est un génocide invisible qu'il s'agit de conceptualiser pour comprendre ce qu'est l'essence de la tendance prédatrice dans la société. Nous ne nous mettons pas à l'écart de cette prédation puisque nous sommes tous coupables de cette prédation. L'enjeu est de la dévoiler par la théorisation de sa nature profonde et par la mesure de ses effets. Nous assumons ce fondement éthique dans nos recherches dans la mesure où ce fondement est à l'origine de la science économique depuis Adam Smith⁶. De plus, philosophiquement, nous pensons comme Kierkegaard que « Tout discours d'une unité supérieure qui réconcilierait des contradictions absolues, est un attentat métaphysique contre l'éthique » et nous renvoyons à notre réflexion éthique à partir de la philosophie de Bhaskar⁷.

Nous commencerons par clarifier le concept de prédation grâce à des auteurs tels que Veblen, Hudson ou encore Graeber. Cette clarification nécessitera de développer plusieurs dimensions qui sont l'histoire, la phénoménologie,

⁵ Alice Le Goff – Introduction à Thorstein Veblen – Page 52.

⁶ <http://www.journaldumauss.net/?La-pensee-economique-neoliberale-comme-ideologie-de-la-classe-rentiere>: « L'objet de la science économique porte sur la définition de la rente (ou revenu de prédation) comme différence entre le prix et la valeur, c'est-à-dire entre la valeur de marché (prix) et le coût intrinsèque de production (valeur). Une rente dans l'économie classique est un revenu de prédation qui ne possède aucune contrepartie de coût de production nécessaire. Cela implique que la science économique ne peut pas être axiologiquement neutre puisqu'elle doit distinguer les activités productives et les activités prédatrices (qui ne sont pas productives). Hudson s'inscrit donc dans le sillage des économistes classiques (de R.Cantillon à K.Marx en passant par A.Smith) et des travaux plus contemporains sur la rente tels que ceux de T.Veblen, J. K. Galbraith ou encore J. Bessen. »

⁷ <http://www.journaldumauss.net/?La-philosophie-des-sciences-humaines-de-Roy-Bhaskar>.

l'ontologie, la politique économique et la psychologie de la prédation. Nous étudierons ensuite la prédation au XXIème siècle et nous montrerons que la prédation possède trois dimensions d'information (les GAFAM), de féodalité et de financiarisation. L'articulation de ces trois dimensions produit un régime d'accumulation capitaliste essentiellement prédateur au sens où il est majoritairement fondé sur les intérêts acquis. La place prise par les intérêts acquis et donc par la prédation est inédite dans l'histoire humaine et cette place résulte de l'articulation que nous avons mentionnée.

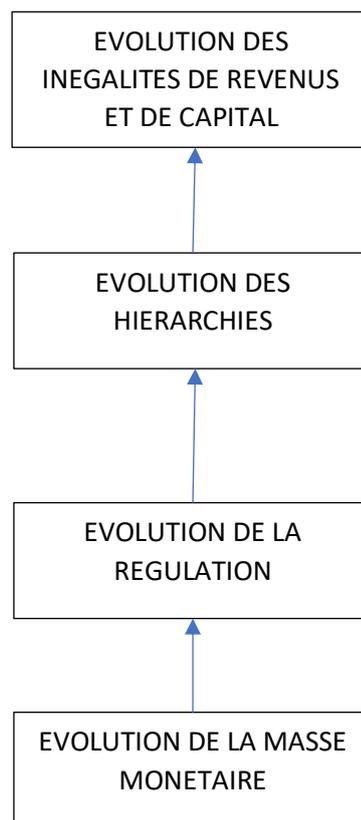
Dans une troisième partie, il nous faudra mesurer la prédation. Nous nous intéresserons aux variables des intérêts acquis mesurés par la taille en mots de la régulation, de la masse monétaire totale M3 et des inégalités de capital comme rapport entre les 1% les plus riches et les autres. La mesure de la taille de la régulation est inspirée par une étude empirique de l'économiste James Bessen. L'idée est que ces sont les intérêts acquis qui, par le lobbying, écrivent la régulation. Par conséquent, l'évolution de la taille en mot de la régulation est une bonne approximation de l'évolution de la taille des intérêts acquis.

Enfin nous exposerons les bases d'une politique économique créatrice dont la fonction est de soumettre les intérêts acquis, et donc la prédation, à l'intérêt général de la production et donc, à l'intérêt général. Cette politique économique est essentiellement monétaire et elle consiste à mettre en place un jubilé permanent inspiré du jubilé Antique, c'est-à-dire une création monétaire injectée dans les comptes bancaires des citoyens selon un rythme régulier⁸.

⁸ Des économistes tels que Steve Keen proposent de tels jubilés permanents et la formulation la plus complète d'un tel jubilé à ce jour est sans doute celle de Stéphane Laborde : <https://trm.creationmonetaire.info/>.

2) HYPOTHESES

Nos hypothèses peuvent être résumées dans le tableau de causalité suivant. Nous voulons évaluer les liens causaux et empiriques entre quatre mécanismes générateurs sociaux, quatre grandes tendances qui sont l'évolution des inégalités de revenus, l'évolution de la taille des hiérarchies dans les entreprises, l'évolution de la taille de la régulation comme approximation des rentes (nous développerons plus tard ce point) et l'évolution de la masse monétaire via la création de crédit. C'est ce tableau que nous tenterons de démontrer :



3) ANALYSE

A. LA NECESSITE D'UN CHANGEMENT DE PARADIGME ECONOMIQUE

L'évènement récent des Gilets Jaunes⁹ a eu le rôle historique de tout évènement comme dévoilement de la vérité d'une époque et cette vérité est celle du visage de la prédation dissimulé derrière le masque « cool » des dirigeants censément ouverts et jeunes comme Macron. Grâce à cet évènement, on peut donc commencer à faire le point. « Où en sommes-nous ? » écrivait récemment Emmanuel Todd. « Where are we now ? » chantait il y a quelques années David Bowie. Le début du XXIème siècle est celui du bilan pour les pays occidentaux et ce bilan est le bilan de presque un demi-siècle de néo-libéralisme. Le néo-libéralisme est aussi le libéralisme digital qui capte toutes les activités humaines pour les transformer en capital par le biais d'un système de droits de propriété et de création monétaire qui étendent sans cesse le domaine du marché. L'individu est prolétarisé, il est condamné à participer à un crime de masse, contre les autres hommes et contre l'environnement. Ce crime de masse, le plus grand des génocides de l'histoire humaine, est aussi le plus grand des totalitarismes. Il est en train de couvrir la totalité du monde, la totalité des activités et la totalité des hommes. Ce totalitarisme, c'est le totalitarisme de la prédation qui est en train de dévorer les individus et le monde.

Pourtant, comme le rappelle Michael Hudson, cette prédation a toujours existé¹⁰ : c'est l'économie de la rente. Par ailleurs, elle a été théorisée par Thorstern Veblen et plus récemment par James Galbraith¹¹. Enfin, elle a été mesurée par James Bessen qui a montré que la majorité des profits des entreprises cotées provient depuis l'an 2000 non plus de la production de biens et de services mais de

⁹ <http://www.journaldumauss.net/?Gilets-jaunes-mon-amour>.

¹⁰ <http://www.journaldumauss.net/?L-economie-est-une-forme-de-la-politique>.

¹¹ La théorie de la prédation issue des travaux de Thorstern Veblen est exposée dans l'ouvrage « L'Etat Prédateur » de James Galbraith.

l'obtention de rentes de régulation¹². Face à ce résultat sidérant, beaucoup d'intellectuels haussent les épaules. Selon eux, la société de la prédation n'existe pas parce que la prédation n'existe pas. Pour les marxistes, seul le profit du capitalisme qui provient de la différence entre la force de travail et la rémunération du travail est une prédation et le travail du salarié ne peut jamais être prédateur car il est posé comme une essence métaphysique pure qui représente le bien. Le fait que le travailleur lui-même exerce une activité de prédation par la captation de valeur d'échange sans produire d'autre service que ce travail de captation de valeur d'échange est un angle mort pour le marxiste. Le problème est que cet angle mort est le trou noir prédateur de notre civilisation qui la dévore totalement et s'étend à la prédation écologique. Le libéral est aussi incapable de comprendre le totalitarisme de la prédation que le marxiste. Pour le libéral, le libre jeu des marchés aboutit toujours au bien commun – les vices individuels font la vertu collective de la fable des abeilles de Mandeville à la main invisible de Smith - et jamais les effets d'échelle, les effets du « winner take all » et surtout le fait que l'économie numérique soit une économie du taux marginal nul – une fois Facebook programmé, cela ne coûte pas plus cher de gérer un milliard d'utilisateurs que d'en gérer dix et cela rapporte plus - pourtant si évidents à l'époque des GAFAM n'amènent à la formation de monopoles capables d'utiliser de leur position dominante pour extraire des rentes par diverses formes de lobbying. Pourtant, les abeilles de Mandeville disparaissent et pour ce qui est de la main invisible, une majorité de la population en Occident commence à la sentir dans une certaine partie de leur anatomie. La main invisible est toujours la main du corps de l'état car le marché a toujours été garanti historiquement par l'état et au sommet de ce corps règne une oligarchie totalement indifférente aux idéologies, aux états comme aux marchés, car le capital est, fondamentalement, comme les travaux de Nitzan et de Fix nous en ont convaincu, le pouvoir, et ce

¹² <https://www.bu.edu/law/files/2016/05/Accounting-for-Rising-Corporate-Profits.pdf>.

pouvoir se mesure par le nombre de niveau hiérarchique au sein des institutions, de plus en plus internationales, aussi bien privées que publiques, qui se fondent dans une grande pyramide au sommet de laquelle règne le pouvoir de création du capital – les banques – et en bas de laquelle plusieurs millénaires d’esclaves contemplant une création monétaire sous forme de dette qui asservi les individus depuis la nuit des temps. Il faut à ce sujet lire les travaux révolutionnaires de Hudson¹³ qui dirige un groupe de recherche à l’Université de Harvard pour comprendre comment les époques antiques – avant Rome – étaient bien plus démocratiques que la nôtre puisqu’elles étaient fondées sur le principe premier d’annulation des dettes et non de remboursement des dettes. Il faut encore lire son dernier ouvrage pour comprendre comment l’Eglise catholique s’est arrangée pour dissimuler la vie révolutionnaire de Jésus qui était fondamentalement un révolutionnaire politique anarchique qui luttait pour l’annulation, la rédemption de toutes les dettes, d’où son surnom : le Rédempteur. Autrement dit, pour qui possède une culture politique, Jésus dit : « Je suis le chemin, la vérité, la vie » et ce chemin est celui emprunté par le fondateur officiel de la démocratie en Grèce, Solon, à savoir l’annulation de toutes les dettes et des mises en esclavages ainsi que de la dérive oligarchique qui accompagne toujours, systématiquement, implacablement, nécessairement, la création monétaire sous forme de dette. Le jubilé, l’annulation de la dette, telle est la racine greco-judéo-chrétienne de notre civilisation, de Jésus à Solon. Ce fait incontestable était connu si bien que le principe fondamental des premières civilisations pendant une grande partie de l’histoire de l’humanité était l’annulation régulière de toutes les dettes tous les cinquante ans afin d’éviter toute dérive oligarchique et toute mise en servitude de la civilisation. Dans l’histoire, les barbares ne sont pas ceux que l’on croit et notre civilisation moderne est la plus barbare, la plus oligarchique, la plus esclavagiste de toutes les civilisations par son refus de toute annulation des dettes. Les

¹³ <http://www.journaldumauss.net/? Michael-Hudson> .

étudiants américains endettés dès leur plus jeune âge pourraient en témoigner. Cela est un fait historique absolument incontestable si l'on se réfère aux travaux de Hudson ou encore de Graeber. Ainsi notre civilisation est la civilisation de la prédation par la sacralisation de la dette. Le grand renversement de toutes les valeurs en occident est celui du passage de la valeur suprême, du principe politique premier, de l'annulation des dettes, au principe premier du remboursement des dettes. La lutte des classes pour l'appropriation des moyens de production de monnaie – malheureusement réduite à la dette – pour s'approprier les moyens de production de biens et de services est l'histoire de la longue durée humaine, la dialectique des esclaves endettés et de leurs maîtres qui les ont endetté.

La prison de la prédation se referme mais pour sortir d'une prison, encore faut-il comprendre que l'on est enfermé à l'intérieur. Les libéraux et les marxistes refusent souvent de voir que des multinationales monstres ont fusionné avec les états pour dévorer l'humanité en commençant par la pointe avancée de son économie en occident. C'est pourtant tout le sujet du livre très documenté de James Galbraith, l'Etat Prédateur. C'est encore le sujet des travaux empiriques de Blair Fix qui montre comment la grande taille des institutions mesurée par la puissance hiérarchique – nombre n qui sépare l'employé de terrain de rang 1 du directeur de rang n en passant par les managers intermédiaires de rang i - est la cause principale des inégalités et de la crise environnementale¹⁴. Nous pensons que seule une création monétaire démocratique créée directement dans les comptes des citoyens pourrait donner la possibilité aux citoyens de ne pas être contraints et forcés de vendre leur force de travail à ces monstres hiérarchiques. L'épouvantail de l'hyperinflation – pourtant toujours historiquement provoquée par une dette extérieure prédatrice et non par la création de monnaie ainsi que le rappelle Michael Hudson¹⁵ – affole les oiseaux humains condamnés à voler leurs

¹⁴ <https://yorku.academia.edu/BlairFix>.

¹⁵ <https://michael-hudson.com/2017/11/germanys-choice/>.

prochains dans le monde de la prédation. Les intellectuels agitent le spectre de l'hyperinflation à chaque proposition de réforme monétaire. Or, d'une part, il ne s'agit en aucun cas de modifier la quantité de monnaie injectée dans l'économie mais de prendre la décision politique de créer la monnaie dans les comptes bancaires des citoyens plutôt que de laisser le système bancaire créer seul la monnaie dans les comptes bancaires des multinationales au sein des paradis fiscaux pour des projets qui sont désormais – majoritairement comme l'a prouvé empiriquement Bessen - des projets de captation de rentes et non des projets de production de biens et de services. Secondairement, l'hyperinflation provient de problèmes pour rembourser des dettes à l'extérieur¹⁶, lesquelles dettes sont justement causées par une création monétaire prédatrice – celle des banques dans les comptes des paradis fiscaux des multinationales – qui réalise une appropriation par privatisation et dépossession des états grâce à cette rente monétaire injuste. Ainsi, bientôt le panthéon sera vendu en Grèce à nos chers prédateurs qui accumulent des milliards sur des comptes bancaires grâce à leur accès à la création monétaire prédatrice. En France, les aéroports et les autoroutes en font les frais.

La prédation est systémique et elle est essentiellement oligarchique. La société de la prédation est la conséquence inéluctable d'une création monétaire oligarchique sensée ruisseler alors que la création de monnaie en haut de la pyramide économique aboutit au contraire à des effets de rentes qui empêchent tout ruissellement. Toute l'œuvre d'économistes hétérodoxes tels que Steve Keen, Michael Hudson et Ann Pettifor mais encore le travail de l'association Positive Money¹⁷ consistent à lutter contre cette politique monétaire issue des travaux de Milton Friedman puisque sa fallacieuse théorie monétaire fait comme si la création monétaire n'existait pas pour mieux la naturaliser comme une loi de la nature. En effet, si la création monétaire absente de la formule de sa théorie quantitative n'existe pas, cela signifie qu'elle est une force naturelle et même

¹⁶ <https://michael-hudson.com/2012/08/fireside-on-the-great-theft/>.

¹⁷ <https://positivemoney.org/>.

divine contre laquelle les hommes ne peuvent rien faire. De plus, le ruissellement devient impossible pour la simple raison que la société s'automatise si bien que les individus en haut de la pyramide économique n'ont plus besoin du travail des individus en bas de la pyramide économique pour produire les biens et les services dont ils ont besoin. La seule chose dont les individus en haut de la pyramide ont besoin consiste à rester en haut de la pyramide pour dominer avec de plus en plus de violence une majorité de la population qui, du fait de l'automatisation des biens et des services, ne leur sert plus à rien sinon à assouvir leur instinct de prédation et de domination sur autrui et la seule méthode de l'oligarchie prédatrice est la gestion de la production de monnaie, de rentes – ou de lois et de droits de propriété et de réglementations obtenues auprès des états pour accroître les profits -, et de propagande. La dictature oligarchique de la prédation a métamorphosé les citoyens occidentaux en esclaves – graduellement, depuis les années 1960 - grâce au contrôle de la production de monnaie qui se transforme en production de lois par le lobbying – contrôle des élites publiques – , et la propagande médiatique – contrôle des peuples, lesquelles lois se transforment elles-mêmes en monnaie dans un cercle vicieux infernal qui se resserre chaque jour un peu plus autour de la gorge des citoyens devenus autant d'esclaves asphyxiés qui s'étonnent de ne plus pouvoir respirer. L'étude de Princeton¹⁸ sur l'oligarchie aux Etats-Unis est à ce sujet éloquent : les lois votées sont parfaitement corrélées avec les souhaits des élites économiques et parfaitement décorrélées des souhaits de la majorité de la population. Il n'y a plus de démocratie aux Etats-Unis, ni en Europe et c'est là un fait scientifique incontestable qui n'a pas de rapport avec un quelconque populisme. La société est oligarchique parce qu'elle est essentiellement prédatrice : elle fonctionne essentiellement sur une extraction de rentes dissimulée par une propagande de l'économie des intangibles¹⁹ ainsi que le théorisait avec sa

¹⁸ https://scholar.princeton.edu/sites/default/files/mgilens/files/gilens_and_page_2014_-_testing_theories_of_american_politics.doc.pdf.

¹⁹ <https://www.bu.edu/law/files/2016/05/Accounting-for-Rising-Corporate-Profits.pdf>.

lucidité habituelle Thorstein Veblen – rentes monétaires, fiscales, financières, juridiques, etc. – et les Gilets Jaunes l’ont bien compris : plus une entreprise gagne de l’argent et moins elle paie de taxes car l’optimisation fiscale est une rente qui s’achète par le lobbying politique, de Bruxelles à Washington. Or cette rente dépend de la rente de toutes les rentes, la rente monétaire par laquelle c’est la monnaie créée, la production de monnaie sous forme de dettes par les banques privées, qui permet ensuite l’appropriation des moyens de production des biens et des services, car la création monétaire est, ainsi que l’a démontré Michael Hudson²⁰, la dynamique profonde de toute l’histoire de la civilisation.

Il est tout à fait étonnant que la figure centrale du marché général walrasien, l’entrepreneur, ait une psychologie antithétique avec la logique de ce marché. C’est tout le sens de la métaphore de la main invisible et de sa conceptualisation mathématique sous le nom de théorie de l’équilibre général : les individus du marché cherchent à agir contre le marché ; les vices privés font la vertu publique contait Mandeville. Le marché de l’équilibre général, ce qu’on appelle, le marché général ou le marché total, est une théorie normative de ce que devrait être la société économique sous l’empire d’un système anarchique de prix pour que les vices privés mènent à la vertu public. Ce fut le grand mérite de Walras que de prendre au sérieux l’utopie d’une société marchande juste et d’en établir les conditions de validité. La théorie de l’équilibre général prolongée par Arrow et Debreu et nombre d’autres penseurs éminents du XXème siècle achevèrent d’en préciser les conditions et d’en condamner la réalisation. La société marchande juste, celle de l’utopie méritocratique est impossible en pratique, elle le sera toujours, parce que c’est le propre de la réalité sociale de ne pouvoir être saisie entièrement dans un modèle. Le modèle est toujours une simplification du réel. Dès lors que le marché général n’est pas accomplissable, et même si dans un groupe donné d’individus qui vivent en autarcie et forme ainsi une société il est

²⁰ Nous renvoyons aux articles de Michael Hudson traduits dans la revue du MAUSS : <http://www.journaldumauss.net/?L-economie-est-une-forme-de-la-politique>.

possible de s'approcher du marché général (alors étendu à la seule sphère de cette petite société), les vices privés ne font pas nécessairement la vertu publique, et même s'il on est conséquent, il faudrait dire que les vices privés font nécessairement le vice public. La science économique moderne, née au XVIII et XIX, quels que soient les courants qui la portèrent (Ecole historique allemande, marxisme, marginalisme autrichien, utilitarisme anglais, théorie walrasienne, etc.) est née libérale, c'est-à-dire en défense de la liberté et de l'égalité de ce droit de liberté pour tous les hommes. Son terreau normatif sur lequel elle a bâti ses architectures logiques et objectives fut l'attaque aux atteintes à la liberté, tour à tour nommées exploitation, monopole, salariat, esclavage, rente, prédation, ... Autrement dit, en économie, la défense de la liberté n'est jamais un concept éthéré et n'appelle jamais une métaphysique, mais au contraire est saisie dans sa matérialité : pouvoir d'achat, absence de dettes, choix de consommation, travail sensé, circulation non entravée, ... Attaquer les attaques faites à la liberté concrète de jouir, de produire, de consommer, de travailler, de partager, en un mot de vivre, c'est là l'unité de la science économique par-delà les courants et les époques. Et lorsqu'elle en dévie, elle se renie. Il s'agit donc de revenir aux origines de la science économique, avec Veblen et Hudson, contre l'asservissement par la dette, contre la prédation.

Nombre de lecteurs penseront à l'état actuel de la science économique, notamment telle qu'elle est pratiquée à l'université, ils y verront probablement une déviation certaine, un oubli, une ignorance, une absence de défense de la liberté concrète, et alors se posera à eux la question de savoir si le temps de remettre la science économique sur le droit chemin n'est pas venu. La question est légitime et la réponse évidente : le temps est venu.

B. POUR UNE METHODOLOGIE DES SCIENCES HUMAINES VEBLENIENNE

Nous fonderons nos investigations sur une méthodologie veblenienne que nous avons développé dans un article pour la revue du MAUSS²¹, la méthodologie de Veblen étant très similaire à celle de Bhaskar. Les caractéristiques de la méthodologie veblenienne sont les suivantes :

- Les sciences humaines doivent être évolutionnistes²².
- La méthode scientifique est la méthode abductive inspirée du philosophe Charles Sanders Peirce dont Thostein Veblen fut l'élève. La supériorité de cette méthode a été démontrée selon nous plus récemment par le philosophe Roy Bhaskar²³. Cette méthode insiste sur la création des hypothèses par l'imagination et par la vérification empirique de la validité des hypothèses. Selon cette méthode matérialiste, l'imagination dévoile bien la nature matérielle de la réalité – les propriétés de la matière - et non, comme dans la méthode nomologico-déductive héritée de l'empirisme de Hume, méthode qui domine aujourd'hui dans les sciences humaines et qui privilégie le formalisme mathématique à la réalité empirique, des lois métaphysiques de la nature.
- La méthodologie ne doit être ni l'individualisme, ni le holisme mais un parallélisme entre l'individu et la société par lequel les deux se transforment l'un et l'autre.
- L'individu n'est pas un automate qui calcule les plaisirs et les peines selon l'utilitarisme de Bentham ou un automate plus « évolué » selon l'utilitarisme de Mill qui calcule la valeur de choisit les plaisirs et les peines

²¹ <http://www.journaldumauss.net/?La-philosophie-des-sciences-humaines-de-Roy-Bhaskar>.

²² <https://archive.org/details/placeofsciencein00vebl/page/n6>.

²³ <http://www.journaldumauss.net/?La-philosophie-de-Roy-Bhaskar-et-son-importance-pour-les-sciences-economiques>.

selon leur valeur puisque l'individu crée sans cesse des valeurs grâce à son imagination. L'individu est donc actif, créateur, et son instinct le plus profond est l'instinct créateur de l'artisan.

- Dans le parallélisme entre l'individu et la société, la transformation se réalise par le biais des instincts, des institutions et de la technologie dans une co-évolution de ces trois dimensions qui s'influencent les unes les autres.
- Dans la terminologie de Veblen, les instincts sont éducatibles mais ils donnent une orientation à l'action. On compte parmi les principaux instincts l'artisanat, la prédation, le sexe, le jeu, la curiosité et l'empathie²⁴. L'évolution peut favoriser certains instincts et leur donner telle ou telle forme mais, comme ils correspondent aux émotions fondamentales de la neuro-psychologie moderne, les instincts sont des potentialités innées.
- Les institutions sont des modes de pensées qui ont été projetés par la praxis de l'homme dans la société.
- La politique économique doit distinguer la logique des affaires orientée vers les intérêts acquis et la logique industrielle orientée vers l'intérêt général²⁵.
- La technologie n'est pas neutre au sens où le développement de la productivité par l'automatisation des processus de production produit une baisse tendancielle du taux de profit qui est compensée par ce que Veblen nomme le sabotage, c'est-à-dire par une logique des affaires qui détruit la logique industrielle afin que celle-ci ne produise pas trop d'abondance matérielle et donc ne détruise pas le retour sur investissement par cette abondance.

²⁴ Cette typologie des instincts est compatible avec la typologie des émotions fondamentales de Panksepp : https://en.wikipedia.org/wiki/Jaak_Panksepp.

²⁵ <https://archive.org/details/vestedinterests00veblgoog/page/n14>.

- Le moteur de la politique économique est la création monétaire par le crédit. C'est ce moteur qui oriente la politique économique dans telle ou telle direction. C'est par ce moteur que la logique des affaires domine la logique industrielle lorsque le crédit est créé dans les banques d'investissement avec les clauses juridiques de propriété qui déterminent les revenus des individus.
- Si le capital obéit à la logique des affaires qui domine la logique industrielle, la logique des affaires ne peut pas exister sans la logique industrielle. Aussi Veblen est matérialiste et la véritable valeur qui est industrielle s'écarte de la valeur des affaires, le prix, via la prédation de la logique industrielle par la logique des affaires.

Nous ne cherchons pas ici à écrire un essai sur Veblen mais sur la prédation. Aussi, dans ce but, si Veblen occupe la place centrale, nous convoquons d'autres penseurs. La méthodologie des sciences humaines qui nous intéresse est celle de Bhaskar mais nous nous sommes rendus compte que cette méthodologie est la même que celle de Veblen. Aussi nous renvoyons à nos textes au sujet de la philosophie des sciences de Bhaskar²⁶ pour comprendre la philosophie employée dans cet essai. Ce traité n'est pas un traité épistémologique ou encore ontologique mais nous nous contentons ici d'esquisser les similitudes entre les philosophies de Veblen, de Bhaskar et de Lawson, un disciple de Bhaskar qui est professeur de philosophie et d'économie à l'Université de Cambridge.

C. EVOLUTION DE LA PREDATION

Dans son ouvrage intitulé « This View of Life : Completing the Darwinian Revolution », l'auteur David Sloan Wilson reprend le programme évolutionniste

²⁶ <http://www.journaldumauss.net/?La-philosophie-de-Roy-Bhaskar-et-son-importance-pour-les-sciences-economiques>.

des sciences humaines souhaité par Thorstein Veblen et les autres auteurs cités dans cet essai, parmi lesquels Roy Bhaskar et Steve Keen ou encore Blair Fix. Les arguments de David Sloan Wilson sont les suivants :

- Le darwinisme social ne favorise absolument pas l'individualisme. Au contraire, pour Darwin comme d'ailleurs pour Kropotkin, les groupes qui survivent sont ceux qui pratiquent l'entr'aide.
- Il faut articuler les niveaux de l'évolution. Ainsi une cellule individualiste comme une cellule cancéreuse peut proliférer mais au dépend de l'individu parce qu'elle ne coopère pas avec les autres cellules du corps ou de l'organe.
- Le même processus se déroule au sein de la société et David Sloan Wilson a travaillé avec Elinor Oström, prix nobel d'économie, pour définir une science humaine darwinienne à partir de l'observation des sociétés humaines et notamment du problème des communs. Ce problème est typiquement celui d'une zone de pêche où chaque individu peut pêcher plus et augmenter son profit à court terme mais détruire son profit à long terme comme les autres vont faire la même chose ou les individus peuvent coopérer pour sauver leurs profits à long terme. Les règles définies par Ostrom et Wilson sont les suivantes :
 - Forte identité de groupe avec l'identification d'un but.
 - Equivalence proportionnelle entre les coûts et les bénéfices.
 - Procédure de prise de décision juste et inclusive.
 - Comportements suivis avec un accord partagé sur les comportements.
 - Sanctions graduelles.
 - Juste et rapide résolution de conflits.
 - Autonomie locale.

- Gouvernance polycentrique.

Autrement dit, l'on peut, grâce à une juste compréhension de Darwin, rejeter la lutte individualiste de tous contre tous. L'on peut aussi, comme le rappelle le philosophe Patrick Tort, rappeler que pour Darwin, l'homme est un grand renversement ontologique, un retournement du ruban de Möbius de la nature par lequel le tribunal de l'homme remplace le tribunal de la nature si bien que les lois juridiques remplacent les lois de la nature. Il en résulte que les lois de la création monétaires sont humaines et qu'une création monétaire démocratique dont la limite – selon la théorie moderne de la monnaie²⁷ - ne serait pas l'inflation – limite imposée par la théorie de Friedman pour défendre la dictature oligarchique de la rente – mais la limite écologique est tout à fait possible et elle est théorisée sous la forme de la théorie moderne de la monnaie aux Etats-Unis²⁸ et de la théorie relative de la monnaie en France²⁹. L'application des règles évolutionnistes d'Ostrom aboutit - notamment par la procédure de prise de décision juste et inclusive mais aussi par la forte identité du groupe avec l'identification d'un but – à une création monétaire démocratique et non à une création monétaire oligarchique. Par ailleurs, comme les hommes ne sont ni bons ni mauvais mais malléables, ainsi que le remarquaient Veblen et Darwin, l'encouragement des vices n'amène pas plus la vertu que l'encouragement de la vertu n'amène au vice. Selon le darwinisme, la sélection des individus vertueux amène à une société vertueuse et inversement. La fable des abeilles est anti-darwinienne et donc anti-scientifique. Or, comme c'est l'oligarchie, publique ou privée, qui mène à une politique économique de lutte de tous contre tous pour la captation des intérêts acquis, c'est la tendance oligarchique de la société qui doit être contrée et ce, à la

²⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_mon%C3%A9taire_moderne.

²⁸

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_mon%C3%A9taire_moderne#targetText=La%20th%C3%A9orie%20mon%C3%A9taire%20moderne%20\(en,d%C3%A9penses%20par%20la%20cr%C3%A9ation%20mon%C3%A9tai](https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_mon%C3%A9taire_moderne#targetText=La%20th%C3%A9orie%20mon%C3%A9taire%20moderne%20(en,d%C3%A9penses%20par%20la%20cr%C3%A9ation%20mon%C3%A9tai)
[re.](https://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_mon%C3%A9taire_moderne#targetText=La%20th%C3%A9orie%20mon%C3%A9taire%20moderne%20(en,d%C3%A9penses%20par%20la%20cr%C3%A9ation%20mon%C3%A9tai)

²⁹ <https://trm.creationmonetaire.info/>.

racine monétaire de cette tendance. En effet, de même que les sociétés primitives dansaient autour du feu et que le mythe du feu structurait par ses récits la société comme l'a montré l'anthropologue Turner³⁰, c'est la mythologie de la monnaie aujourd'hui friedmanien – théorie quantitative de la monnaie, ruissellement, « there is no free lunch », « il n'y a pas d'arbre à monnaie », la monnaie a pour origine le troc, le risque premier est l'inflation, etc. – qui domine et structure l'imaginaire politique de nos sociétés. Les hommes dansent autour de la monnaie dans les sociétés modernes comme ils dansaient autour du feu dans les sociétés primitives. Les hommes jettent la valeur d'usage de la nature dans le feu de la monnaie avec une fascination hypnotique et une foi dans ce fait social total qui ressemble à un Soleil autour duquel tournent tous les autres faits sociaux totaux.

D. LA CAUSE LEGALE DE LA PREDATION

La cause légale de la prédation est la doctrine des droits naturels critiquée par Veblen : « *Dans les théories économiques acceptées, le fondement de la propriété est généralement conçu comme étant le travail productif du propriétaire. C'est considéré, sans réflexion ni question, comme le fondement légitime de la propriété.... Pour les économistes classiques, l'axiome a peut-être posé autant de problèmes qu'il n'en valait la peine. Il ne leur a pas donné la peine d'expliquer comment le capitaliste est le "producteur" des biens qui passent en sa possession, et comment il est vrai que l'ouvrier obtient ce qu'il produit... Cette théorie de la propriété fondée sur les droits naturels fait de l'effort créatif d'un individu isolé et autosuffisant la base de la propriété qui lui est dévolue. Ce faisant, il ne tient pas compte du fait qu'il n'y a pas d'individu isolé et autosuffisant.... La production*

³⁰ <http://www.journaldumauss.net/?L-anthropologie-du-mythe-de-Turner-comme-application-de-la-philosophie-de>.

n'a lieu que dans la société - uniquement grâce à la coopération d'une communauté industrielle. Cette communauté industrielle peut être grande ou petite... mais c'est toujours un groupe assez grand pour contenir et transmettre les traditions, les outils, les connaissances techniques et les usages sans lesquels il ne peut y avoir aucune organisation industrielle et aucune relation économique des individus entre eux ou avec leur environnement.... Il ne peut y avoir de production sans connaissances techniques, donc pas d'accumulation et pas de richesse à posséder, en plusieurs ou autrement. Et il n'y a pas de connaissances techniques en dehors d'une communauté industrielle. Puisqu'il n'y a pas de production individuelle et pas de productivité individuelle, la préconception des droits naturels... se réduit à l'absurdité, même dans la logique de ses propres hypothèses.³¹ ». Cette argumentation rejoint celle de Van Parijs pour défendre l'idée que l'essentiel de l'argent que nous gagnons ne vient pas de nous mais de la société et que la négation de ce fait aboutit à une société injuste où les milliardaires côtoient les sans-domicile-fixes. Seule une création monétaire démocratique conçue comme rente citoyenne sur la civilisation peut alors empêcher l'appropriation par une minorité des biens et des services que la civilisation a produit dans le passé.

Cette critique de l'influence des droits naturels ne s'adresse pas seulement à l'école néo-classique mais aussi à l'école marxiste. Ainsi Veblen écrit à ce sujet que : *« Marx s'inspire de deux antécédents distincts, l'hégélianisme matérialiste et le système anglais des droits naturels. Par sa formation antérieure, il est un adepte de la méthode hégélienne de spéculation et inoculé avec la métaphysique du développement qui sous-tend le système hégélien. Par sa formation ultérieure, il est un expert dans l'estime des droits naturels et de la liberté naturelle, enracinée dans son idéal de vie et tenue inviolable tout au long de sa vie.³² ».*

³¹ History of Economic Thought – A Critical Perspective – Page 325.

³² Thorstein Veblen – The Place of Science in Modern Civilisation and Other Essays – Page 322.

Selon nous, Veblen a eu à ce sujet raison vis-à-vis de Marx et des néoclassiques. En effet, pour Marx, seul le surprofit extorqué au travailleur par le capitalisme pose un problème. Par conséquent, le trader ou l'avocat d'affaire employés de bureaux sont du côté des exploités et le chef d'une très petite entreprise fait partie des exploités. Comme l'ont montrées les études de Blair Fix mentionnées dans ce texte, la productivité n'explique pas le revenu.³³ Le revenu s'explique par la situation hiérarchique de l'employé, c'est-à-dire par son accès aux intérêts acquis qui dépendent de la création monétaire qui organise le système capitaliste à partir de l'ingénierie financière bancaire. Le revenu s'explique, comme l'avait théorisé Veblen, par l'accès de l'individu aux intérêts acquis et c'est bien la racine monétaire de cette relation qu'il faudrait briser. De plus, si le salarié est exploité par le capitaliste, le salarié exploite lui aussi le sans-domicile-fixe dans la mesure où la majorité de son salaire ne vient pas de lui mais de la société. Ainsi le coiffeur de Paris gagne plus que le coiffeur de Bombay et le l'avocat d'affaire de Paris gagne plus que l'agriculteur mais cela n'a rien avoir avec leurs productivités respectives. Soit les fruits de l'accumulation du capital sont distribués sous forme de biens communs par un revenu inconditionnel, soit elle est distribuée sous forme de privilèges avec des salaires qui dépendent de l'accès à la source bancaire du capital car tous les chemins mènent à la dette et à sa création. Il existe une rente civilisationnelle qui doit être considérée comme le droit fondamental de l'homme si bien que le droit citoyen comme revenu inconditionnel financé par la création monétaire pourrait se substituer au droit naturel selon lequel le salaire rétribue justement la productivité sociale de l'individu. Normalement, c'est l'imposition qui permet de rectifier les écarts de salaires mais, dans un monde de paradis fiscaux, cela ne fonctionne plus et comme la source des paradis fiscaux est une création monétaire qui les nourrit un peu plus chaque jour à chaque fois que de la

³³ <https://economics.com/no-productivity-does-not-explain-income/>.

monnaie est créée sous forme de dette dans les banques, seule une modification de l'institution monétaire pourrait remédier à cette dérive oligarchique et inégalitaire.

La cause légale de la prédation comme sabotage de la logique industrielle de production de biens par la logique des affaires peut être comprise ainsi. Soient deux biens B1 et B2. Si la société est totalement industrielle, alors on a le schéma de transaction $C1 \rightarrow m \rightarrow C2$. Mais si la logique des affaires sabote la logique industrielle comme c'est le cas aujourd'hui, alors l'on obtient $C1 \rightarrow m1 \rightarrow m2 \rightarrow \dots \rightarrow m(n) \rightarrow C2$ (Rahmatian, 2020). L'intérêt pour la logique des affaires est d'extraire de la valeur monétaire à chaque étape $m1$, $m2$, etc. Cette valeur peut être extraite sous forme d'honoraires. L'informatisation permet de faciliter la multiplication des transactions sans coût de transaction et la finance et le droit des affaires peuvent alors utiliser la technologie numérique pour prélever des honoraires sur le processus de production de biens à chaque transaction. Or le monde industriel est contraint d'accepter cette captation de valeur parce que (1) les managers du monde industriel sont aussi rémunérés et leurs intérêts sont alignés sur la logique des affaires et parce que (2) chaque transaction de type $C1 \rightarrow m \rightarrow C2$ requiert par définition le recours au système financier qui peut prendre en otage le système industriel grâce à sa capacité de création monétaire et se rendre ainsi indispensable au système industriel qui sera alors soumis à la volonté du système financier de multiplier les transactions $m1 \rightarrow m2 \rightarrow \dots$ afin de multiplier les opérations de spéculation, de montages financiers et donc afin de multiplier les honoraires.

E. LA CAUSE MATERIELLE DE LA PREDATION

De nombreux ouvrages insistent sur la cause matérielle des crises économiques récentes et en particulier sur la raréfaction des ressources naturelles. Notre thèse est celle d'un sabotage, au sens de Veblen, de la logique industrielle par la logique des affaires et nous insistons – avec Veblen, Hudson, Keen, Pettifor et Graber – sur la cause monétaire de ce sabotage.

Nous n'avons pas l'expertise pour juger de la justesse de la thèse selon laquelle l'énergie est le facteur essentiel de l'économie. Nous ne sommes pas en désaccord avec cette thèse. Notre problème avec cette thèse est qu'elle suppose que la logique industrielle domine la logique des affaires. Certes la logique industrielle est la condition nécessaire et suffisante à l'existence d'un logique des affaires et il existe donc une primauté de cette logique dans l'ordre historique. Mais nous pensons, avec Veblen, que la logique des affaires domine depuis au moins un siècle la logique industrielle. Nous pensons aussi que cette domination s'est renforcée avec la révolution numérique.

Par conséquent, si nous partageons l'analyse du rôle central de l'énergie dans l'économie qui nous semble évident, il nous semble que la condition nécessaire et suffisante pour s'occuper des problèmes énergétiques, par exemple via le développement des énergies renouvelables, passe par une création monétaire qui alimenterait des investissements orientés vers cette politique économique. Autrement dit, pour régler les questions industrielles et donc énergétiques, il faut déjà régler les questions monétaires et financières.

Que la croissance soit corrélée à l'énergie consommée, c'est vrai aussi bien pour la logique industrielle que pour la logique des affaires. Mais la logique des affaires qui domine actuellement, comme nous le pensons avec l'étude de Bessen, est une production de rentes de régulation qui est nuisible pour l'économie. Or cette production de ce que Veblen nommait les intérêts acquis par opposition à l'intérêt général consomme des quantités astronomiques d'énergie dépensée pour la prédation. Ainsi la majorité de l'énergie consommée dans les grandes institutions

qui sont par nature plus prédatrices par les effets politiques des grandes institutions consomment aussi une énergie qui, comme le montrent les travaux de Blair Fix, augmentent de manière exponentielle avec la taille des institutions. La majorité de l'énergie alimente une économie de prédation. Le problème n'est donc pas qu'il n'y a pas assez d'énergie. Le problème est l'emploi de l'énergie. La logique des affaires l'emporte aujourd'hui sur la logique industrielle. Par conséquent les crises ont de moins en moins d'effet sur l'économie. Une longue étude de Bichler et de Nitzan au sujet du lien entre le sabotage et l'énergie se conclut par ce passage auquel nous souscrivons : « The real force driving this process is not our hedonistic desires, but the rulers' quest for power. Much of the energy captured by humanity is not used to improve livelihood, but to fortify hierarchies, not to boost wellbeing, but to fuel strategic sabotage. For the vast majority of the world's population, this energy is best left uncaptured. But in order for us to move in that direction, we need to understand how energy is used to subjugate us. We will be unable to understand how hierarchical energy evolved in earlier modes of power ; we will have only a partial and misleading understanding of how it supports the full-spectrum hierarchy of capitalism ; and most importantly, we will be unable to imagine non-hierarchical structures that might stand against and perhaps replace capitalism.³⁴ »

³⁴ Bichler and Nitzan – Growing Through Sabotage – 2017 – Page 53.

F. ONTOLOGIE DE LA PREDATION

L'ontologie de la prédation est ici analysée selon une ontologie matérialiste et stratifiée du monde. Ainsi il existe des niveaux de réalité suivants :

- Le niveau physico-chimique : l'énergie.
- Le niveau biologique : la santé.
- Le niveau des instincts de Veblen qui correspond aux émotions fondamentales de Panksepp.
- Le niveau de l'intellect actif ou noétique, l'imagination créatrice de l'individu.
- Le niveau des mythes qui socialise l'imagination créatrice.
- Le niveau des institutions ou des conventions au sens des modes de pensée pour Veblen.
- Le niveau technique puisque de ces conventions émergent des techniques : Avec cette socialisation naît l'exosomatization au sens de Stiegler puisque les organes mais aussi les pensées sont externalisées en dehors du corps humain.
- Le niveau monétaire occupe une place centrale selon nous dans les sociétés humaines et nous nous appuyons sur les travaux de Hudson, Graeber, Keen ou encore Minsky à ce sujet. La monnaie créée essentiellement sous forme de dette structure les rapports de pouvoir de la dialectique de l'histoire entre maîtres et esclaves, les esclaves étant ceux qui sont endettés.
- Le régime d'accumulation au sens de la théorie de la régulation avec les formes institutionnelles que sont le marché, l'entreprise, l'état, la monnaie et l'ordre international.

Chaque niveau est politique au sens où il cherche à persévérer et même à croître dans son être. Il y a lutte entre l'ami et l'ennemi, ce qui renforce l'être et ce qui le détruit. Cette politique peut être créatrice ou prédatrice. La cellule biologique peut être cancéreuse. L'instinct dominant est alors l'instinct de prédation. Les mythes peuvent être les mythes prédateurs d'aujourd'hui tels que le « there is no society », le « there is no free lunch », le « ruissellement », la « main invisible », la transformation de l'intérêt égoïste en bien-être collectif selon la « fable des abeilles ». Les institutions peuvent être prédatrices et encourager la logique des affaires avec sa captation de rentes et de monopoles pour les intérêts acquis au dépens de l'intérêt général de la logique de l'industrie. Le niveau technique peut aussi être prédateur quand, comme c'est le cas aujourd'hui, la technologie numérique favorise le « winner-take-all » ou encore un « coût marginal nul » qui rend la logique industrielle inutile à l'accumulation du capital si bien qu'elle est remplacée par la logique des affaires. Le niveau monétaire peut être prédateur - comme le montrent les travaux de Hudson, Keen et Graeber - quand la monnaie créée sous forme de dette n'est pas compensée par la pratique du jubilé, l'annulation régulière de toutes les dettes. Enfin le régime d'accumulation peut être prédateur quand la monnaie créée sous forme de dette d'une manière oligarchique finance une structure prédatrice d'intérêts acquis dont les paradis fiscaux sont le squelette et le circuit monétaire le réseau sanguin. Dans une telle configuration du régime d'accumulation capitaliste, la monnaie achète la régulation qui extrait des rentes de la partie industrielle et productive de l'économie.

Comprendre cette ontologie stratifiée de la prédation, c'est comprendre le monde selon l'ontologie de Bhaskar, c'est-à-dire selon une ontologie matérialiste stratifiée dans laquelle chaque strate possède des potentialités, des tendances. Par ailleurs, c'est aussi comprendre dans la tradition darwinienne rappelée par David

Sloan Wilson que c'est la coopération au niveau inférieur qui permet le fonctionnement au niveau supérieur si bien que la domination de la prédation se traduit – comme durant la chute de Rome par l'abolition de la pratique du jubilé qui restaurait la démocratie – par une destruction des niveaux supérieurs. Cela signifie, à partir des travaux de David Sloan Wilson et d'Elinor Ostrom, que chaque niveau devra respecter les règles suivantes :

- Forte identité de groupe avec l'identification d'un but.
- Equivalence proportionnelle entre les coûts et les bénéfices.
- Procédure de prise de décision juste et inclusive.
- Comportements suivis avec un accord partagé sur les comportements.
- Sanctions graduelles.
- Juste et rapide résolution de conflits.
- Autonomie locale.
- Gouvernance polycentrique.

En effet, dans les groupes humains qui expérimentent ces règles évolutionnistes, il est difficile pour les membres de bénéficier de ces règles aux dépens des autres, par conséquent la seule possibilité de succès est le groupe. On comprend bien que la logique des affaires et donc des intérêts acquis qui favorise le « chacun pour soi » et le « self-made man » selon des critères douteux de « méritocratie³⁵ » tant ce concept prône un individualisme qui est au mieux indifférent à l'harmonie de la société dans laquelle s'insère l'individu. Au niveau cellulaire, une cellule cancéreuse peut être méritocratique – ne devoir sa croissance qu'à son mérite - et détruire l'organisme. Au niveau humain, des individus peuvent être méritocratiques mais détruire une société si leur méritocratie est celle de la logique des affaires, par exemple la spéculation financière ou le droit des affaires

³⁵ Une bonne série au sujet de la notion de méritocratie : « Les 3% ».

qui privatise la recherche scientifique³⁶. Or aujourd'hui, comme l'écrivait Veblen déjà à son époque, la notion de méritocratie est liée à la logique des affaires car elle est pécuniaire.

Cette ontologie, inspirée des travaux de Bhaskar et de Veblen, est relationnelle : ce sont les relations entre les individus au niveau de la strate « n » qui font émerger les individus à la strate « n+1 ». Ce phénomène d'émergence est un panpsychisme au sens de Whitehead et de Strawson. Autrement dit, les potentialités comme la conscience existent toujours dès le niveau physique mais ces potentialités ne se réalisent qu'à des niveaux supérieurs. Le passage du niveau « n » au niveau « n+1 » dépend de la coopération au niveau « n ». Le concept de coopération ne doit évidemment pas être réduit à une interprétation anthropocentrique mais à la logique évolutionniste selon laquelle l'émergence des niveaux d'organisation supérieurs dépend de la coopération au niveau inférieur. Ostrom et Wilson ont défini un ensemble de règles au niveau humain pour que cette coopération puisse faire émerger un groupe social fonctionnel. Peut-être ces règles sont-elles universelles et peuvent-elles s'étendre aux autres strates ? Peut-être existe-t-il des invariances de règles qui sont nécessaires et suffisantes à l'émergence d'un niveau à un autre ? C'est ce que suggère Wilson dans son ouvrage et c'est aussi ce que suggérait le philosophe Whitehead lorsqu'il élaborait une philosophie de la créativité par laquelle « le multiple devient un et ajoute un ». Les études du stade de développement de l'intelligence chez l'enfant vont aussi dans ce sens d'un constructivisme de nouvelles synthèses plus adaptées à l'environnement. Cependant, ce programme de recherche scientifique fondé sur l'émergence que l'on pouvait encore trouver dans le livre « Epistémologie et Connaissance Scientifique » dirigé par Jean Piaget aux éditions de La Pléiade en 1969 semble avoir été abandonné. Si la raison de cet abandon est l'épouvantail du darwinisme social qui n'a rien à voir avec le darwinisme de Darwin, cet abandon serait triste

³⁶ Ainsi dans le documentaire consacré à Aaron Swartz, Aaron Swartz n'est pas méritocratique selon la logique des affaires mais les avocats qui l'ont poussé au suicide le sont.

pour le progrès scientifique. Pour résumer, les travaux qui portent sur le darwinisme en sciences sociales, avec Oström, Sloan Wilson ou encore Tort en France, insistent sur la coopération et pas du tout sur la lutte de tous contre tous. Il en résulte qu'une création monétaire démocratique qui abolirait de fait la pauvreté et les humiliations apportées par les systèmes d'aides sociales, humiliations si fortes que la grande majorité des bénéficiaires du RSA préfèrent ne pas en profiter³⁷, serait une mesure coopérative et donc bénéfique pour la société humaine au sens darwinienne de son évolution. De plus, les travaux scientifiques démontrent sans appel que seuls les programmes universels fondés non pas sur des droits conditionnels tels que le RSA mais sur des droits tels que le revenu inconditionnel fonctionnent. En effet, scientifiquement, « un système qui n'aide que les pauvres crée une division dans la société. « Une politique pour les pauvres est une pauvre politique » comme l'observe Tichard Tirmuss, le grand théoricien de l'état providence au Royaume-Uni. C'est un réflexe inné de la part des gens de gauche de faire de chaque plan, de chaque mesure, un plan conditionnel. Le problème est que cette tendance est contre-productive. Dans un article maintenant célèbre et publié à la fin des années 1990, deux sociologues suédois ont montré que les pays qui ont le plus réduit la pauvreté sont les pays qui appliquaient les programmes les plus universels. Fondamentalement, les gens sont plus ouverts à la solidarité quand elle leur bénéficie personnellement. Plus notre famille et nos amis peuvent bénéficier de l'état providence et plus nous sommes prêts à y contribuer. Par conséquent, logiquement, un revenu inconditionnel universel serait la mesure qui fonctionnerait le mieux pour abolir la pauvreté. Dangereux ? Certainement, certaines personnes pourraient choisir de travailler moins. Des artistes et des écrivains (« tous ceux que la société méprise quand ils sont en vie et honore quand ils sont morts » - Bertrand Russel) pourraient même arrêter de travailler. Mais il y a une montagne de preuves scientifiques irréfutables

³⁷ https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-vrai-du-faux/sept-personnes-sur-dix-ne-reclament-pas-le-rsa_1772231.html.

qui montre que la très grande majorité de la population continuerait à travailler, que ces gens aient besoin du salaire ou pas.³⁸ ». Si l'on ajoute à cette analyse la distinction de Veblen entre la logique des affaires et la logique industrielle ainsi que la logique des « bullshit jobs » de Graeber qui est très liée à une logique des affaires qui réalise des profits sans produire des biens et des services mais par l'obtention de rentes, alors il résulte que si les gens préfèrent avoir un travail qui a du sens à leurs yeux, les gens pourraient enfin quitter ces occupation néfastes et n'auront plus l'excuse de la peur de la misère pour continuer à travailler pour des entreprises qui pratiquent la prédation économique ou qui polluent l'environnement.

G. HISTOIRE DE LA PREDATION

La prédation a toujours existé dans la société. Dans le modèle épistémologique de Veblen, les instincts jouent un rôle moteur et, parmi ces instincts, figure l'instinct de prédation dont l'opposé est l'instinct de l'artisan. L'histoire de la dette de Graeber ou encore les ouvrages de Hudson au sujet du parasitisme financier et les ouvrages de Veblen ou, plus récemment, l'ouvrage de Nitzan et de Bichler au sujet du capitalisme comme pouvoir présentent autant d'histoire de la prédation humaine.

La prédation est cependant, comme l'on analysé Nitzan et Bichler dans les pas de Veblen, liée au taux de profit. Ainsi, la prédation est le moment où la logique des affaires s'oppose à la logique industrielle. C'est le concept de sabotage de Veblen. En effet, si l'industrie produit trop de biens et de services grâce à l'automatisation de sa production alors les prix baisseront trop et il ne sera plus possible de réaliser

³⁸ Rutger Bregman – Utopia For Realists – Page 44.

des bénéfiques. Il s'agit alors de réduire la production industrielle grâce à la destruction des affaires et notamment grâce aux brevets, droits de propriété, rentes de régulation, recherche de monopole, etc. Comme l'écrivait encore Veblen, l'instinct de l'artisan que l'on peut considérer selon la formulation de Stiegler comme la négentropie, est holographique, social, c'est-à-dire que la création d'un individu dépend toujours de la création d'autres individus. Les brevets tendent donc à freiner la créativité de la logique industrielle pour maintenir les profits car il devient difficile de créer sans acheter des brevets. C'est la logique de sabotage à laquelle s'oppose la logique de l'open-source et du logiciel libre dont Aaron Schwartz restera comme la figure christique. Le sabotage par la logique des affaires est la réponse à la baisse tendancielle du taux de profit industriel de Marx. On pourrait parler avec Debord de la baisse tendancielle de la valeur d'usage au sens d'un rapport entre la valeur d'usage divisée par la valeur d'échange puisqu'il s'agit, pour la logique des affaires, de créer de la rareté et donc du profit et de la valeur d'échange pour s'opposer à l'abondance créée par la logique industrielle qui crée de la valeur d'usage au sens des biens et des services utilisés. James Bessen a apporté selon nous l'étude définitive sur le plan empirique qui confirme que le sabotage concentré dans les « intangibles » domine désormais toute la société.

Nous résumerons cependant grâce à un extrait de Nitzan et Bichler l'histoire de cette prise de pouvoir de la prédation : *« La rencontre cruciale de ces deux tendances opposées – la logique des affaires et la logique industrielle – a eu lieu durant la dernière décennie du XIXème siècle. Jusque-là, avec une population augmentant plus rapidement que la productivité, le principal souci des sociétés était de satisfaire une demande en pleine croissance. Les ventes pouvaient par conséquent augmenter à un potentiel maximum sans mettre en danger les marges et la profitabilité. Ce fût l'âge d'or de la « libre compétition ». Mais les choses commencèrent alors à changer. Après la Guerre Civile, les arts industriels*

*bénéficièrent de l'amélioration des moyens de transport et de communication, d'une hausse sans précédent de l'utilisation de matières premières nouvelles, du développement et de l'assimilation de nombreuses innovations, de nouvelles techniques de production et d'une diversité croissante de produits. De tout ceci il résulta une accélération marquée de la croissance de la capacité productive. Etant donné que ce processus coïncidait avec un ralentissement de la croissance de la population, le danger était que tôt ou tard le système industriel ne devienne, comme Veblen l'aurait dit, « démesurément productif ». Si l'ancien système de production compétitive devait continuer, l'industrie aurait tendance à générer bien plus de production que l'on ne pouvait vendre avec profits, ce qui tirerait les prix vers le bas et forcerait l'entreprise commerciale à s'arrêter. Ce fut à ce moment-là que la société commerciale moderne telle que nous la connaissons devint vraiment elle-même. Jusque-là les arrangements commerciaux avaient généralement pris la forme de sociétés d'investissement ou de fonds communs dont le principal objectif était de limiter la production totale à ce que le « commerce pouvait supporter » et à des prix profitables. Pourtant, comme Olson le démontre de façon convaincante, la collaboration est généralement difficile et souvent impossible dans les groupes élargis, et le nombre excessif de sociétés fut en effet la raison principale de la relative fragilité de ces premiers types d'arrangements commerciaux (Cochran et Miller, 1961 :140-146 ; Chandler, 1977 : 317-318). Un besoin pressant de réduire le nombre de sociétés se faisait sentir, et la méthode la plus efficace pour y parvenir était la fusion. Pourtant les fusions étaient non seulement des transformations structurelles, mais aussi des transactions financières. Elles impliquaient l'achat et la vente de capital, ce qui signifiait que les sociétés devaient avoir une valeur pécuniaire. En bref, le capital devenait lui-même une marchandise. Les évolutions qui suivirent se sont opérées rapidement. Durant les années 1980, les Etats-Unis connurent un mouvement généralisé de constitution de sociétés commerciales, une croissance rapide des marchés d'actions et d'obligations et **une utilisation croissante du crédit comme***

forme de propriété. Ce fut pendant cette période que s'acheva la séparation du commerce et de l'industrie. Les compagnies se transformèrent en grandes sociétés et les investisseurs en propriétaires absents de revenus futurs actualisés. A partir de ce moment-là, le problème de la surcapacité a constitué une des caractéristiques plus ou moins permanentes du capitalisme américain. Comme le montre le graphique ci-dessous, la croissance officielle de la productivité a commencé à devancer celle de la population. La limitation de l'industrie est par conséquent demeurée une nécessité commerciale, réalisée par la centralisation progressive des sociétés et la restructuration continue d'institutions de pouvoir de plus en plus étendues. »

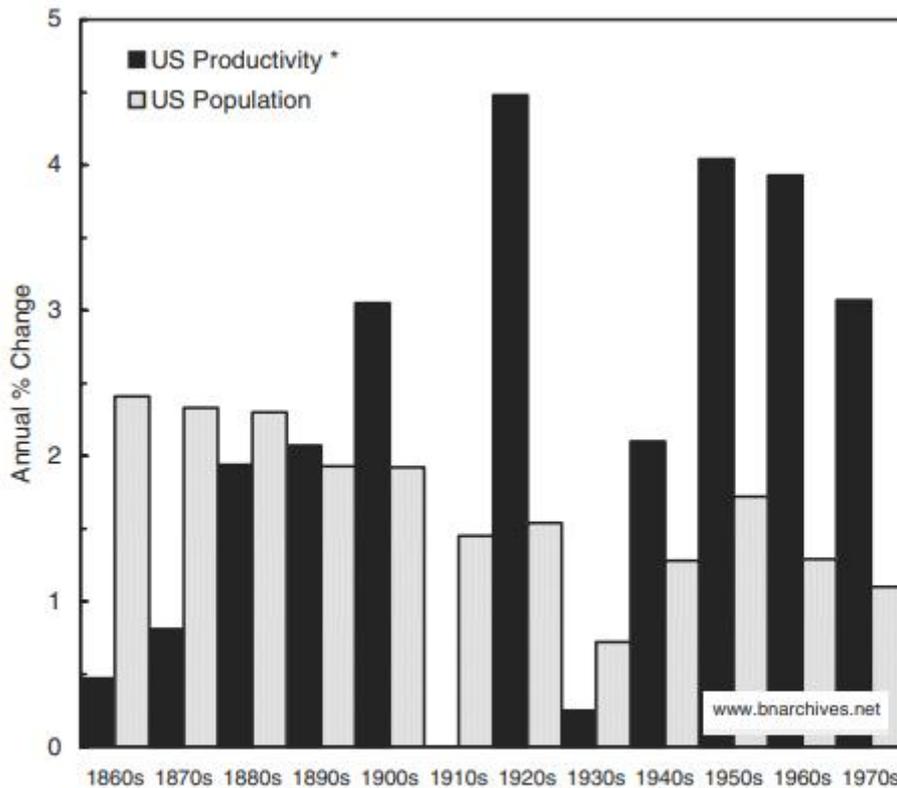


Figure 12.3 The productivity threat

* Measured labour productivity in manufacturing, based on the Frickey Index spliced with the FRB index and divided by the number of manufacturing production workers. The average productivity growth during the 1910s was zero per cent.

Source: U.S. Department of Commerce.

Le livre de Nitzan et Bichler est à la fois une mise à jour et une systématisation magistrale de l'œuvre de Veblen. Selon les deux auteurs, le capitalisme est un pouvoir différentiel. Il fonctionne selon un moteur à deux temps et les deux temps sont la stagflation et la fusion-acquisition. Dans la stagflation, il y a inflation des actifs et stagnation. Ce phénomène s'explique avec le mécanisme générateur fondamental de la création monétaire bancaire. En effet, le capital est créé sous forme de dette, notamment sous la forme d'une dette immobilière. Comme les gains de productivité sont devenus contre-productifs pour la croissance du capital parce que les biens et les services deviennent gratuits par la logique industrielle, la logique des affaires utilise la dette créée pour gonfler le prix des actifs,

notamment l'immobilier mais aussi les entreprises. Les marxistes de l'école de la critique de la valeur nomment ce processus la « grande dévalorisation³⁹ ». Dans les fusions-acquisitions, ce sont les banques d'investissement qui organisent ces opérations grâce à la monnaie créée sous forme de dette. Il s'agit de transformer les sociétés en vache à lait capables de produire des rentes de régulation. La fusion-acquisition est la transformation de deux sociétés qui produisent essentiellement des biens et des services en une seule société qui produit essentiellement des rentes de régulation et ce grâce à une série de clauses juridiques et financières construites dans les banques d'investissement et dans les cabinets d'avocat au moment de la production des documents officiels performatifs qui vont structurer la fusion-acquisition. De plus, la fusion-acquisition produit toujours de la hiérarchie et donc une « féodalité managériale » qui a pour but de soumettre la logique industrielle à la logique des affaires et donc, l'intérêt général aux intérêts acquis. Or Nitzan et Bichler insistent, dans le pas de Veblen, sur le fait que le capital est pouvoir et donc hiérarchie. Récemment l'économiste Blair Fix a démontré empiriquement que la valeur-pouvoir ou encore la valeur-hiérarchie qui, pour les auteurs cités doit remplacer la valeur-travail et la valeur-utilité, est la cause principale des inégalités. On peut lire ci-dessous un des graphiques issus des travaux de Blair Fix⁴⁰ :

³⁹ Trenkle et Lohoff : La Grande Dévalorisation – 2012.

⁴⁰

https://www.academia.edu/38814950/How_the_Rich_Are_Different_Hierarchical_Power_as_the_Basis_of_Income_and_Class.

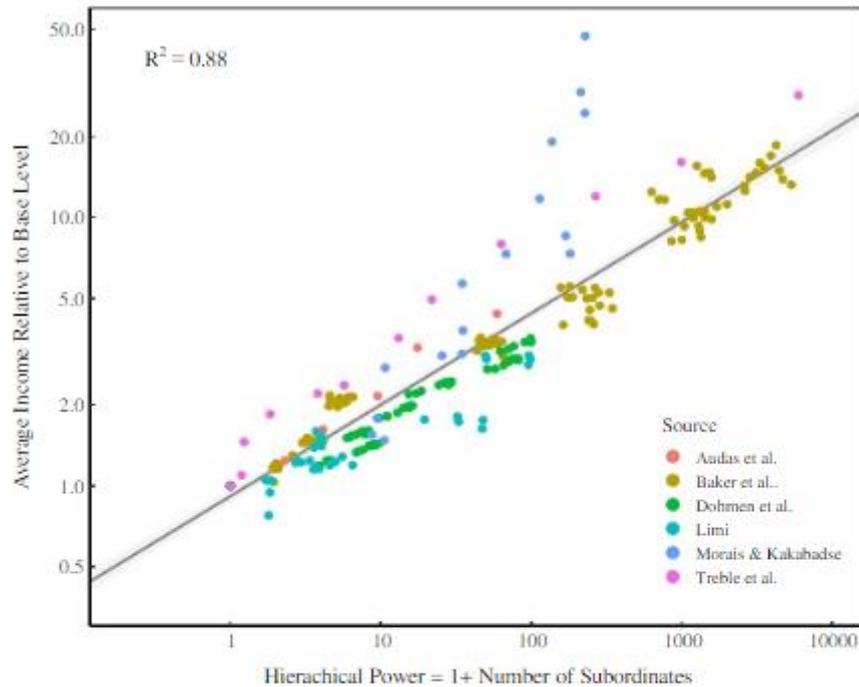


Figure 3: Average Income vs. Hierarchical Power Within Case-Study Firms

This figure shows data from six firm case studies (Audas et al., 2004; Baker et al., 1993; Dohmen et al., 2004; Lima, 2000; Morais and Kakabadse, 2014; Treble et al., 2001). The vertical axis shows average income within each hierarchical level of the firm. Incomes are normalized so the base-level income equals one. The horizontal axis shows average hierarchical power of the individuals in each rank. This is equal to one plus the average number of subordinates below a given hierarchical level. Each point represents a single firm-year observation, and color indicates the particular case study. Grey regions around the regression indicate the 95% prediction interval. See the Appendix and Fix (2018d) for a detailed discussion of sources and methods.

La dette est donc à l'origine des deux procédures de création de hiérarchie et donc de pouvoir et d'inégalités, que les montages soient des montages de financements structurés – par exemple immobiliers – de fusion-acquisition ou d'achat par effet de levier (LBO). Dans tous les cas, il s'agit de soumettre la logique industrielle à la logique des affaires pour extraire des rentes sur le dos de la logique industrielle et ainsi, accroître le taux de profit par le sabotage puisque la logique industrielle automatisée risque de détruire le taux de profit si elle est trop efficace et qu'elle produit une abondance de biens susceptible de détruire un marché, comme c'est le cas avec Wikipédia et le marché des encyclopédies. Les documents performatifs de cette procédure de sabotage sont le « loan agreement », la « credit

application » pour les banques d'investissement, le « final investment memorandum » pour les fonds d'investissement et les « non disclosure agreement » pour les cabinet d'avocats d'affaires.

Or cette histoire du sabotage par la dette – ce que l'on nomme financiarisation - est effectivement, comme l'ont étudié Hudson et Graeber, une histoire du pouvoir et même de l'esclavage. On aura compris que le cœur de notre travail est de montrer une synthèse entre le travail de Nitzan, Blair et Fix d'un côté et le travail de Hudson, de Keen et de Graeber de l'autre. Les deux écoles de pensée sont deux branches de la pensées veblenienne puisque ce dernier insistait sur le rôle moteur de la création de monnaie par le crédit. Hudson et Graeber montrent comment la création monétaire sous forme de dette amène systématiquement à l'oligarchie et que c'est la raison pour laquelle les sociétés antiques ont instauré le jubilé afin de restaurer la démocratie tous les cinquante ans. Autrement dit, le capital est bien un pouvoir différentiel que l'on peut mesurer par la position hiérarchique d'un individu au sein d'une entreprise et par la position hiérarchique de l'entreprise dans le système monétaire. Le pouvoir comme accès au capital mais ce pouvoir n'est pas seulement un accès à la propriété des moyens de production des biens et des services qui est l'accès à la logique industrielle du capitalisme mais c'est plus fondamentalement un accès aux moyens de production de monnaie qui est l'accès à la logique des affaires du capitalisme. Ainsi, le capital est la monnaie créée sous forme de dette et c'est cette monnaie créée sous forme de dette qui crée de l'oligarchie. Les gains de productivité ont récemment amplifié ce caractère oligarchique puisque ces gains de productivité ont soumis la logique de l'industrie à la logique des affaires et que la logique des affaires n'est rien d'autre que l'ingénierie de la création monétaire sous forme de dette et des droits de propriété qui sont couplés avec le capital ainsi créé sous forme de dette dans les montages financiers. C'est en effet le principe d'un business plan que d'allier une dimension

juridique de droits de propriété et une dimension financière d'association de nouvelle dette et d'ancienne dette, les fonds propres étant de l'ancienne dette remboursée par de nouvelles dettes.

La thèse que nous défendons est la primauté causale du mécanisme de la création de dette sur les autres mécanismes de création de hiérarchie et donc de capital comme pouvoir différentiel que sont les fusions-acquisitions et la stagflation. Il nous semble en effet que l'histoire de la dette décrite par Hudson et Graeber montre que la dette a toujours créé des rapports capitalistes de pouvoir. Les mécanismes entre les acteurs que sont les grandes entreprises, les états et les banques peuvent être complexes et les flux monétaires sont circulaires mais le capitalisme repose sur la croissance et cette croissance est la croissance de la dette. Cette dette peut être mal investie et amener l'écroulement du capitalisme, c'est une réalité dans certaines régions de l'histoire. Mais la hiérarchie est construite lorsque la dette est créée. **Le processus de création de hiérarchie et le processus de création de monnaie sous forme de dette – et donc de capital – sont le même processus.** C'est ce qui n'apparaît pas clairement dans les travaux de Nitzan et de Blitcher. Ce processus est le processus de l'ingénierie financière qui produit des « credit application » dans les banques d'investissement, des « preliminary investment memorandum » dans les fonds d'investissement et des « business plan » dans les entreprises. Ainsi, si une entreprise recherche des fonds alors elle justifie les projections de bénéfice future par un positionnement sur un marché et par l'appropriation de sa production grâce à des brevets et des droits de propriété ou des rentes de régulation. La banque d'investissement vérifie que la dette pourra être remboursée et instaure des clauses juridiques pour se protéger. Ces clauses structurent les relations de pouvoir sur les droits de propriétés, brevets et autres de l'entreprise mais aussi sur les flux financiers générés par l'entreprise. C'est avec ces clauses que la banque d'investissement produit de la hiérarchie. La création de monnaie par la banque est aussi une création de hiérarchie entre les

acteurs de l'entreprise par des clauses qui sont des relations de pouvoir entre les employés et notamment au niveau des managers avec des systèmes d'incitation comme les stock-option. Le fond d'investissement produit aussi de la hiérarchie avec des clauses entre les acteurs de l'entreprise, le fond et la banque qui soutient l'investissement⁴¹. On remarque au passage que les acteurs des banques d'investissement et des fonds d'investissement sont au sommet de cette création de hiérarchie et donc de pouvoir : c'est ce que l'on nomme la financiarisation.

Pour conclure cette histoire de la prédation, il faut rappeler avec les travaux de Hudson que dans notre civilisation greco-judeo-chrétienne occidentale, la lutte contre la prédation a toujours été assimilée à un lutte contre la monnaie créée sous forme de dette. Ainsi, le fondement de la démocratie est l'abolition de la dette par Solon. De même, le combat de Jésus était avant tout un combat politique pour l'annulation, la rédemption de la dette⁴². L'histoire de la création monétaire sous forme de dette est l'histoire de l'esclavage puisque les esclaves étaient avant tout des individus endettés, d'où la pratique ancestrale de l'annulation de la dette, du jubilé, pour contrer la tendance esclavagiste liée à la monnaie créée sous forme de dette. Cet esclavage commence à se répandre à partir de la pointe la plus avancée de l'Occident, les Etats-Unis, notamment par le développement des dettes étudiantes. Par ailleurs, les services publics sont paupérisés et bradés parce que les états ne peuvent plus produire leur propre monnaie et échapper ainsi à la politique économique de la dette. C'est dans ce contexte que Steve Keen propose un jubilé injecté dans les comptes de tous les citoyens, jubilé qui aurait comme priorité le remboursement de la dette lorsque le citoyen est endetté. Pour Steve

⁴¹ « *Quelle que soit la procédure d'acquisition, différents éléments se retrouvent :*

- *Les protocoles permettent de définir différents niveaux d'avancement des négociations et de mettre en place des procédures d'engagement adaptées à chaque phase ;*
- *Les clauses de garantie d'actif net permettent à chaque acquéreur de s'assurer que l'ensemble des moyens nécessaires à l'exploitation est bien sa propriété et qu'il n'existe pas de passifs cachés ;*
- *De nombreuses clauses d'engagement du cédant sur la substance de l'entreprise et sur les capitaux propres ont ainsi vu le jour ;*
- *Et, éventuellement, les clauses d'« earn-out » indexent une partie du prix de la transaction sur les résultats futurs de la société. »* - Vernimen – Chapitre 47 – Les négociations de contrôle – Page 943.

⁴² <http://www.journaldumauss.net/?L-enseignement-de-Jesus-sur-la-dette>.

Keen et d'autres comme David Graeber, ce jubilé ponctuel est tout à fait compatible avec un jubilé régulier, un revenu inconditionnel financé par la création monétaire de manière régulière dans les comptes des citoyens. Il semble qu'une telle mesure devienne nécessaire pour éviter la prise de contrôle totale de l'oligarchie sur la démocratie par le développement d'une économie de bas en haut mais aussi par le renforcement du pouvoir monétaire et donc du pouvoir politique des citoyens à une époque où seuls les intérêts acquis d'une minorité écrivent les lois. Une telle révolution de l'institution monétaire est nécessaire à une époque où la productivité élevée de l'économie a eu pour conséquence une domination totale de la logique des affaires et donc des intérêts acquis sur la logique industrielle. Le rétablissement de la démocratie et de l'intérêt général nécessite plus qu'un jubilé ponctuel inspiré de l'Antiquité. Le rétablissement du pouvoir du peuple est aussi la condition de possibilité d'une politique économique réelle. Il est illusoire de penser que l'on peut demander à une oligarchie de modifier sa politique contre ses intérêts tant que l'oligarchie reste au pouvoir et le pouvoir, comme le savaient les peuples antiques, est avant tout le pouvoir monétaire.

H. ANTHROPOLOGIE DE LA PREDATION

L'économiste Veblen utilise une notion psychologique, celle des instincts. Les instincts au sens de Veblen peuvent être éduqués. Il existe des instincts fondamentaux qui sont l'instinct de l'artisan, de la prédation, du jeu, du sexe, du soin, de la curiosité. La typologie véblenienne est confirmée en grande partie par la neuropsychologie. En effet, les travaux de Panksepp⁴³ qui font référence dans ce domaine distinguent sept émotions fondamentales qui sont le jeu, le sexe, la

⁴³ https://en.wikipedia.org/wiki/Jaak_Panksepp.

curiosité, le soi, la peur, la rage et la tristesse. Autrement dit, les instincts qui correspondent à la pulsion de vie ont été très bien identifiés par Veblen mais ce dernier ne distingue par les instincts négatifs qu'il réduit à l'instinct de prédation.

Nous citerons un long extrait pour bien comprendre ce que Veblen entend avec les instincts : *« les bases de son anthropologie résident dès lors dans une psychologie des instincts qu'il combine avec une théorie des races⁴⁴ et qui s'appuie sur le triple leg de Jacques Loeb, William James et Charles Sanders Peirce. Du premier, Veblen retient l'orientation matérialiste et l'accent mis sur le lien entre instinct et tropisme. Des deux derniers, Veblen retient le rejet de l'hédonisme au profit d'une conception active de l'esprit humain, appuyée sur l'interaction entre individus et environnement, entre instincts et habitudes. Veblen pointe certes le caractère vague du terme « instinct », mais souligne qu'on ne peut s'en passer pour analyser les institutions. Il s'inspire de William James et du psychologue William McDougall qui a souligné la nécessité d'appréhender les instincts, comme bases des comportements humains, sous un angle évolutif en partant d'une conception de l'esprit comme actif, émergeant dans la résolution de problèmes rencontrés dans le face-à-face de l'environnement. Il s'abstient de donner une définition synthétique de la notion d'instinct qu'il associe fréquemment aux notions de « sens », « inclination », « penchant ». Mais, sans établir une frontière rigide entre eux, il distingue les instincts des tropismes et impulsions. L'instinct en diffère en ce qu'il implique conscience et adaptation à une fin poursuivie. Il est lié à la détermination des fins de la vie. Les « manières et moyens » d'atteindre ces fins dépendent de l'intelligence. L'action instinctive se caractérise par son orientation téléologique, à la différence des actions*

⁴⁴ La théorie des races ne s'arrête pas aux couleurs et distingue la race anglaise de la race française et ainsi de suite. D'une certaine manière, ce sont les habitudes de pensées d'un peuple qui font la race par sélection vis-à-vis de ces habitudes de pensées. Par ailleurs, Veblen voit un avantage non pas à la pureté d'une race mais à sa diversité qui la rend plus adaptable. On pourrait se demander comme souvent, notamment après les travaux de Nitzan, Bitcher et Fix qui prolongent ceux de Veblen si Veblen n'est pas un anarchiste au sens où la conclusion à une maximisation de la différenciation des individus aboutit logiquement à une multiplicité d'institutions qui favorisent des types humains différents et donc à une réduction du niveau hiérarchique des institutions pour ne pas sélectionner un seul type de mode de pensée et d'individus.

tropismatiques qui sont inconscientes et relèvent d'une réaction réflexe à des stimuli. Les actions impulsives sont liées à des attitudes tropismatiques, innées et transmissibles à l'inverse, tout comportement instinctif est sujet à des modifications par les habitudes. Les instincts sont ainsi envisagés à la fois comme des traits génériques irréductibles de la nature humaine et comme des traits spirituels héréditaires qui émergent de la concurrence d'unités physiologiques. Mas, surtout, les comportements instinctifs sont plastiques et mouvants. Les instincts ne cessent de se « contaminer » en une relation d'échange qui les amène à se neutraliser ou à se renforcer suivant les cas. Ils évoluent aussi en fonction des habitudes et des schèmes de vie. Les instincts font partie d'un héritage biologique, ils déterminent des fins à poursuivre, mais les « manières et moyens », matériels ou immatériels, de les satisfaire changent en fonction des habitudes et des institutions qui nous gouvernent. Cependant, si l'environnement culturel oriente et module l'expression des dispositions instinctives, inhibant certaines d'entre elles, accentuant la façon dont elles se contaminent, il ne les modifie pas.⁴⁵ ».

Avec sa typologie des instincts mais surtout grâce à sa conception active de l'esprit humain proche de la conception de l'esprit de Marx fondée sur le rôle actif de l'imagination qui différencie, de mémoire, « le plus mauvais des architectes qui imagine l'édifice avant de le construire par rapport aux abeilles », Veblen rejette l'anthropologie utilitariste (et donc le rôle central de la valeur-utilité) dont il distingue deux variantes. La première variante est un utilitarisme que nous nommerons ici fort, celle de Bentham, dans lequel l'individu agit en fonction d'un calcul de ce que l'action devrait apporter en termes de peine et de plaisir. La seconde variante est un utilitarisme que nous nommerons ici « subtil », celle de Mill, dans lequel l'individu agit toujours en fonction d'un calcul de ce que l'action devrait apporter en termes de peine et de plaisir mais cet utilitarisme est subtil

⁴⁵ Alice Le Goff – Introduction à Thorstein Veblen – Pages 41 à 43.

parce que l'individu distingue des plaisirs et des peines plus ou moins élevés, par exemple le besoin spirituel et le besoin alimentaire.

Veblen rejette l'anthropologie marxiste fondée sur le rôle central de la valeur-travail parce que la notion de travail est incapable de distinguer la logique de l'industrie de la logique des affaires. Le travailleur qui officie dans la première catégorie fonctionne selon un instinct de prédation plus ou moins éduqué tandis que le travailleur qui officie dans la seconde catégorie officie selon un instinct d'artisan plus ou moins éduqué. Par conséquent, pour Veblen et contrairement à Marx, entre l'avocat d'affaire ou le trader employés dans des multinationales d'un côté mais qui ne possèdent donc pas de moyens de production et le petit artisan ou agriculteur qui possède les moyens de production de son auto-entreprise ou de sa TPE, l'exploitant n'est absolument pas le propriétaire des moyens de production mais celui qui s'inscrit dans la logique des affaires.

L'épistémologie de Veblen n'est ni individualiste, ni holiste. Elle est, comme l'épistémologie de Bhaskar, un parallélisme entre l'individu et la société. Dans ce parallélisme, ce sont les instincts éduqués des hommes qui produisent des modes de pensées qui sont des institutions qui se projettent dans la société. Les deux instincts principaux sont celui du prédateur et celui de l'artisan. Certaines époques favorisent l'un tandis que d'autres favorisent l'autre.

Pour Veblen, afin de comprendre une société, il faut comprendre les trois dimensions que sont les instincts, les institutions et la technologie. Or, avec le progrès technique, une fois un certain niveau de productivité dépassé, les industries produisent trop d'abondance, ce qui détruit le taux de profit. On ne peut pas vendre de l'air. Il se déroule alors systématiquement, passé un certain seuil de production, un phénomène de sabotage par lequel la logique des affaires détruit l'abondance de la productivité industrielle afin de créer de créer de la rareté. Ce phénomène s'est désormais étendu à toute la production économique ainsi que l'a démontré James Bessen. En effet, comme l'avait encore théorisé Veblen, le

sabotage est mesuré dans le poste comptable des intangibles et en effet, comme le montre James Bessen, l'économie depuis la révolution numérique est non seulement une économie des intangibles mais encore ces intangibles correspondent dans leur majorité à des rentes de régulation, c'est-à-dire aux intérêts acquis qui constituaient pour Veblen le fondement de la prédation.

La technique n'est pas neutre et la révolution numérique a amené avec ses caractéristiques d'automatisation avancée⁴⁶ (coût marginal nul, winner-take-all effect, etc.) s'est traduite par un grand remplacement total de la logique de la production par la logique des affaires. C'est ce que l'on nomme souvent la financiarisation mais sans voir que la financiarisation n'est qu'une des dimensions d'une prédation qui comporte trois dimensions et qui sont l'informatisation, la financiarisation et la féodalisation.

Nous vivons désormais dans une société inédite dans l'histoire humaine puisque le niveau technique inédit atteint a produit pour la première fois de l'histoire de l'humanité une société entièrement fondée sur la production non plus de biens et de services mais sur la production de rentes de régulation, c'est-à-dire sur la prédation. Nous renvoyons encore à l'étude de Bessen⁴⁷ pour la démonstration empirique et aux travaux de Veblen pour la théorisation. C'est à partir de cette anthropologie de la prédation au sens où un changement de paradigme technologique – le paradigme numérique - et un changement de paradigme monétaire – la perte de la capacité des états à créer de la monnaie – ont produit une société qui a modifié les lois des institutions pour encourager les instincts de prédation aux dépens des autres instincts humains

⁴⁶Stiglitz et Korinek : <https://www.nber.org/papers/w24174.pdf>. On peut lire aussi Martin Ford mais aussi Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee à ce sujet.

⁴⁷<https://www.bu.edu/law/files/2016/05/Accounting-for-Rising-Corporate-Profits.pdf>.

I. IDEOLOGIE DE LA PREDATION

J. POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA PREDATION

La prédation consiste à s'approprier une partie du bien commun ou de l'intérêt général sans produire du bien commun ou de l'intérêt général. Ce sont les intérêts acquis définis par Veblen. La prédation est l'appropriation des intérêts acquis. Nous montrerons - avec Hudson, Graeber, Veblen et Keen – que l'histoire de la prédation est centrée sur l'appropriation des moyens de production de monnaie soit directement par la production ex-nihilo de la monnaie, soit indirectement par un accès privilégié à la création monétaire, aujourd'hui via les paradis fiscaux. Nous dévoilerons ensuite la phénoménologie de la prédation à travers des enquêtes qui montrent comment des oligarques financent les campagnes des politiciens et les médias afin d'obtenir des intérêts acquis, souvent sous la forme de monopoles. Dans une troisième partie nous aborderons la psychologie de la prédation et nous verrons comment les travaux de Veblen peuvent être confirmés par des travaux plus récents. Dans une quatrième partie nous analyserons la politique économique de la prédation, c'est-à-dire le mécanisme de « sabotage » veblenien par lequel les intérêts acquis soumettent l'intérêt général. Enfin, nous

utiliserons les épistémologies très proches de Veblen et de Bhaskar pour articuler les différents niveaux de prédation qui émergent depuis les mythes de la prédation jusqu'à la phénoménologie de la prédation en passant par les conventions de la prédation et le régime d'accumulation de la prédation.

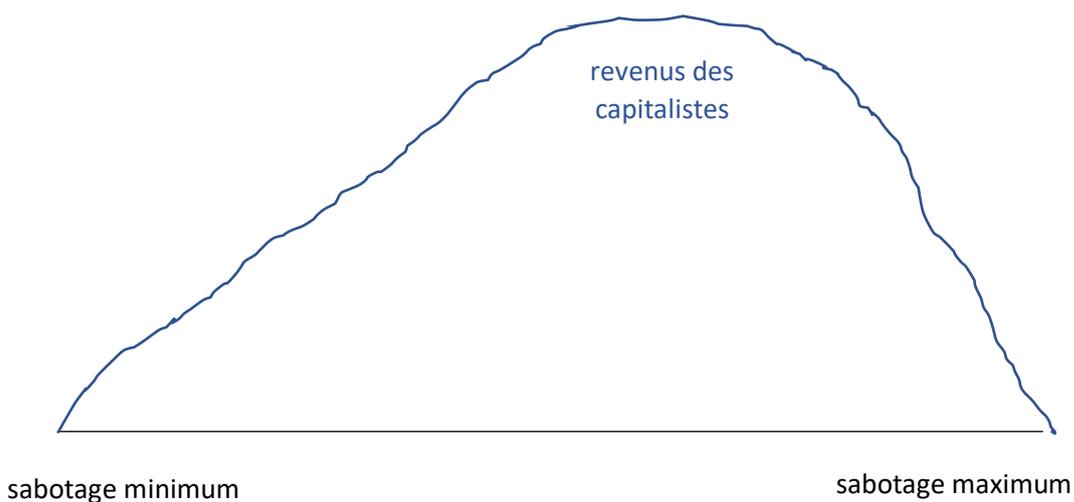
La prédation de Veblen est nommée sabotage. Elle s'inscrit dans une lutte entre la logique industrielle qui exprime l'instinct de l'artisan et la logique des affaires qui exprime l'instinct du prédateur. La logique industrielle œuvre pour l'intérêt général et accroît ce que Marx nomme la valeur d'usage qui est au sens de Veblen la valeur des besoins non ostentatoires des hommes : logement, vêtement, etc. La logique des affaires est totalement indifférente à l'intérêt général si bien qu'elle peut, quand cela va dans son intérêt particulier, détruire l'intérêt général. Cette destruction de l'intérêt général pour ce que Veblen nomme les intérêts acquis constitue le cœur du concept de prédation que Veblen nomme sabotage. Ainsi, pour Veblen, *« un intérêt acquis est un droit négociable d'obtenir quelque chose pour rien. Cela ne veut pas dire que les intérêts acquis ne coûtent rien. Ils peuvent même atteindre des sommets. En particulier, leurs coûts peut sembler élevé si l'on tient compte du coût pour la communauté, ainsi que des dépenses engagées par leurs propriétaires pour leur production et leur entretien. Les intérêts acquis correspondent à une richesse immatérielle, des actifs intangibles. De par leur nature et leur origine, ils sont le fruit de trois lignes de gestion commerciale : limitation de l'offre en vue de ventes rentables ; obstruction du commerce en vue de ventes rentables ; publicité trompeuse en vue de ventes rentables. Il s'agit là de questions d'affaires, au sens strict du terme, d'artifices commerciaux et non de travail bien fait ; ce sont des manières et moyens de faire des affaires, et non de produire des biens ou des services. Le produit de tous ces efforts est de la nature d'un actif intangible, un article de richesse immatérielle. Ceux qui*

détiennent ces intérêts peuvent en ressortir plus riches au même titre que la communauté des affaires dans sa globalité (bien qu'il s'agisse d'un point plus douteux), mais la communauté au sens large ne s'en porte aucunement mieux sur le plan matériel⁴⁸ ».

Ce qui frappe avec l'œuvre de Veblen, c'est que tout ce que Veblen a théorisé, la science l'a souvent démontré. Prenons le cas des actifs intangibles. Admettons que la théorie d'une économie du savoir n'est pas sans fondement et qu'elle pouvait se défendre jusqu'à l'an 2000. Cette défense nous semble d'ailleurs très fragile tant les droits de propriété tendent à détruire l'innovation et la diffusion démocratique du savoir, le cas christique de Aaron Swartz en constituant la preuve implacable et définitive. Cependant, même si l'on admettait le bienfait pour l'intérêt général de cette économie des droits de propriété et plus généralement de la recherche et du développement – si nous étions plus cyniques nous parlerions comme les défenseurs du logiciel libre d'une économie de destruction de la recherche et du développement – cette narration ne tient plus sur le plan scientifique après l'an 2000. En effet, comme l'a montré James Bessen, l'essentiel de la croissance de l'économie provient bien actuellement des intangibles mais la majorité des intangibles, depuis l'an 2000, ne correspondent plus à la recherche et au développement mais aux rentes de régulation. Qu'une économie entière soit portée par les rentes de régulation, autrement dit pas le travail de prédation des lobbys, cela devrait suffire à créer un effroi absolu dans les milieux de la recherche et du journalisme. Mais ce qui est effrayant, malheureusement, c'est que personne ne s'en effraie dans ces milieux-là. Ce n'est pas le cas au sein de la majorité de la population qui, comme l'a montré la crise des Gilets Jaunes, ont bien senti et compris la dérive oligarchique et féodale de notre société. Quand les entreprises ne produisent plus des biens et des services pour l'intérêt général mais des rentes de régulation pour les intérêts acquis d'une minorité, la révolution est déjà là.

⁴⁸ Alice Le Goff – Introduction à Thorstein Veblen – Page 52.

Le schème qui structure la pensée de la politique économique est le schème de l'offre et de la demande. Il ne s'agit pas ici de démontrer sa fausseté puisque cette démonstration a été faite à plusieurs reprises et notamment par Steve Keen. Le schème qui aurait dû selon nous structurer toute la politique économique est le schème veblenien de la prédation, du sabotage. Pour le dire avec l'emphase dramatique heideggérienne, ce schème qui oppose la logique de l'industrie à la logique des affaires, les intérêts acquis à l'intérêt général, doit nous guider dans nos pensées vers l'Être de la politique économique.



Ce graphique semble paradoxale et ce paradoxe nous montre la nature profonde du capitalisme derrière ses phénomènes. Pour expliquer ce paradoxe phénoménal qui dévoile l'essence du capitalisme, nous citerons le plus grand théoricien qui s'inscrit dans la tradition de Veblen, Jonathan Nitzan : « *à première vue, le fait pour les capitalistes de contraindre à l'inefficacité peut paraître surprenant, sinon contre-intuitif. Après tout, les capitalistes cherchent le profit, le profit augmente avec la baisse du coût, et le coût baisse avec l'augmentation de l'efficacité – aussi n'est-il pas dans l'intérêt des capitalistes d'adopter les*

techniques les plus productives ? A quoi bon accroître son pouvoir si c'est pour en fin de compte faire baisser le profit ? La question semble appuyer là où ça fait mal – mais ce n'est pas la bonne question à poser. En fait, il n'y a ici aucune contradiction : en réalité, le pouvoir ne signifie pas moins de profit mais bien plus de profit. Il est facile de dissiper cette confusion. L'idée que la maximisation du profit nécessaire requiert une production efficiente n'est valable que dans le conte de fée d'un équilibre parfaitement compétitif. Dans ce contexte imaginaire, dans lequel les prix et les salaires sont fixés par la « bonne fée » du marché pour équilibrer la productivité et l'utilité marginales, le capitaliste « représentatif » a certainement raison d'adopter les techniques les plus efficaces. Pourtant, dès qu'on abandonne cette fiction et que l'on rentre dans le monde réel où les prix ne représentent ni l'utilité ni la productivité mais le pouvoir, ces impératifs s'effondrent immédiatement d'eux-mêmes. L'efficacité productive (le minimum d'entrées par sortie) n'implique plus l'efficacité économique (coût minimum par unité de sortie), et l'efficacité économique ne signifie plus « profit maximum ». Dans ce contexte imparfait, les capitalistes ont parfaitement raison d'imposer des techniques « inefficaces » : leur inefficacité est le levier de pouvoir au moyen desquels les profits sont générés.⁴⁹ ».

Observons bien ce graphique très simple et pensons ce graphique dans la longue histoire du progrès technique, d'un monde agricole à un monde industriel et enfin à un monde des services. Dans un monde où la concurrence serait parfaite, sans sabotage – et donc sans captation de l'intérêt général par les intérêts acquis, sans appropriation par dépossession comme le dirait en termes marxistes David Harvey ou encore pour simplifier, sans monopoles – l'automatisation aboutit bien à une baisse tendancielle du taux de profit. L'économie des services est alors essentiellement une économie de sabotage – les bullshit jobs décrits par David Graeber - destinée à maintenir le taux de profit quand l'agriculture et l'industrie

⁴⁹ Jonathan Nitzan – Le Capital comme Pouvoir – Page 400.

sont soumis à une baisse tendancielle du taux de profit. Nous ne prétendons évidemment pas clore ici la question de la baisse tendancielle du taux de profit et il est possible que sans le sabotage, le taux de profit se déplacerait vers les activités non automatisables par la machine, révélant ainsi le génie humain, son imagination créatrice qui ne peut pas être soumise au calculs de la machine. Ce qui nous importe ici, c'est de constater que le développement technique rend possible une économie de prédation et de sabotage. En effet, l'économie du Moyen-Age était féodale mais seule une proportion infime de la population avait la possibilité de vivre par le sabotage. Dans une économie extrêmement automatisée les possibilités de sabotage sont bien plus grandes si bien que le risque est que - si aucune idéologie ne vient distinguer la prédation de la production, l'industrie du commerce, la néguentropie de l'entropie – la majorité de l'économie soit fondée sur la prédation. Or ce fait empirique, c'est ce que les études de Bessen ont démontré puisque la majorité des profits des entreprises cotées – les entreprises non cotées ne peuvent pratiquer la prédation qu'indirectement en travaillant pour des entreprises cotées car elles ne possèdent pas les moyens de pratiquer le lobbying – provient désormais de l'obtention de rentes et non de la production de biens et de services. Un tel modèle économique aurait été impossible au Moyen-Age puisque le niveau technologique était si bas que la très grande majorité de la population était obligée de cultiver la terre pour ne pas mourir de faim. Quand on pense que des penseurs du début du XXème siècle aussi éminents que Keynes ou encore Einstein pensait que nous pourrions vivre aujourd'hui dans une société qui créerait suffisamment d'abondance matérielle pour nous consacrer aux arts et aux sciences, il apparaît de manière évidente que notre époque est la plus triste de toutes les époques pour quiconque possède encore un cerveau et parvient, quand cet organe n'est pas réduit à l'état de calculatrice plus ou moins efficace et donc débile, à prendre la mesure du plus grand gâchis de l'histoire de l'humanité.

La question qui se pose est alors la question de la condition de possibilité du sabotage. Les activités de sabotage, par exemple dans la finance ou encore dans la politique ou encore dans le droit des affaires, sont généralement très bien rémunérées. Ce sont des postes de pouvoir et c'est ce pouvoir qui permet d'acquérir toujours plus de pouvoir. Le capital se transforme en pouvoir et le pouvoir en capital. Mais le capital est justement le pouvoir pour un penseur veblenien comme Nitzan dont l'opus magnum est d'ailleurs intitulé « le capital comme pouvoir ». Les travaux empiriques de Blair Fix confirment cette équivalence entre pouvoir et capital. Dans les deux figures ci-dessous, Blair Fix montre une corrélation parfaite entre la puissance hiérarchique d'une organisation et la proportion du revenu qui provient du capital pour le dirigeant. Ainsi, plus une organisation est grande et plus les revenus de ses dirigeants proviennent du capital. Or, comme le montre la notion de sabotage de Veblen, le capital requiert le sabotage de la production industrielle.

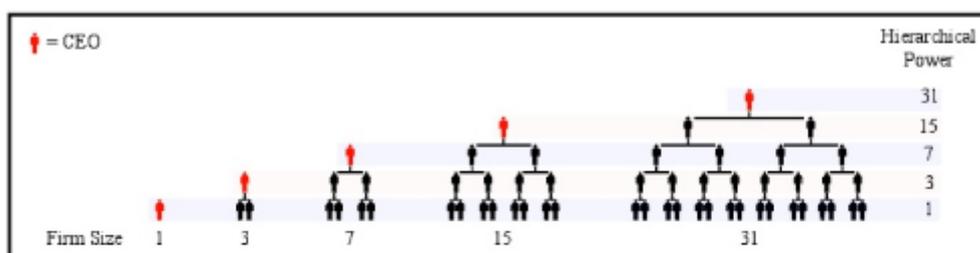


Figure 6: CEO Hierarchical Power

This figure shows the relation between firm size and CEO hierarchical power. Each hierarchy represents a different firm, with the CEO at the top (red). If hierarchical power is defined as the number of subordinates + 1 (Eq. 1), CEOs have hierarchical power equal to firm size.

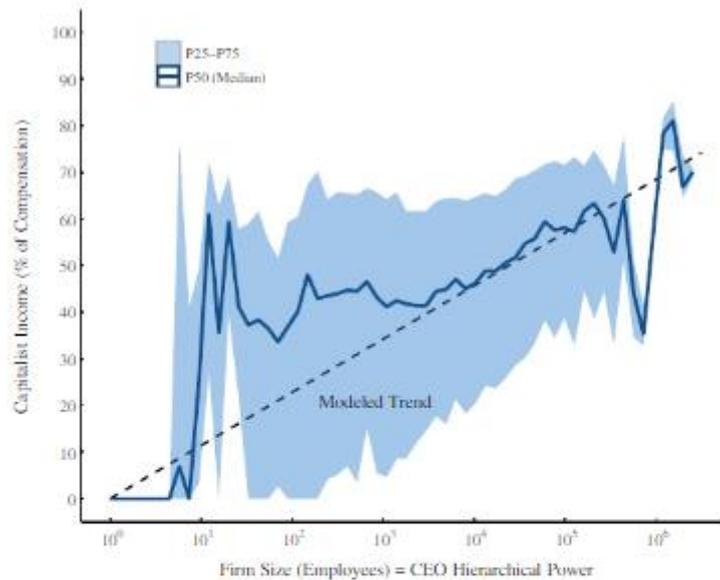


Figure 7: Capitalist Income Fraction of US CEOs

This figure plots the relation between capitalist income fraction and firm size for roughly 40,000 American CEOs over the years 1992-2015. Assuming that CEOs sit at the top of the corporate hierarchy, firm size is a direct indicator of CEO hierarchical power. The median (P50) and interquartile range (P25-P75) for capitalist income fraction are calculated using logarithmically spaced firm-size bins. The dashed line indicates the linear regression used for modeling purposes. Data comes from Execucomp and Compustat. For sources and methods, see the Appendix.

Or que se passe-t-il au sommet de ces grandes organisations multinationales ? C'est au sommet que se déroule la stratégie essentiellement financière. Cette stratégie amène les dirigeants à demander du capital soit sous la forme de dette, de la monnaie récente créée par les banques, soit sous la forme de fonds propres, de l'ancienne monnaie créée par les banques qui a été remboursée indirectement par d'autres dettes pour se transformer en cash. Au sommet il y a donc la mécanique du capital par laquelle le pouvoir cherche à se transformer en capital pour obtenir plus de fonds et le capital cherche à se transformer en pouvoir pour obtenir ces fonds au coût le plus faible. Ainsi, une multinationale peut faire du lobbying pour que son accès aux paradis fiscaux soit légalisé et nommé « optimisation fiscale » afin d'obtenir un avantage compétitif fiscal qui lui permet d'accroître ses profits et d'obtenir ainsi du crédit et du cash à un coût plus faible. Mais que la monnaie soit nouvelle sous forme de crédit ou ancienne sous la forme de cash comme crédit ancien transformé en cash par du crédit plus récent, le but

du capitalisme consiste toujours, in fine, à accéder à de la monnaie pour réaliser un profit à partir de cette monnaie. Toutes les organisations pyramidales des multinationales se fondent dans une grande pyramide où règne toujours, au sommet, les moyens de production de monnaie qui détermine les moyens de production de biens et de services en fonction des voies où les créateurs de monnaie acceptent que de la nouvelle monnaie soit créée. En dernière instance, c'est donc l'institution monétaire qui valide les pratiques de sabotage.

La conséquence est alors d'une simplicité théorique évidente : la condition de possibilité pour saborder le sabotage est de faire en sorte que l'institution monétaire soit toujours et partout située en bas de la pyramide socio-économique afin de servir l'intérêt général et de veiller à ce que jamais la pyramide ne s'élève trop dans le ciel de l'inégalité et de ses conséquences dramatiques en matière de criminalité, les inégalités économiques étant la principale cause des inégalités. Tant que la création monétaire règnera au sommet de la pyramide, on ne pourra rien faire contre les inégalités mais aussi contre des paradis fiscaux dont l'existence est assurée par la nature oligarchique d'une création monétaire qui achète sans cesse la loi pour protéger les paradis fiscaux et les oligarques qui les utilisent.

La société de la prédation est la société de l'accumulation primitive sans cesse renouvelée et décrite par David Harvey comme accumulation par dépossession ou encore par Maurizio Lazzarato et Eric Alliez comme guerre permanente contre tous les dépossédés. La prédation n'est en effet rien d'autre que la compensation de la « *baisse tendancielle de la valeur d'usage* » énoncée par Guy Debord parce que la prédation est une valeur d'échange sans valeur d'usage, une richesse sans fondement productif, un intérêt acquis. Que l'on nomme cette prédation économie des intangibles ou de l'information ou spectacle (Guy Debord) ou capital fictif ou encore simulacre (Jean Baudrillard), c'est toujours de la production de valeur

d'échange sans valeur d'usage dont il s'agit pour non seulement compenser la grande dévalorisation de valeur d'usage décrite par Norbert Trenkle et Ernst Lohoff⁵⁰ – dévalorisation qui s'explique par l'automatisation : la production des biens et des services ne permet plus de rémunérer suffisamment les travailleurs si bien que les biens et les services sont dévalorisés parce que le nombre de personnes capables de les acheter diminue. De cette dévalorisation découle la nécessité impérieuse pour les travailleurs de compenser la perte de leur pouvoir d'achat par l'endettement.

Dans un système monétaire qui injecte l'argent en haut de la pyramide économique, et ce au niveau des paradis fiscaux, l'argent se concentre en haut de la pyramide et il cherche des débouchés. Or la baisse tendancielle du taux de profit réalisé grâce à la valeur d'usage, au sens du profit réalisé par les qualités intrinsèques des biens et des services, est arrivée. Elle est seulement compensée par un phénomène de production de valeur d'échange sans valeur d'usage, c'est-à-dire de prédation⁵¹, de sabotage. La prédation est le moment où l'économie des intérêts acquis soumet entièrement l'économie des intérêts communs. C'est l'économie des intangibles et effectivement, la valeur d'usage de cette économie est intangible parce qu'elle n'existe pas. La prédation fonctionne selon la recherche de rentes. Les multinationales qui accèdent à la création monétaire – notamment dans les paradis fiscaux - emploient des salariés qui sont rémunérés pour obtenir des rentes de régulation : des rentes fiscales, politiques, financières, juridiques, etc. auprès de l'Etat. Ce sont les bullshit jobs de la nouvelle féodalité managériale décrite par David Graeber. C'est ce que ne veulent pas voir les marxistes orthodoxes aveuglés par l'idée qu'il n'existe qu'une seule rente, celle de l'exploitation du travailleur par le capitaliste – comme si l'artisan de TPE

⁵⁰ Probablement le meilleur ouvrage marxiste des dernières décennies : « La Grande Dévalorisation » de Trenkle et Lohoff, preuve qu'il existe encore quelques rares marxistes intelligents qui cherchent à améliorer la pensée marxiste et non à justifier les erreurs de Marx par la plasticité plurivoque d'une dialectique qui confine à la pensée magique.

⁵¹ Michael Hudson : <http://www.journaldumauss.net/?Tuer-l-hote-comment-l-economie-de-predation-detruit-l-economie-de-production>.

« capitaliste » était le prédateur et non pas l'avocat d'affaire ou le spéculateur financier – et les libéraux orthodoxes, à la fois néolibéraux et néoclassiques, qui utilise le sophisme selon lequel le problème vient de la régulation de l'état et pas du marché alors que non seulement ce sont les entreprises du marché qui imposent cette régulation aux états mais que le soutien des entreprises du marché par l'état est le fondement du néolibéralisme depuis sa fondation depuis la Société du Mont-Pèlerin. Le programme néolibéral doit en effet se comprendre dans le cadre historique de l'après-guerre. Le constat est que le libéralisme mène au fascisme parce que le marché amène à la construction de monopoles financiarisés qui dictent les lois aux états. De plus le néolibéralisme est essentiellement monétaire et fondé sur la théorie de la monnaie de Friedman qui est une opération de propagande sans fondement scientifique destinée à donner l'exclusivité du pouvoir monétaire aux banques privées. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le « there is no alternative » et le « there is no society » néolibéraux annoncés par Thatcher sont la conséquence voulue et inéluctable de l'idéologie friedmanienne selon laquelle « la monnaie est neutre » parce que « there is no free lunch », propagande selon laquelle il n'existerait pas de pouvoir de création monétaire si bien que ce pouvoir, devenu inexistant peut sortir du champ de la lutte des classes politiques pour être donné aux banques, détruisant ainsi à long terme toute réelle alternative politique et toute réelle société fondée sur le bien commun. De plus cette domination des multinationales sur les états a un risque, celui de la mise en place d'états autoritaires tels qu'ils sont nés en Europe après la crise de 1929. Cette dérive avec les pratiques d'éborgnement des Gilets Jaunes commencent à apparaître sans aucun complexe en France. La solution pour les fondateurs du néolibéralisme est donc de capter les états pour être certain que ceux-ci ne s'opposent pas au marché (peu importe la nature fasciste, socialiste ou progressive de cette opposition). Le programme du néolibéralisme – et sa propagande, merveilleusement expliquée par Michael Hudson – consiste alors, d'une part à une captation des états par les entreprises qui imposent par des instances

supranationales et par le lobbying des régulations et ensuite à accuser les états d'imposer des régulations néfastes pour le marché et l'économie alors que cette régulation est imposée par les multinationales, le pire étant qu'un tel discours de propagande fonctionne aussi bien que l'épouvantail de l'hyperinflation utilisé pour discréditer toute politique monétaire et donc toute politique alternative.

Dans un tel mode de gouvernance où des multinationales et en premier lieu les banques privées contrôlent des instances supranationales et des états pour imposer des lois, ce qui aboutit à une pure et simple oligarchie ainsi que le démontre l'étude de Princeton⁵², la structure des organisations, qu'il s'agisse des multinationales ou encore des états et des organisations supranationales requiert de vastes réseaux d'extorsion de fonds, appelons les choses par leur nom, c'est-à-dire des réseaux spécialisés dans l'obtention des rentes de la société de la prédation car la société de la prédation n'est rien d'autre que la société de la lutte de tous contre tous, de toutes les prédatons contre toutes les prédatons et donc, de toutes rentes contre toutes les rentes. La structure de la prédation est donc intrinsèquement hiérarchique. Au-dessus des opérationnels de General Electric qui ne sont plus là que pour justifier l'extraction de rentes comme activité majoritaire par une activité historique productive désormais minoritaire, il doit nécessairement exister une hiérarchie extrêmement volumineuse d'activités de prédation, de bullshit jobs⁵³ qui ne possèdent aucune dimension productive. C'est là la découverte absolument sidérante des travaux empiriques de James Bessen qui confirme les travaux théoriques de Thorstein Veblen, à savoir que plus de la moitié des profits des entreprises cotées aux Etats-Unis proviennent désormais non plus de la production de biens et de services mais de la production de rentes⁵⁴. Dans un tel contexte, le revenu gagné n'a plus aucun rapport avec la production mais avec la situation dans le graphe des graphes socio-économique, c'est-à-dire

⁵² https://scholar.princeton.edu/sites/default/files/mgilens/files/gilens_and_page_2014_testing_theories_of_american_politics.doc.pdf.

⁵³ David Graeber – Bullshit Jobs.

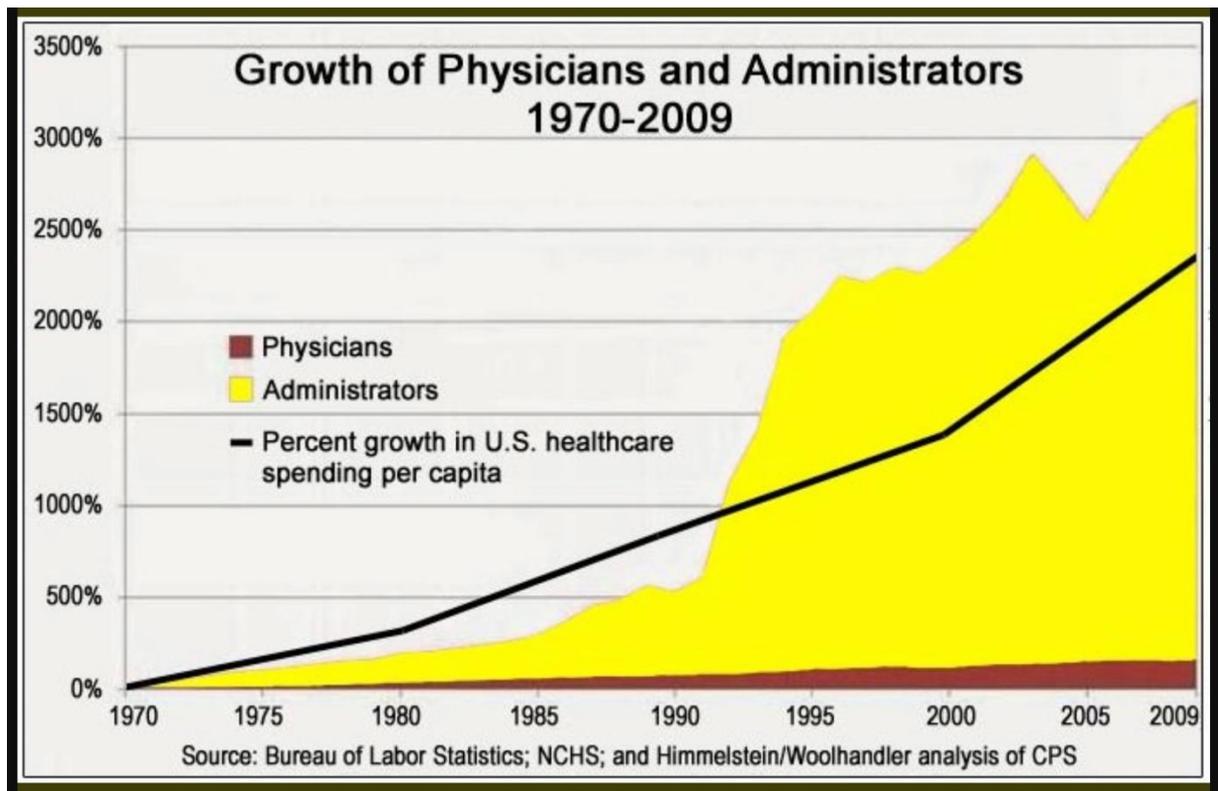
⁵⁴ <https://www.bu.edu/law/files/2016/05/Accounting-for-Rising-Corporate-Profits.pdf>.

dans la localisation de l'individu au sein du circuit de création monétaire et cette localisation se traduit par la localisation de l'individu dans la hiérarchie des grandes organisations pour capter une part des rentes de l'économie de rentes.

On ne s'étonne pas alors que l'évolution des métiers suive la courbe suivante qui montre à quel point les producteurs sont économiquement une espèce en voie de disparition remplacée par une bureaucratie⁵⁵ prédatrice kafkaïenne de rentes de régulation, à la fois publique et privée, bureaucratie qui prolifère d'autant plus qu'une propagande néolibérale est parvenue à faire croire que tout travail était intrinsèquement producteur et jamais prédateur⁵⁶. Les graphiques ci-dessous illustrent ce phénomène de captation des gains de productivité par une classe managériale et financière décrite récemment par David Graeber dans ses ouvrages consacrés à la bureaucratie et aux *bullshit jobs*.

⁵⁵ On peut lire à ce sujet « L'Etat Prédateur » de James Galbraith ou encore « Bureaucratie » de David Graeber.

⁵⁶ <http://www.journaldumauss.net/?Tuer-l-hote-comment-l-economie-de-predation-detruit-l-economie-de-production>.



Aux preuves empiriques de James Bessen, on peut alors ajouter les preuves empiriques de Blair Fix⁵⁷. Cet économiste montre que le revenu d'un individu est parfaitement corrélé avec sa position dans la hiérarchie. Cette corrélation est décrite dans le graphique ci-dessous :

⁵⁷ <https://yorku.academia.edu/BlairFix>.

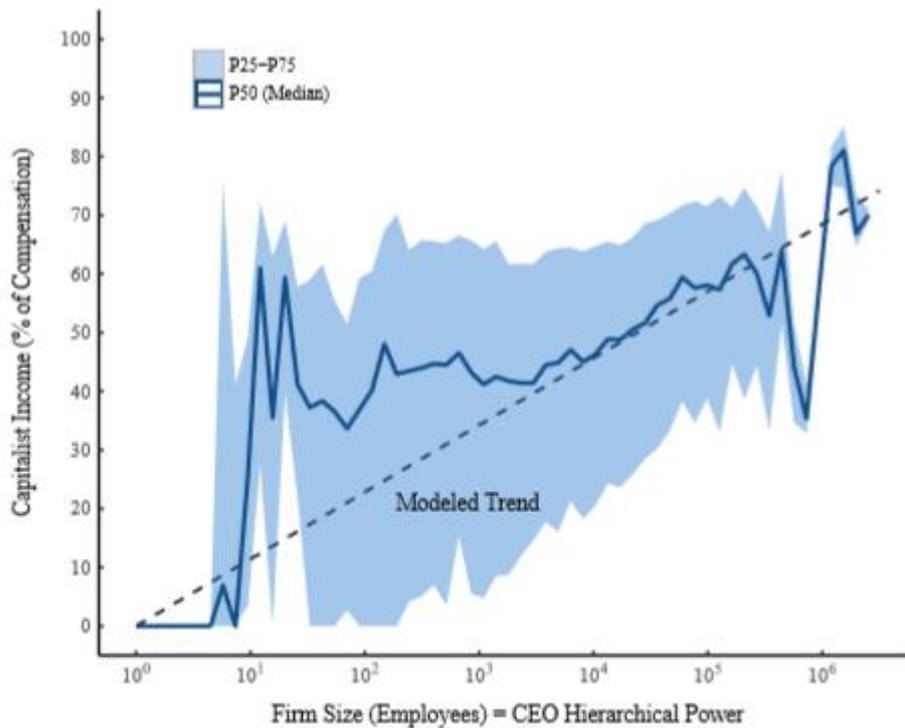


Figure 7: Capitalist Income Fraction of US CEOs

This figure plots the relation between capitalist income fraction and firm size for roughly 40,000 American CEOs over the years 1992-2015. Assuming that CEOs sit at the top of the corporate hierarchy, firm size is a direct indicator of CEO hierarchical power. The median (P50) and interquartile range (P25-P75) for capitalist income fraction are calculated using logarithmically spaced firm-size bins. The dashed line indicates the linear regression used for modeling purposes. Data comes from Execucomp and Compustat. For sources and methods, see the Appendix.

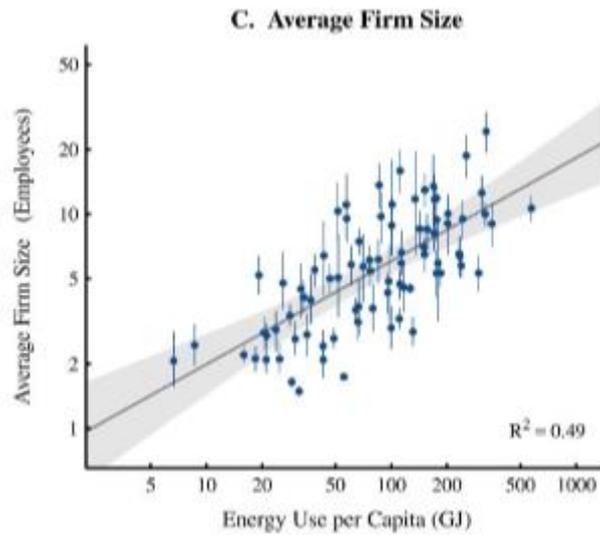
Comme l'a théorisé, à la suite de Thorstein Veblen, l'économiste Jonathan Nitzan : le capital est le pouvoir. Et ce, non pas métaphoriquement mais hiérarchiquement, empiriquement, factuellement.

Oublions donc la propagande de la start-up nation ultra-minoritaire, mises à part quelques exceptions de start-ups, ce sont essentiellement les positions hiérarchiques qui déterminent les revenus dans une société de cours où la prédation a depuis l'an 2000 remplacé majoritairement la production. En réalité, la date de l'an 2000 n'est pas anodine, ce sont les technologies informatiques qui ont permis de gérer l'extraction des rentes. L'an 2000 représente le point de

basculement dans le paradigme du capitalisme numérique. Ainsi, pour toute entreprise, il faut désormais capter les données et en extraire autant de rentes que possibles par une procédure de capitalisation qui allie les droits de propriété intellectuels aux projections financières dans des « business plan ». Ainsi le directeur de Siemens déclare : « *Nous fabriquons des machines qui produisent de l'électricité, qui automatisent les processus industriels, qui réalisent des images (comme des scanners ou des IRM) ou déplacent des personnes et des objets d'un point A à un point B. Nous récupérons les données générées par ces capteurs, nous les analysons sur notre plateforme, dans un cloud informatique propriétaire que nous hébergeons en site propre. Nos clients attachent une grande importance aux données générées par les processus industriels et par l'ingénierie ainsi qu'aux droits de propriété intellectuelle afférents, car ce type de données, c'est le Saint Graal de l'innovation.*⁵⁸ » (Kaeser and Gross, 2016).

L'information joue le rôle du liquide injecté dans le champ de pétrole des activités humaines pour transformer ces activités en capital. La généalogie de l'économie de l'information est bien expliquée par l'œuvre de Dan Schiller. La particularité de ce capitalisme informationnel, c'est qu'il facilite énormément la rente. Toutes les procédures, toutes les activités peuvent être codées sous forme de rentes. L'économie de l'information est une économie qui a permis le développement d'une économie de rentes sans précédent grâce à la possibilité offerte par les technologies de l'information de transformer des activités - jusqu'à présent trop complexes pour être transformées en rentes - en rentes. Or, et c'est le second problème soulevé par Blair Fix, la gestion des grandes structures organisationnelles, publiques ou privées, consomme des quantités énormes d'énergie et c'est cette consommation d'énergie qui est la cause principale du réchauffement climatique. Ainsi, dans le graphe ci-dessous, la corrélation entre la consommation d'énergie et la taille de l'entreprise est éloquente :

⁵⁸ Cédric Durand, 2017.



La logique de cette consommation tient au fait que la gestion de l'information au sein d'une organisation requiert une consommation d'énergie qui augmente de manière exponentielle avec la taille de l'organisation. Cette logique est expliquée dans le schéma ci-dessous issu des travaux de Blair Fix⁵⁹ :

⁵⁹ https://www.academia.edu/38724234/Ecological_Limits_and_Hierarchical_Power?auto=download.

Human society is an evolving creorder driven by a dialectical clash between imposed power and autonomous cooperation; a mode of power is characterized by the manner in and extent to which cooperation conflicts with and is subordinated to power

Power is partly organized through hierarchically nested institutions (including formal organizations)

The build-up of hierarchies elicits opposition, which in turn calls for more sabotage and additional hierarchies; the result is an autocatalytic sprawl, with hierarchies growing larger, taller and ever more complex

The exertion of hierarchical power against opposition requires sabotage and is therefore energy intensive; the more hierarchical the institution, the greater its energy needs

The size of hierarchical institutions is capped by their ability to capture energy; capitalism is able to capture more energy than other modes of power and therefore exhibits both faster growth and taller hierarchies, but this greater ability to capture energy is not necessarily dependent on its hierarchical structures as such

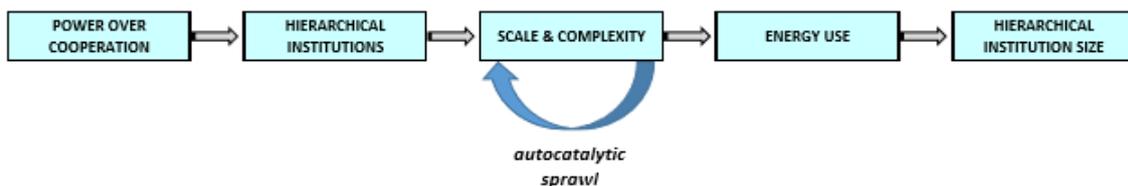


Figure 5: From Hierarchical Organizations to Energy Capture

SOURCE: This figure was first published in Bichler and Nitzan (2017).

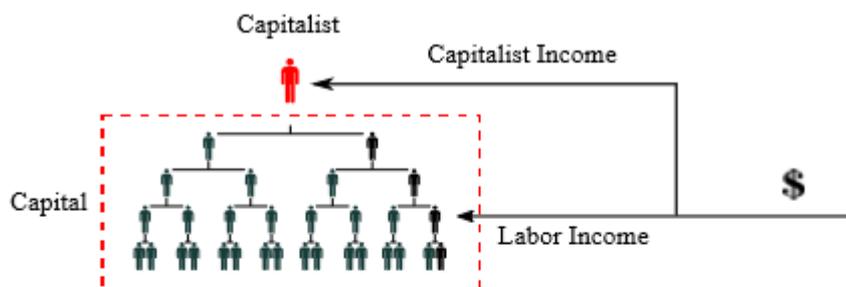


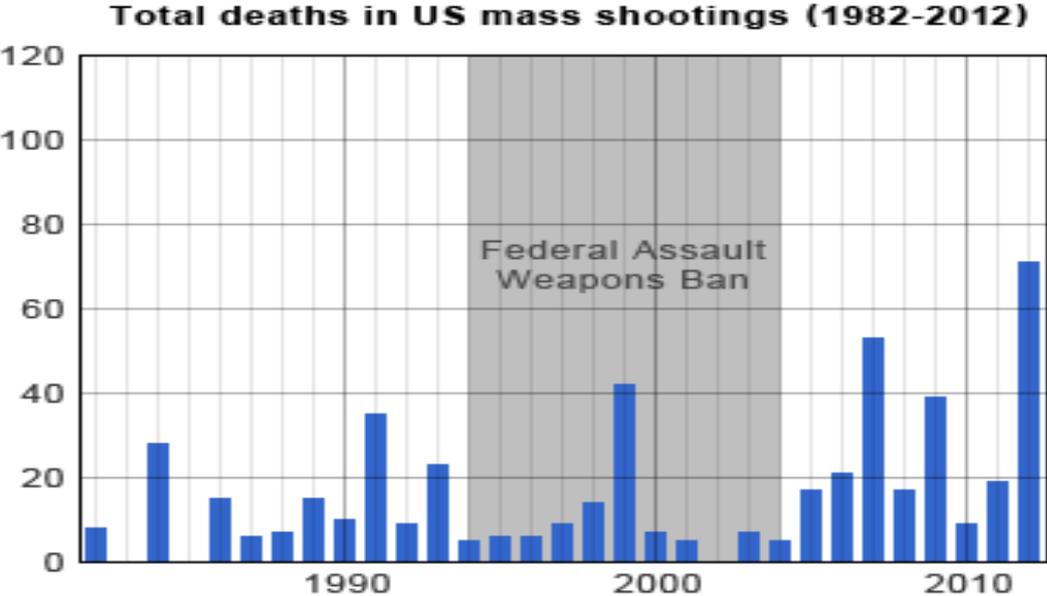
Figure 3: A Hierarchical Power Vision of Capitalist Income

This figure shows my interpretation of the ‘capital as power’ framework, when applied to a hierarchically organized firm. Unlike in neoclassical and Marxist visions of capital (Fig. 1 and 2, respectively) I do not show physical capital. This is not to say that physical capital does not exist — we simply do not focus on it. Rather, we focus on ownership of institutions. Capital is conceived solely in terms of property rights. By purchasing a firm, a capitalist purchases the legal right to sit at the top of the firm hierarchy. From this position of power, the capitalist has the right to divide up the firm’s income stream as he sees fit. Under this vision, hierarchical power is the source of capitalist income.

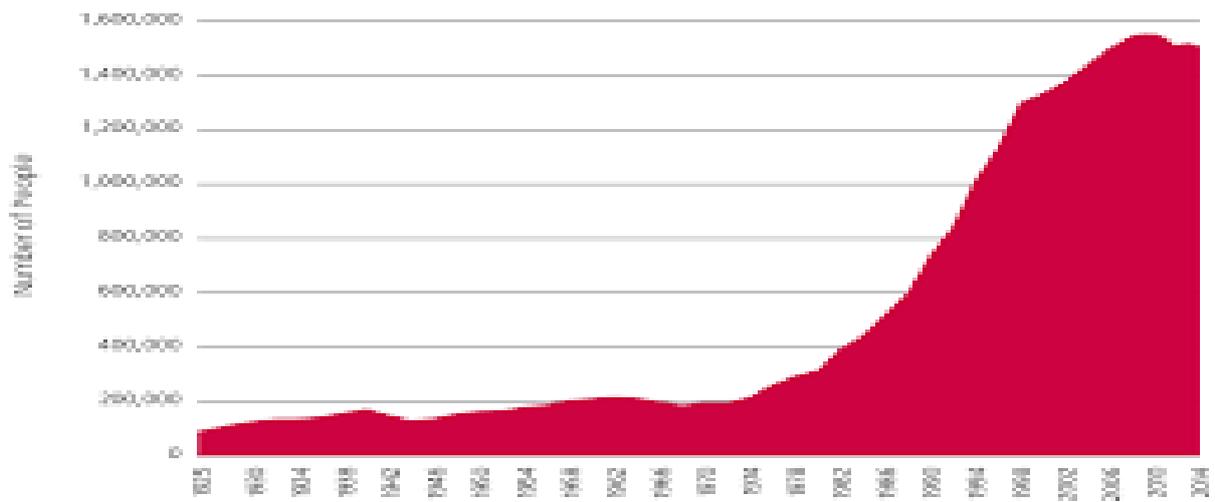
K. PHENOMENOLOGIE DE LA PREDATION

La société de la prédation produit une phénoménologie de la prédation : mass-shooting, terrorisme, maladies mentales, criminalité, etc. Mais l'origine de cette phénoménologie est, selon nous, une institution monétaire qui ne cesse d'amplifier les inégalités et ce au rythme accéléré de l'automatisation des procédures de production. C'est en effet au niveau de la création monétaire dans les banques d'affaires que sont créés simultanément les clauses juridiques qui structurent les relations de pouvoir, les hiérarchies au sein des entreprises financées et donc, les inégalités. A court-terme, des régulations plus sociales comme en Europe par rapport aux Etats-Unis, peuvent freiner la dérive inégalitaire de la création monétaire sous sa forme. Par ailleurs, c'est le niveau technologique avec l'automatisation numérique de la production qui produit un système de vase communiquant entre la logique de l'industrie et celle des affaires. En effet, le niveau de productivité atteint produit beaucoup trop d'abondance et l'abondance, comme celle de l'air que l'on respire, est synonyme de gratuité. Comme l'ont théorisé Nitzan et Bitchler à la suite de Veblen et comme l'a démontré empiriquement Bessen, les entreprises cotées réalisent depuis l'an 2000 l'essentiel de leur croissance non plus avec une logique industrielle de production de biens et de services mais avec une logique des affaires de production de diverses rentes de régulation pour réduire la production industrielle grâce à diverses formes de monopoles pour sauver ainsi le taux de profit. La logique des affaires est devenue d'autant plus prédatrice par la pratique du sabotage industriel via la captation de monopoles sur le processus de production que le progrès technique avance et évidemment, toute mesure politique étant égale par ailleurs,

cette tendance ne peut que proliférer et se réifier dans une phénoménologie de la prédation, du mass-shooting aux maladies mentales.



U.S. State and Federal Prison Population, 1925-2014



Source: Bureau of Justice Statistics (Prisoners Only)



2. LA PREDATION AU XXIEME SIECLE

1) RESUME

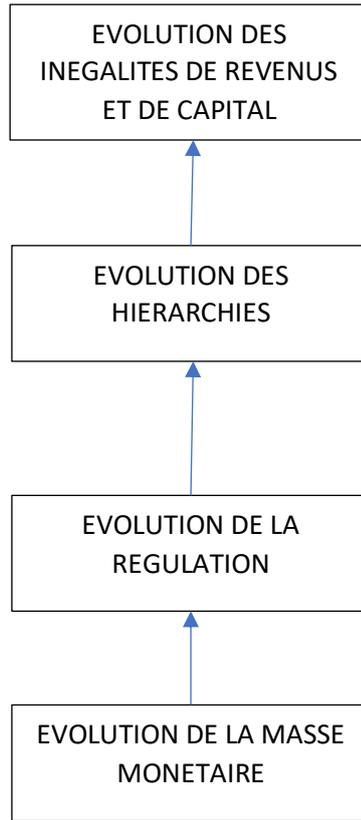
Cette partie est la partie la plus importante de notre étude puisqu'elle articule les dimensions conceptuelles, quantitatives et qualitatives de notre étude sur la prédation. De plus, nous démontrerons comment les dimensions technologiques, féodales et financières se sont conjuguées pour créer un régime qui est inédit au sens où l'économie est pour la première fois de l'histoire de l'humanité entièrement dirigée par les intérêts acquis de la prédation.

Veblen avait déjà théorisé que les intérêts acquis étaient alignés avec l'intérêt général tant que la productivité était faible. Cependant, à partir d'un certain stade de productivité, si la productivité rend les biens et les services aussi abondants que l'air alors les bénéfices sont nuls. Les intérêts acquis se découplent alors de l'intérêt général dans ce que Debord nommait une baisse tendancielle de la valeur d'usage. Ainsi, dans le prix du bien ou du service acheté, il y a de moins en moins de valeur générée par la logique industrielle et de l'intérêt général et de plus en plus de valeur générée par la logique des affaires et des intérêts acquis. Or ce qui caractérise notre économie contemporaine avec l'émergence des GAFAM, c'est une tendance monopolistique fondée sur les caractéristiques de l'économie numérique que sont le taux marginal nul, la capacité à capter et valoriser le

« travail » du consommateur (par exemple les critiques sur Amazon), l'effet réseau et l'effet du winner-take-all. L'économie du numérique est une économie de monopoles et donc de sociétés capables d'imposer une logique d'intérêts acquis par des effets de rente de monopole. Les entreprises du numérique peuvent alors imposer le sabotage, notamment par les droits de propriété intellectuelle qui s'opposent à l'open-source, afin de saboter la productivité et d'accroître leurs profits par ce sabotage. La dimension féodale est alors rendue nécessaire pour former une hiérarchie managériale dont la fonction est d'assurer la courroie de transmission entre une industrie numérisée et une gestion financière des entreprises. Il s'agit donc pour le management de travailler à transformer l'intérêt général produit par la logique industrielle à la base opérationnelle de la société en intérêts acquis en s'assurant le monopole de techniques de production par des brevets ou des droits de propriété intellectuelle. Ce sont les nouvelles enclosures. Enfin, la production industrielle est pilotée par la finance grâce à la captation totale du pouvoir de création monétaire par les banques depuis les années 1970. En effet, les banques, disposant de ce pouvoir qui domine tous les autres pouvoirs par l'achat des autres pouvoirs via la création de monnaie sous forme de dette, peuvent alors orienter toute la production industrielle et donc, la soumettre totalement aux intérêts acquis étant donné que le niveau technologique a atteint un stade d'automatisation par le numérique où les intérêts acquis sont totalement découplés de l'intérêt général.

2) HYPOTHESES

Nous rappelons ici notre schéma d'hypothèses :

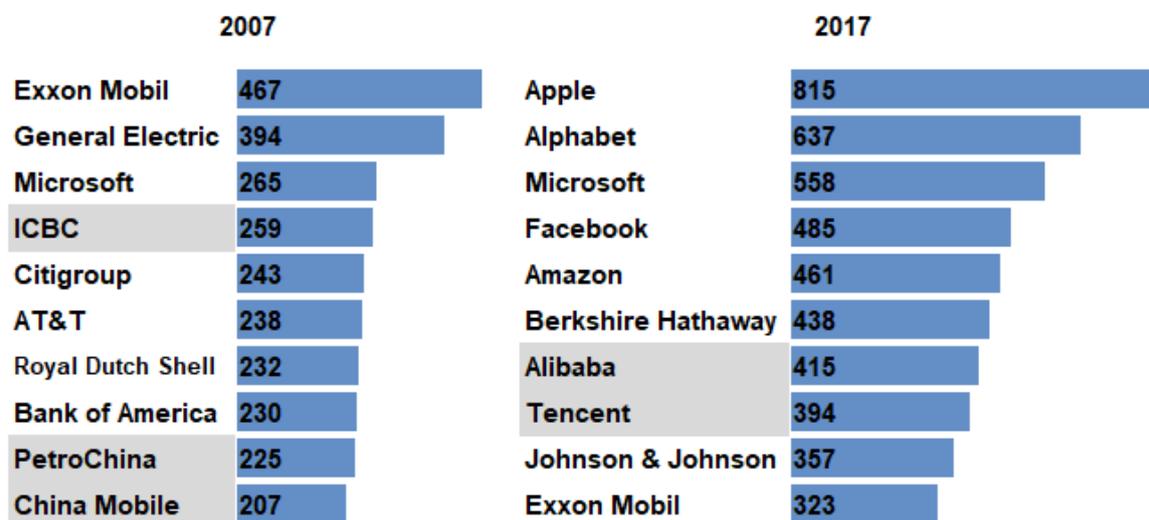


A. LA DIMENSION INFORMATIONNELLE DE LA PREDATION

Le premier constat lorsque l'on étudie l'économie contemporaine est la place centrale des GAFAM. On constate en effet dans les tableaux ci-dessous que dans les huit premières capitalisations au monde, seulement une entreprise ne fait pas partie du secteur de l'information, l'entreprise Berkshire Hathaway qui est un fond d'investissement et qui investit donc aussi dans le secteur de l'information. Il est très frappant de constater que dix ans auparavant, en 2007, seulement une société faisait partie du secteur de l'information. Dans ce changement de paradigme, le cas de l'entreprise Exxon Mobil qui était la première capitalisation en 2007 est emblématique puisqu'elle est descendue à la dixième place en 2017, révélant ainsi un passage de relai entre un modèle fordiste fondé sur le pétrole à un modèle informatique fondé sur l'information. On peut noter que les capitalisations datent du 31/12/2017 et qu'aujourd'hui alors que je relis ce texte, le 29/04/2019, les entreprises Amazon, Apple et Microsoft ont dépassé les mille milliards de dollars de valorisation boursière et Google rejoindra bientôt ce club très fermé. Le secteur industriel dominant est celui de l'information comme il fût celui du pétrole et de la voiture. Seulement les secteurs industriels qui sont les moyens de production de biens et de services passent tandis que le secteur qui le domine totalement, le secteur des moyens de production de monnaie qui achète toujours, in fine, les moyens de production de biens et de services, restent. Cela, les GAFAM le savent très bien. Ainsi, pour prendre un exemple, au sein de Facebook, Mark Zuckerberg qui a une vue sur la maison blanche et qui rêve depuis sa jeunesse de fonder un nouvel empire romain en récitant en latin l'Enéide de Virgile le sait aussi très bien. Aussi, Peter Thiel, le plus grand investisseur de la Silicon Valley qui est aussi le principal actionnaire de Facebook après Mark

Zuckerberg et qui conseille aussi bien ce dernier que Donald Trump le sait très bien. Ce n'est pas un hasard s'il a fondé Paypal avec, entre autres, Elon Musk. Or Facebook a annoncé récemment vouloir lancer sa propre monnaie. Ce n'est pas un hasard. C'est une lutte qui s'engage entre le pouvoir profond du capital, la Banque localisée à Wall Street, et son pouvoir superficiel, l'industrie dominante de l'information à San Francisco. D'autres comme Amazon a choisi de s'associer avec JP Morgan. Le grand historien Braudel montrait que le centre de gravité du Capital se déplaçait toujours à l'est, depuis Athènes puis Rome jusqu'à Gênes, Paris, Amsterdam, Londres et enfin New York. Il est possible que ce pouvoir se déplace à San Francisco avant la Chine, puis l'Inde qui sont déjà en train de mener avec la Russie une guerre monétaire contre le dollar pour résister à son impérialisme.

World's Largest Companies by Market Capitalization

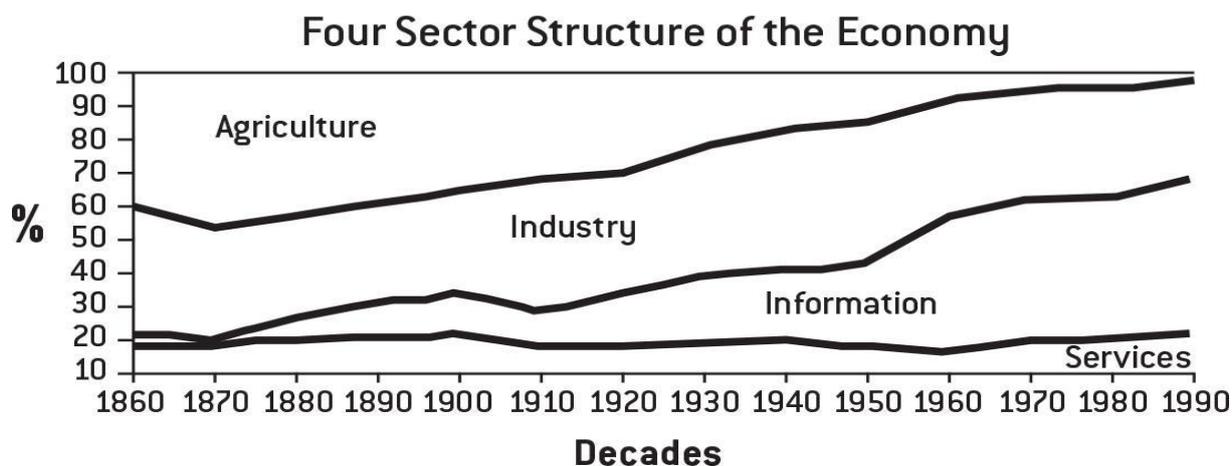
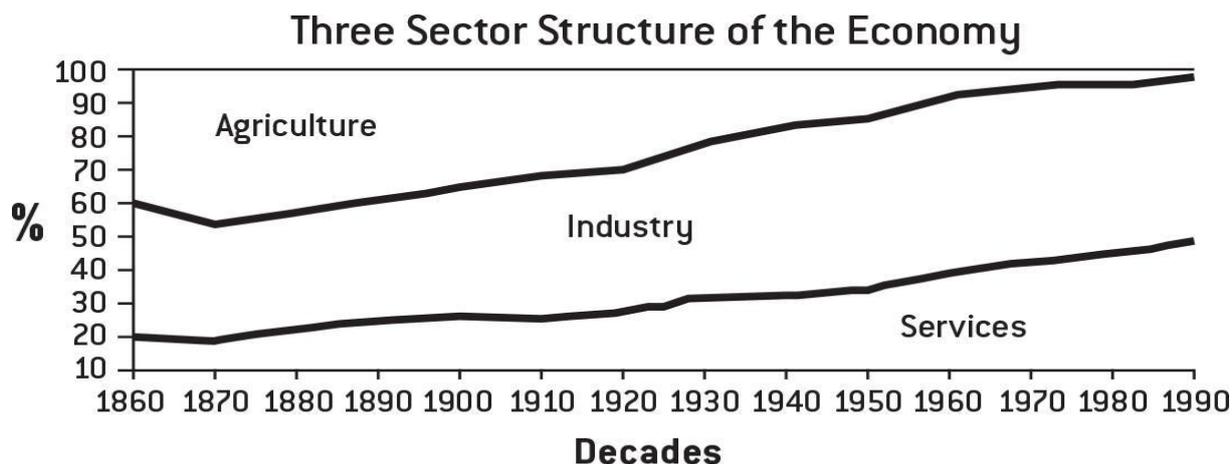


Etant donné la domination des GAFAM, le second constat que nous dressons est celui de la thèse du rejet de la société de services par David Graeber, thèse que nous partageons. Nous citons ici David Graeber:

« Le vrai problème ici est celui du concept d' « économie de services » lui-même. Il y a une raison pour laquelle j'ai mis le terme entre guillemets. Décrire l'économie d'un pays comme étant dominée par un secteur donne l'impression que les gens du pays vivent en se servant les uns les autres des cafés ou en faisant le ménage les uns chez les autres. Evidemment, ce n'est pas vrai. Donc que peuvent-ils faire ? Quand les économistes parlent d'un quatrième secteur (qui vient après l'agriculture, l'industrie, les services), ils font habituellement référence au secteur des FIRE (finance, insurance, real estate). Mais en 1992, Robert Taylor, un bibliothécaire, a suggéré qu'il serait plus utile de définir ce secteur comme secteur informationnel. Comme nous pouvons le voir, déjà en 1990, la proportion des travailleurs qui étaient vendeurs, coiffeurs, serveurs, etc. était vraiment assez petite. Cette proportion est restée régulière pendant longtemps à moins de 20% de la population des travailleurs. La vaste majorité des autres travailleurs inclus dans le secteur des services étaient réellement les administrateurs, les consultants, les professionnels de l'informatique et ainsi de suite. C'est aussi la partie du secteur des services qui a dramatiquement augmenté après 1950. Et alors que personne, à ma connaissance, n'a poursuivi cette typologie jusqu'à aujourd'hui, il semble raisonnable de conclure que cette tendance s'est poursuivie.⁶⁰ ».

Les tableaux ci-dessous extraits du même livre de David Graeber nous semblent très bien résumer cette thèse de la croissance non pas d'un secteur des services mais d'un secteur de l'information.

⁶⁰ David Graeber: "Bullshit Jobs : A Theory" – 2018.



Il serait pourtant erroné de limiter l'économie de l'information aux seules GAFAM car ce sont tous les secteurs d'activité qui se conforment désormais au paradigme de l'économie de l'information. Ce changement de paradigme économique nous semble très bien résumé par ces propos du directeur de Siemens : « *Nous fabriquons des machines qui produisent de l'électricité, qui automatisent les processus industriels, qui réalisent des images (comme des scanners ou des IRM) ou déplacent des personnes et des objets d'un point A à un point B. Nous récupérons les données générées par ces capteurs, nous les analysons sur notre plateforme, dans un cloud informatique propriétaire que nous hébergeons en site propre. Nos clients attachent une grande importance aux données générées par les processus industriels et par l'ingénierie ainsi qu'aux*

*droits de propriété intellectuelle afférents, car ce type de données, c'est le Saint Graal de l'innovation.*⁶¹ » (Kaeser and Gross, 2016).

Cette citation du PDG de l'entreprise Siemens qui représente éminemment le paradigme industriel prouve bien que l'économie de l'information ne se réduit pas aux GAFAM mais qu'elle concerne désormais toute l'économie. Nous dirons plus précisément que c'est toute la forme régime d'accumulation actuel qui possède une dimension informationnelle et nous allons étudier les deux autres dimensions de la forme du RA qui sont la dimension financière et la dimension féodale.

B. LA DIMENSION FEODALE DE LA PREDATION

Nous commencerons par rappeler avec Veblen ce que sont les actifs intangibles puisqu'ils sont la mesure comptable de la prédation, ainsi que l'a démontré James Bessen empiriquement, confirmant ainsi l'analyse théorique de Thorstein Veblen : Dans les pratiques commerciales modernes, le capital se distingue en deux catégories d'actifs, tangibles⁶² et intangibles. L'expression " bien corporel " désigne ici un bien utilisable pécuniairement, considéré comme un bien de valeur générant un revenu pour son propriétaire. Ces biens sont des éléments immatériels de richesse, des faits immatériels détenus, évalués et capitalisés sur la base d'une évaluation du gain à tirer de leur possession. Il s'agit également d'actifs à hauteur de leur valeur capitalisable, qui a généralement peu ou pas de rapport avec l'utilité

⁶¹ Cédric Durand, 2017.

⁶² E. K. Hunt : History of Economic Thought : Cette distinction entre les actifs tangibles et les actifs intangibles n'est pas nouvelle. Elle est déjà présente chez Adam Smith. En effet, pour Smith, ce qui distingue un travail productif d'un travail improductif, c'est le fait de générer des revenus mais aussi le fait de générer des biens tangibles.

industrielle de ces éléments de richesse considérés comme facteurs de production (...) Les principes (habitudes de pensée) qui s'opposent à une certaine forme de préférence sociale ou personnelle dans la distribution des revenus doivent être intégrés dans le code moral de toutes les civilisations connues et intégrés dans une forme d'institution. Ces éléments de richesse immatérielle ont un caractère différentiel, en ce sens que l'avantage de ceux qui obtiennent la préférence est le désavantage de ceux qui ne l'obtiennent pas ; et il peut être mentionné en passant, qu'un tel avantage différentiel en faveur d'une classe ou d'une personne entraîne généralement un désavantage plus qu'égal pour une autre classe ou personne ou pour la communauté dans son ensemble"⁶³.

Le secteur de l'information est essentiellement comptabilisé dans le poste comptable des « Intangibles » et les travaux de James Bessen montrent que ces « Intangibles », **immobilisations incorporelles (en comptabilité)** qui correspondaient jusqu'en l'an 2000 à de la recherche ou encore du marketing, correspondent désormais à des rentes de régulations obtenues auprès des états⁶⁴. Comme la compréhension de la nature des actifs intangibles est nécessaire pour comprendre que notre économie désormais fondée très majoritairement sur les intangibles ne peut qu'être une économie de la prédation, nous citerons ici longuement celui qui pour nous est le plus grand des économistes et des sociologues, l'immense Thorstein Veblen. Dans cet extrait, Veblen définit la notion centrale de la prédation, la notion des intérêts acquis. Or, comme le montre Bessen, les intangibles qui constituent au XXIème siècle l'essentiel de la croissance économique sont des rentes de régulation, c'est-à-dire des « intérêts acquis » au sens de Veblen. L'existence d'une scission entre le monde industriel productif et le monde des affaires improductif n'est pas nouvelle et, si elle a été clarifiée par Veblen, elle existait déjà chez Smith⁶⁵. Ce qui est nouveau

⁶³ Thorstein Veblen – The Place of Science in Modern Civilisation and Others Essays – Pages 281 Net 283.

⁶⁴ <https://www.bu.edu/law/files/2016/05/Accounting-for-Rising-Corporate-Profits.pdf>.

⁶⁵ « People of the same trade seldom meet together, even for merriment and diversion, but the conversation ends in a conspiracy against the public, or in some contrivance to raise prices » - Smith, Wealth of Nations,

aujourd'hui, comme le montrent les travaux empiriques de Veblen et comme nous souhaitons le démontrer ici, c'est que le niveau technique atteint a permis d'atteindre, dans le cadre de la configuration institutionnelle actuelle et notamment de l'institution monétaire oligarchique – monnaie créée en haut de la pyramide au niveau des banques et des paradis fiscaux et monnaie sensée ruisseler - pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une soumission totale du monde industrielle au monde des affaires devenu financier. Or cette soumission est une soumission, pour Veblen, de l'intérêt général et de la démocratie aux intérêts acquis. Il importe donc de rappeler ce concept central des intérêts acquis tel que Veblen l'a défini : « *Un intérêt acquis est un droit négociable d'obtenir quelque chose pour rien. Cela ne veut pas dire que les intérêts acquis ne coûtent rien. Ils peuvent même atteindre des sommets. En particulier, leur coût peut sembler élevé si l'on tient compte du coût pour la communauté, ainsi que les dépenses engagées par leurs propriétaires pour leur production et leur entretien. intérêts acquis correspondent à une richesse immatérielle, des actifs intangibles. De par leur nature et leur origine, ils sont le fruit de trois grandes lignes de gestion commerciale : a) limitation de l'offre en vue de ventes rentables ; b) obstruction du commerce en vue de ventes rentables ; et c) publicité trompeuse en vue de ventes rentables. Il s'agit là de questions d'affaires, au sens strict du terme, d'artifices commerciaux et non de travail bien fait ; ce sont des manières et moyens de faire des affaires, et non de produire des biens et des services. Le produit de tous ces efforts est de la nature d'un actif intangible, un article de richesse immatérielle. Ceux qui détiennent ces intérêts peuvent en ressortir plus riches au même titre que la communauté des affaires dans sa globalité (bien qu'il s'agisse d'un point douteux), mais la communauté au sens large ne s'en porte aucunement mieux sur le plan matériel.* » [Veblen, 1919a, p.100] (...) le défaut de la théorie néoclassique du capital est d'avoir confondu actifs tangibles et

Page 129. « The interest of the dealers, however, in any particular branch of trade or manufactures, is always in some respect different from

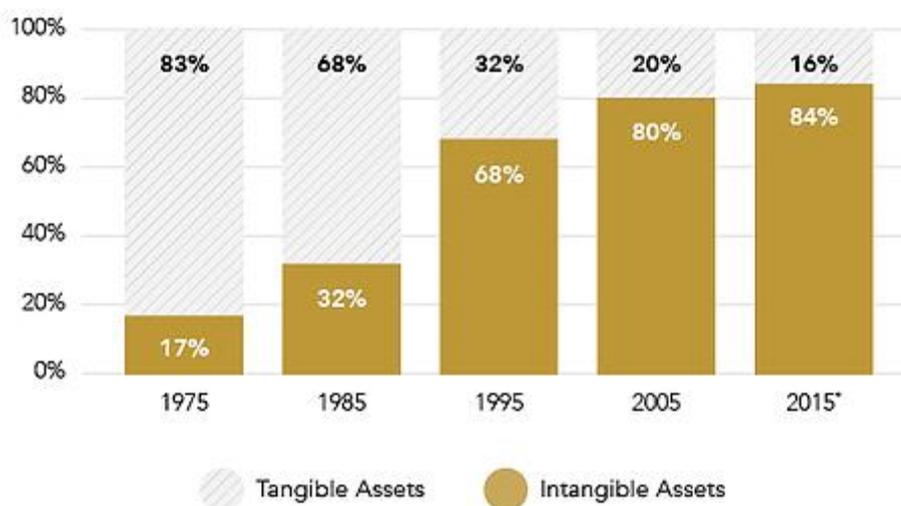
actifs et intangibles, le capital comme fait pécuniaire et l'équipement industriel comme moyen productif. Cette confusion est liée au postulat suivant lequel les salaires sont indexés sur les contributions productives. (...) Les actifs tangibles renvoient aux ressources matérielles et équipements techniques mobilisés dans les processus de production : les actifs intangibles aux facteurs susceptibles de procurer des avantages différentiels sur les concurrents (marques, brevets, réputation, good-will). Les actifs tangibles capitalisent des habitudes de vie qui ne sont pas technologiques et qui sont liées à des usages institutionnels : ils sont une richesse « différentielle », bénéficiant à leurs propriétaires mais pas à la collectivité [Veblen, 1904a, trad. 2018, p. 113-114]. Dans un contexte où le marché financier domine le marché des biens, la valeur du capital repose sur sa capacité putative de rendement, sur l'anticipation de flux de revenus en fonction d'évènements futurs imaginés. Cette capacité de gain est disjointe de la productivité, contrairement à ce que soutiennent les néoclassiques : le capital résulte de l'accaparement et non de la production de valeur [Veblen, 1908c, 1908e].⁶⁶». Dans le graphique ci-dessous issu des travaux de James Bessen, l'on constate la part importante du lobbying dans les profits des entreprises. Les intangibles sont désormais, au XXIème siècle, des revenus du lobbying et comme les intangibles représentent désormais la majorité des profits pour les entreprises côtés, cela signifie que nous sommes entrés, depuis l'an 2000, factuellement, dans une économie de prédation. De plus cette part des intangibles croît sans cesse si bien que le graphique ci-dessous qui représente la période de 1974 à 2014 est très conservatif. Aujourd'hui, comme le montre James Bessen, les profits des très grandes entreprises (99% des entreprises sont des PME pas côtés) viennent dans leur majorité des rentes. Or l'économie de la rente est la conséquence inéluctable de la création monétaire sous sa forme actuelle puisque la monnaie crée ex-nihilo par les banques privées suit la ligne de moindre résistance qui est la ligne de

⁶⁶ Alice Le Goff – Introduction à Thorstein Veblen – Pages 52/53.

moindre taxation, autrement dit les paradis fiscaux. Par conséquent la monnaie créée est capté par les acteurs économiques qui ont accès aux paradis fiscaux, c'est-à-dire les sociétés cotées (cf. graphique ci-dessous) et les individus très fortunés. La monnaie est alors stockée par les bénéficiaires de la rente monétaires – les multinationales qui ont accès aux paradis fiscaux où se déverse l'essentielle de la monnaie créée par les banques – et elle est ensuite utilisée par ces entreprises pour capter toujours plus d'actifs intangibles qui ne sont rien d'autre que des rentes de régulation pour l'essentiel, ainsi que l'a montré James Bessen dans l'étude que nous avons déjà citée. Ces nouveaux actifs intangibles permettent alors de générer plus de profits et donc, de demander toujours plus d'argent créé sous forme de dette. Le cercle vicieux oligarchique se referme et condamne les individus situés trop loin de ce cercle à la précarité : ce sont les Gilets Jaunes de la France périphérique éloigné de la création monétaire des banques et des actifs intangibles des multinationales.

Dans la tradition de Veblen, de nombreux économistes tels que James Galbraith, Hudson, Keen ou encore Graeber étudient le caractère de plus en plus féodal de l'économie. Nous fonderons notre analyse de cette nouvelle féodalité sur les travaux de Bessen qui constate la croissance des intangibles dans l'économie :

COMPONENTS of S&P 500 MARKET VALUE



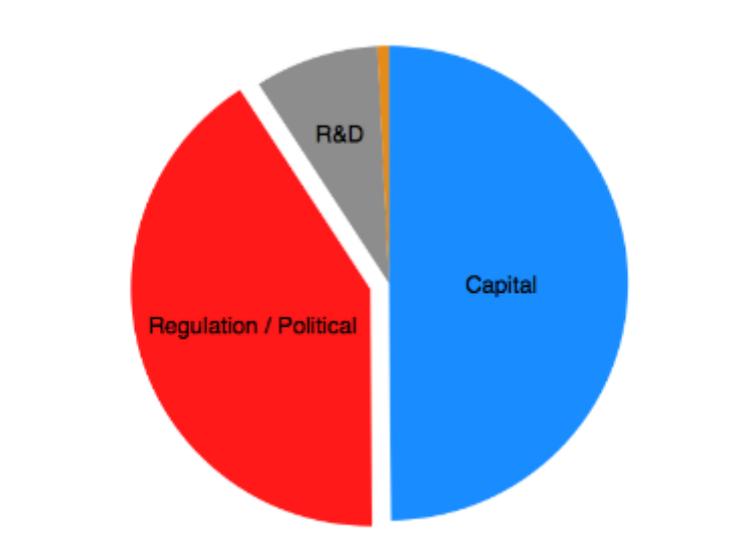
SOURCE: OCEAN TOMO, LLC
*JANUARY 1, 2015

Au-delà de ce constat, Bessen remarque que si la croissance des intangibles représente l'essentiel de la croissance des entreprises, la croissance des intangibles qui était fondée essentiellement jusqu'à la fin du XXème siècle sur la recherche et le développement est dorénavant essentiellement fondée sur le lobbying : « *Much of the growth in corporate valuations and profits since 1980 can be accounted for by growing investments in intangibles, especially investment in R&D. But it appears that an even larger share of the rise in valuations and profits can be accounted for by factors associated with growing regulation and political activity, especially after 2000. Moreover, this relationship appears causal: increases in regulatory complexity appear to cause subsequent increases in profits. And these benefits appear to be large. Regulation corresponds to an increase in corporate valuations of about \$2 trillion in the sample. Regulation and campaign spending are responsible for an increase in markups on the order of 1-2 percent. That corresponds to about a \$400 billion increase in transfers from consumers to firms each year.*⁶⁷ ». La dimension féodale de l'économie

⁶⁷ [James Bessen - Accounting For Rising Corporate Profits: Intangibles or Regulatory Rents?](#)

inspirée de Veblen et dont traite Graeber dans son dernier ouvrage consacré aux « Bullshit Jobs » nous semble trouver dans les travaux de Bessen une confirmation irréfutable. **En effet, si la croissance des profits et des valorisations des entreprises cotées est essentiellement causée par l'obtention de rentes de régulation, cela signifie que l'essentiel de la croissance de l'économie ne repose plus sur la production de biens et de services, production de plus en plus marginale, mais sur la production de rentes.** On peut lire ci-dessous la différence entre la part des revenus opérationnels issus des investissements en R&D et la part des revenus opérationnels issus des investissements en rentes politiques de régulation. Pour donner un exemple, alors que les GAFAM accaparent de très nombreux talents dans l'informatique aujourd'hui, selon les informaticiens eux-mêmes, l'essentiel de la création en informatique se fait en dehors des GAFAM et du monde professionnel, dans le secteur dit de l' « open-source »⁶⁸. On peut alors comprendre par le schéma ci-dessous que les forces productives servent bien plus à obtenir des rentes (fiscales, financières, juridiques ou mêmes techniques avec l'obsolescence programmée ou les récents scandales chez Volkswagen dans les contournements des normes environnementales).

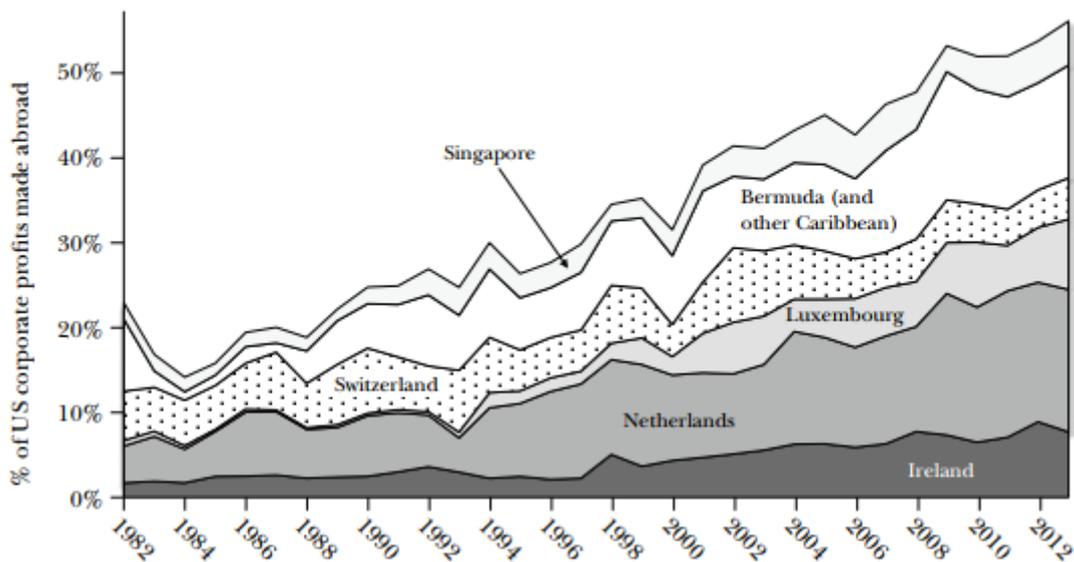
⁶⁸ C'est Philippe Van Parijs qui relate ce fait dans son ouvrage intitulé « Basic Income » et paru en 2017.



Contribution to Rise in Operating Margins, 1971-2014, US public firms

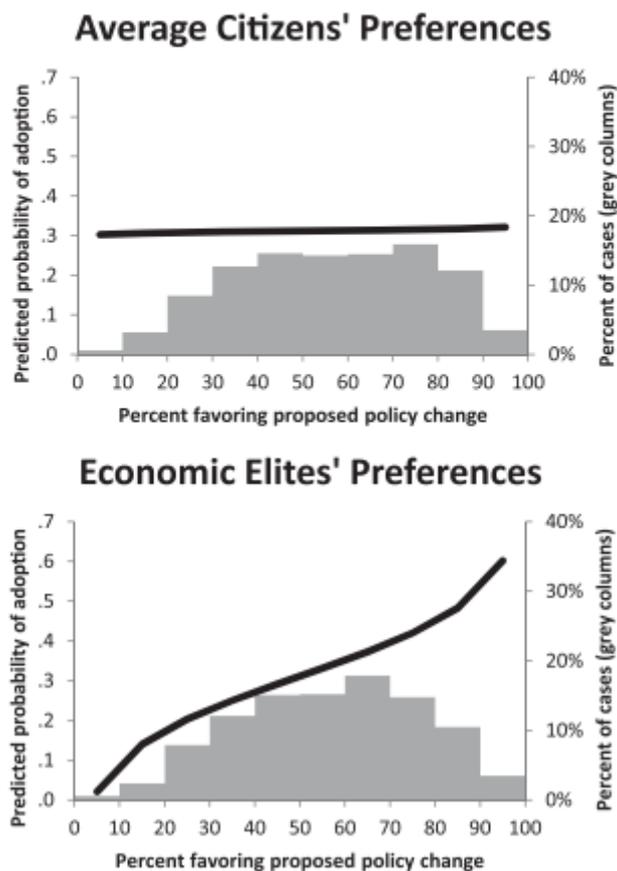
Afin d'illustrer les rentes de régulation, un exemple intéressant de l'investissement des entreprises cotées dans le lobbying est l'accès aux paradis fiscaux. En effet, le retour sur investissement du lobbying est très élevé, ne serait-ce que par l'accès aux paradis fiscaux auquel ce lobbying aboutit avec succès :

The Share of Tax Havens in US Corporate Profits Made Abroad



La conséquence ultime d'une économie fondée sur les rentes de régulation est alors la domination des Etats par une nouvelle féodalité centrée sur la recherche de rentes de régulation. Une étude de Princeton⁶⁹ complète alors l'étude de Bessen pour démontrer que les décisions politiques aux Etats-Unis ne sont pas corrélées avec les décisions de la majorité de la population mais avec les décisions d'une minorité de lobbies. Le graphique ci-dessous résume très bien le caractère oligarchique des Etats-Unis aujourd'hui :

Figure 1
Predicted probability of policy adoption (dark lines, left axes) by policy disposition; the distribution of preferences (gray columns, right axes)



⁶⁹ https://scholar.princeton.edu/sites/default/files/mgilens/files/gilens_and_page_2014_testing_theories_of_american_politics.doc.pdf.

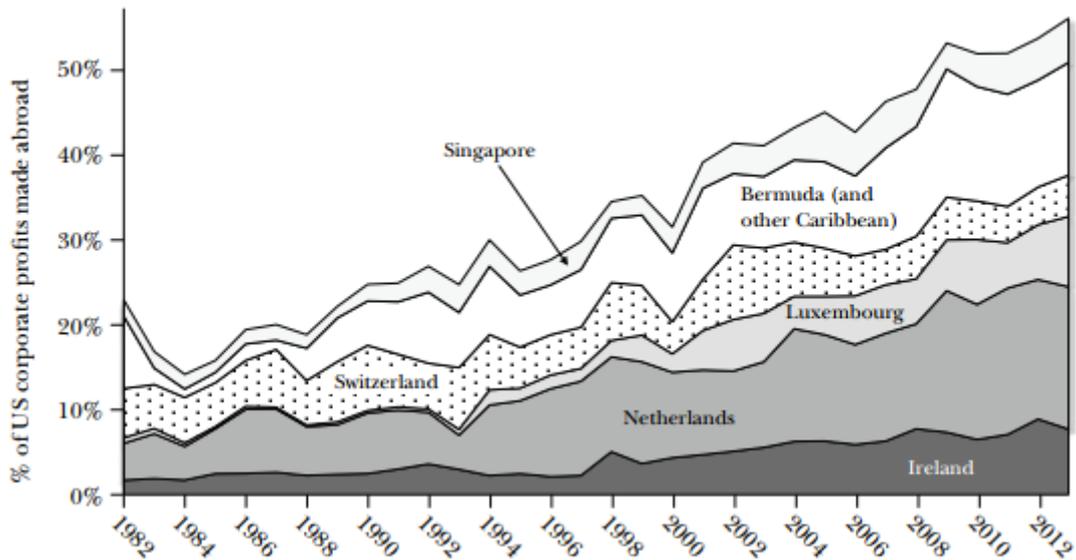
Dans les deux graphiques ci-dessus, on peut constater que les décisions politiques aux Etats-Unis sont alignées avec les préférences des plus riches (graphique du dessous) mais pas avec les préférences de la majorité de la population (graphique du dessus). On constate même que la courbe du dessus est totalement plate, si bien que si 5% de la population américaine veut qu'une loi soit votée alors la probabilité pour qu'elle soit votée est d'environ 17% et si 95% de la population américaine veut qu'une loi soit votée alors la probabilité pour qu'elle soit votée monte difficilement à 18%. Avec les préférences des élites qui est donc la préférence des lobbies de régulation, si 5% des lobbies veulent qu'une loi soit votée alors la probabilité pour que cette loi soit votée est d'environ 1% mais si 95% des lobbies souhaitent qu'une loi soit votée alors la probabilité est de 35%.

C. LA DIMENSION FINANCIERE DE LA PREDATION

Une économie financiarisée est une économie dirigée par les institutions financières. Cette financiarisation de l'économie peut être mesurée grâce au graphique des paradis fiscaux ci-dessous. En effet, la croissance des paradis fiscaux n'est rien d'autre que la croissance des montages financiarisés qui transitent dans les paradis fiscaux. Dans une banque d'investissement ou dans un fond d'investissement, un montage financier qui ne passe pas par un paradis fiscal n'existe pas à partir d'une certaine taille. Autrement dit, le graphique ci-dessous

montre que la dimension financière de l'économie est passée d'environ 15% en 1984 à environ 55% en 2013⁷⁰.

The Share of Tax Havens in US Corporate Profits Made Abroad

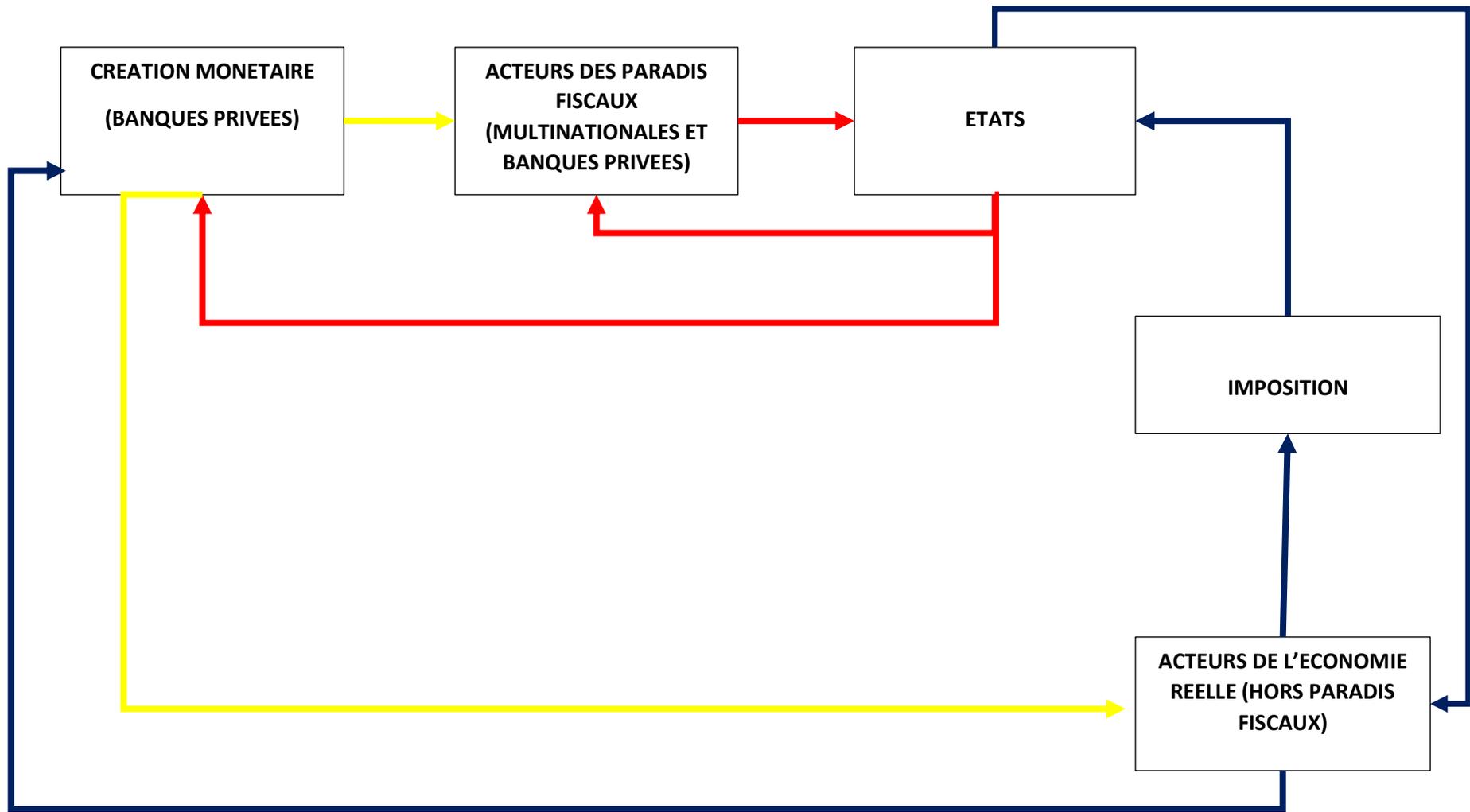


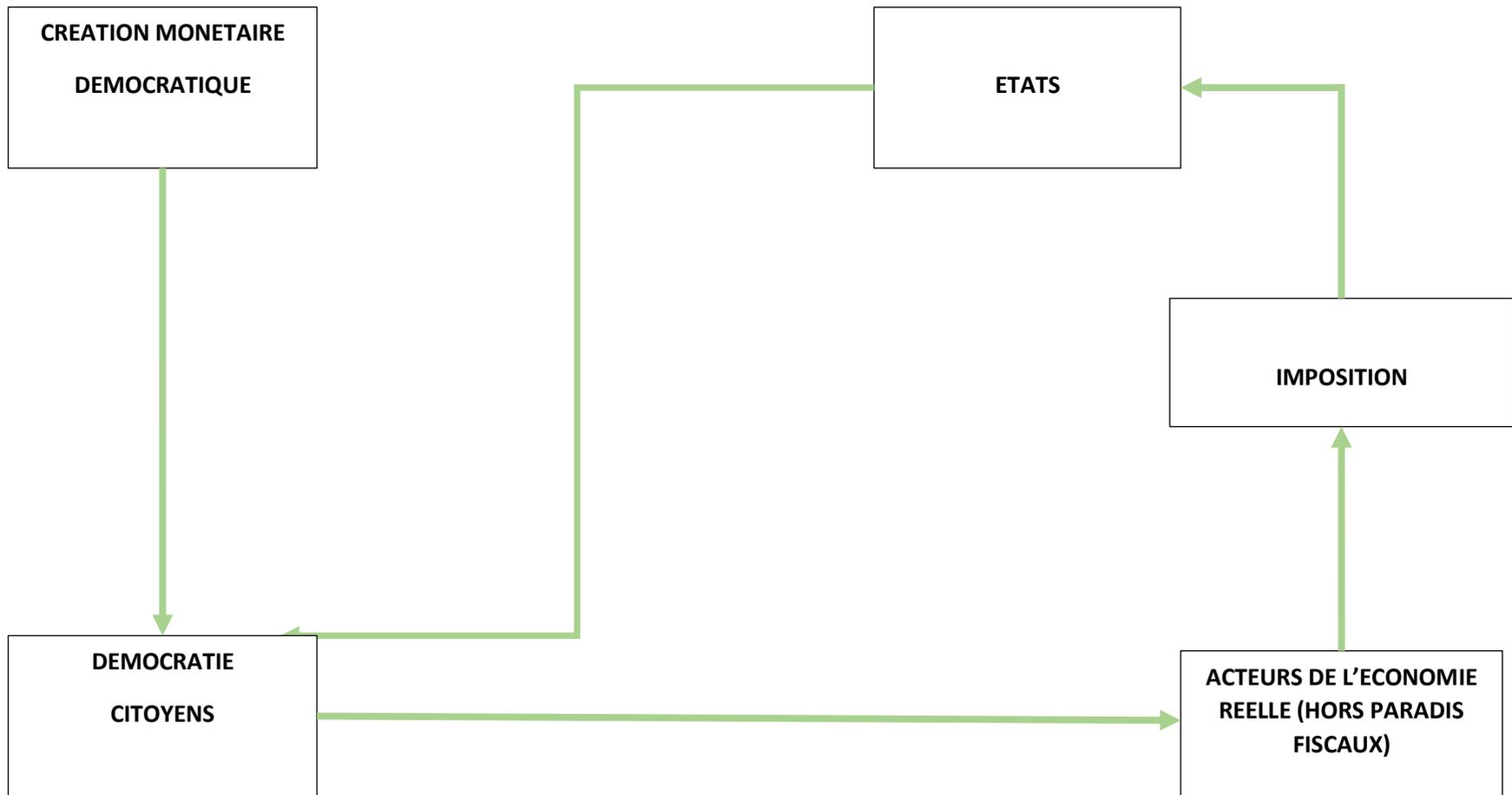
Or la captation des profits par les multinationales qui provoquent des politiques d'austérité est la conséquence selon nous inéluctable de la structure du circuit et de la création monétaire au stade technique de notre civilisation. Le pouvoir des institutions financières a en effet pour cause le monopole de la création monétaire par les institutions financières, en l'occurrence les banques privées. Ainsi une économie est dans notre typologie un oligopole étatique si l'Etat possède le monopole de la création de monnaie, l'économie est un oligopole bancaire si les banques privées possède le monopole de la création de monnaie et l'économie est démocratique si la création monétaire se fait par le bas. C'est un modèle que l'on retrouve dans les études anthropologiques de Pierre Clastres puisque l'anthropologue explique comment les sociétés indiennes sont démocratiques parce que le pouvoir est toujours endetté vis-à-vis du peuple. Ainsi, dans notre

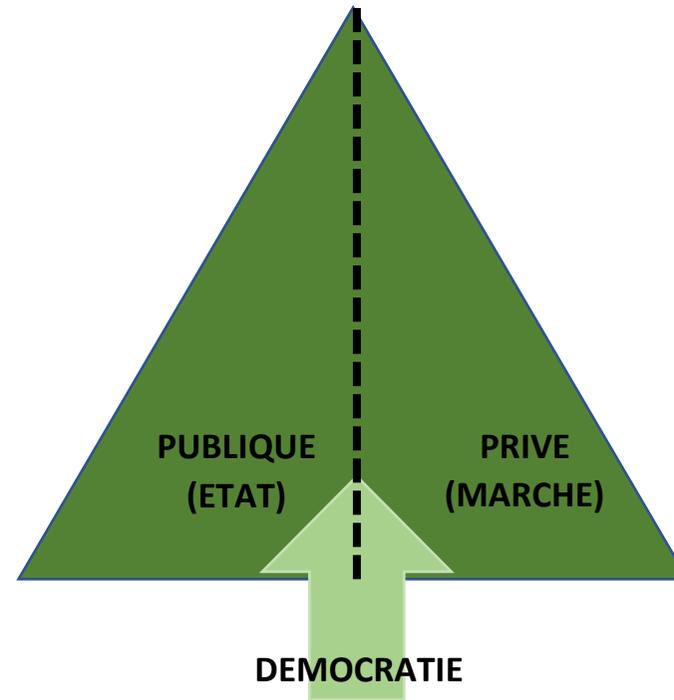
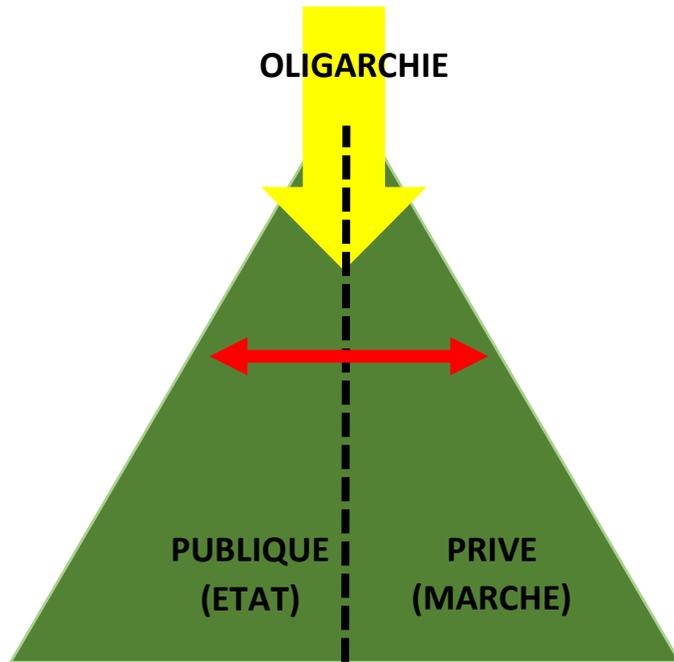
⁷⁰ Gabriel Zucman – The Hidden Wealth of Nations.

troisième schéma, soit une majorité est endettée vis-à-vis d'une minorité et l'on a une oligarchie à tendance ou bien étatique si cette oligarchie est publique, ou bien privée si elle est privée ; soit c'est la minorité qui est endettée vis-à-vis de la majorité qui possède le pouvoir d'endetter la minorité des chefs. C'est alors le pouvoir du peuple, la démocratie. C'est cette opposition entre la démocratie et l'oligarchie qui intéresse Graeber puisque l'Etat et le Marché sont pour lui « les deux flancs de la même bête ».

Dans le circuit monétaire du premier schéma, les flèches en jaune représentent la création de monnaie, les flèches en rouge le circuit des rentes de régulation par lesquels les états rémunèrent les multinationales. Enfin le circuit en bleu représente la partie de l'économie dite réelle, c'est-à-dire de l'économie de la majorité des individus qui n'ont pas un accès prioritaire ou qui n'ont pas d'accès du tout aux paradis fiscaux, aux rentes de régulation et à la création monétaire. Ce premier schéma correspond à la pyramide oligarchique du troisième schéma. Le second schéma correspond lui à la pyramide démocratique du troisième schéma. Les flèches sont représentées en vert pour insister sur le fait que la démocratie réelle est selon nous la seule et unique solution à la crise écologique. En effet, pour ne pas participer à la crise écologique et pour ne pas polluer, encore faut-il avoir la possibilité réelle de ne pas polluer et donc de ne pas travailler pour une entreprise qui pollue. La seule voie alternative à l'hubris de la croissance économique quantitative – la croissance habituelle - est alors la possibilité pour le citoyen de vivre modestement sans travailler et donc sans produire des biens et des services qui détruisent la planète. Ainsi, la différence entre l'écologie formelle et l'écologie réelle est la même différence que celle entre la démocratie formelle et la démocratie réelle ou encore entre la liberté réelle et la liberté formelle, c'est le revenu inconditionnel qui ne peut être financé selon nous que par une création monétaire directement injectée dans les comptes bancaires des citoyens.







Nous compléterons cette analyse de James Bessen pour montrer que les rentes de régulation sont bien la source principale des profits des entreprises cotées aujourd'hui mais que d'une part la source de ces rentes est une création monétaire de haut en bas qui prête majoritairement aux entreprises cotées par le biais des paradis fiscaux et que d'autre part nous avons dans ce mécanisme, qui part de la forme de la création monétaire vers la captation de cette monnaie dans les entreprises cotées et l'utilisation de cette monnaie pour obtenir des rentes de régulation et accroître ainsi leurs profits, la cause fondamentale de la croissance des inégalités et des politiques d'austérité puisque la monnaie créée dans les paradis fiscaux nourrit sans cesse des multinationales. Notre thèse est que tout ce mécanisme est la conséquence inéluctable de la création monétaire oligarchique sous sa forme privée actuelle. Cette thèse n'est absolument pas nouvelle. Comme nous l'avons indiqué, les civilisations anciennes avant la Rome antique pratiquaient inconditionnellement justement le jubilé, soit l'annulation des dettes, tous les cinquante ans, afin de garantir la liberté et la démocratie à leurs citoyens⁷¹. La période fordiste est donc selon nous une période de compétition entre la création monétaire oligarchique sous forme privée par les banques et la création monétaire oligarchique sous forme publique par les états. En effet, c'est l'appropriation des moyens de production de monnaie et non de des moyens de production de biens et de services qui est le cœur du capital et donc du régime d'accumulation. Ainsi, en France, par exemple, les moyens de production de monnaie que sont les banques endettent le pays et, une fois le pays endetté, les

⁷¹ Les lecteurs curieux peuvent lire les ouvrages de Michael Hudson mais aussi ses articles sur son site : <https://michael-hudson.com/>.

oligarques peuvent acheter les moyens de production de biens et de services comme les aéroports ou encore les autoroutes. Comme l'avait encore compris Veblen : « *dans le contexte de la subordination du processus de processus des machines au système des prix, crédit et finance deviennent un outil de contrôle des marchés, et une disjonction s'opère entre propriété et gestion technique*⁷² ». Historiquement, cette compétition a été bénéfique pour les citoyens parce que la création monétaire oligarchique privée, n'étant pas hégémonique, ne pouvait pas abuser de son pouvoir et les citoyens, si les conditions de travail se dégradait trop, pouvaient travailler pour les états qui parvenaient à réduire le chômage grâce une création monétaire qui produisait de l'emploi. Tout le travail de Benjamin Lemoine dans son ouvrage « L'Ordre de la Dette » explique ainsi comment les banques privées se sont accaparées la souveraineté monétaire des circuits du trésor de l'état qui avaient permis une élévation du niveau de vie en France – et généralement en Occident – grâce aux investissements productifs de l'état et ce avant que l'oligarchie étatique abandonne l'intérêt général pour fusionner avec l'oligarchie privée afin de servir les intérêts acquis. Un autre facteur était que la plus faible productivité rendait nécessaire une plus grande quantité de travail humain pour produire les biens et les services des individus au sommet des hiérarchies si bien que le pouvoir des individus en bas des pyramides des entreprises et des états était renforcé. A cela s'ajoute aussi la question de la mondialisation des procédures de production mais cette question devient secondaire au XXIème siècle puisque la baisse des coûts de la robotique amène les entreprises à ramener les moyens de production dans les pays occidentaux.

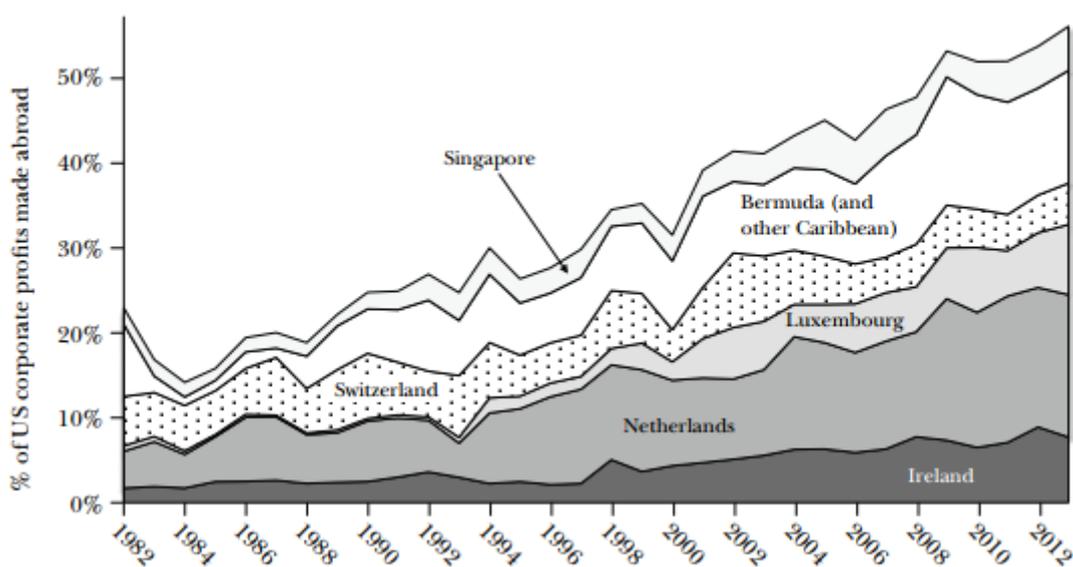
Aussi préférable que soit cette configuration fordiste par rapport à celle du néolibéralisme, nous défendons l'idée inspirée du jubilé mais aussi des travaux de David Graeber, de Steve Keen et de Philippe Van Parijs qui est une idée radicalement démocrate, l'idée qu'une autre forme de création monétaire est non

⁷² Alice Le Goff – Introduction à Thorstein Veblen – Page 51.

seulement possible mais encore nécessaire pour éviter que la société de la prédation qui est en train de produire un archipel français n'amène une guerre civile de classe mais aussi pour que les citoyens, libérés de la contrainte de se vendre à tout prix et dans n'importe quelles conditions au marché, puissent retrouver un pouvoir de négociation et la possibilité de choisir les entreprises dans lesquelles ils souhaitent travailler selon des critères éthiques et écologiques. En effet, selon nous, l'économie et les entreprises doivent être au service de l'humanité et non l'inverse. Le masochisme idéologique de l'homme intrinsèquement mauvais issu d'une certaine interprétation du christianisme qui oublie le rôle politique du Christ et qui a amplifié ce masochisme par le protestantisme comme esprit du capitalisme selon Weber doit cesser. Comme le montrent les travaux anthropologiques de Turner dans l'ouvrage culte « The Fire of the Jaguar », l'homme n'est ni intrinsèquement bon, ni intrinsèquement mauvais. C'est la société de la prédation fondée sur la religion de la dette et du travail comme activité de remboursement des dettes nouvelles et de valorisation des anciennes dettes – le capital sous forme de fonds propres – qui est mauvaise. Ainsi c'est son fondement intrinsèquement inégalitaire de la dynamique de la création monétaire sous forme exclusive et hégémonique de dette aux intérêts composés qui doit être rectifié. Alors la création monétaire pourrait non seulement être démocratique mais la monnaie pourrait aussi être créée sous une autre forme que la dette pour donner un pouvoir de négociation et une liberté réelle des citoyens face au marché, nous faisons référence à une création monétaire sous forme de revenu inconditionnel. Notre thèse est que seule la création monétaire sous forme de revenu inconditionnel peut garantir à la fois la liberté réelle des individus (liberté de vivre leurs vies selon leurs valeurs, écologiques, éthiques, etc.), la démocratie et l'égalité. Il nous semble en effet qu'une telle création monétaire de bas en haut - un revenu inconditionnel financé par la création monétaire, un jubilé permanent adapté au stade technologique d'une production automatisée à taux marginal nul qui encourage le sabotage de l'intérêt général par

les intérêts acquis pour maintenir le taux de profit ainsi que l'avait théorisé Veblen - serait la seule solution pour retrouver une démocratie et une société plus égalitaire quand la création monétaire concentre toutes les richesses dans les paradis fiscaux⁷³ et donc dans la main d'une oligarchie. En effet, comme la lutte pour l'appropriation des moyens de production de monnaie est l'essence de la lutte des classes et du capital, il ne reste alors plus, pour cette classe dominante, qu'à utiliser l'argent de la création monétaire pour faire du lobbying et de la propagande afin de capter les moyens de production des biens et des services par un mécanisme d'austérité ou de privatisation que David Harvey a analysé sous l'angle marxiste de l'appropriation par dépossession. Le graphique ci-dessous qui montre la croissance des profits réalisés dans les paradis fiscaux est éloquent puisque l'on peut mesurer la croissance de la prédation fiscale par ce graphique dès lors que l'on considère « l'optimisation fiscale » comme un moyen d'obtenir une rente d'évasion fiscale et donc un avantage compétitif qui sonne un accès privilégié à la création monétaire.

The Share of Tax Havens in US Corporate Profits Made Abroad



⁷³ Gabriel Zucman: Journal of Economic Perspectives – Page 128 : <http://gabriel-zucman.eu/files/Zucman2014JEP.pdf>.

Si l'on calcule les corrélations entre la masse de la création monétaire et les données utilisées par James Bessen pour mesurer la « masse de la régulation » en nombre de mots comme indicateur du degré de rente de régulation (puisque ce sont essentiellement les intérêts spéciaux des multinationales qui font du lobbying pour modifier la régulation et pas les intérêts généraux du bien commun), alors on constate que la corrélation entre la création monétaire et la création de régulation est extrêmement forte dans le tableau ci-dessous :

RELATION	CORRELATION
Masse Monétaire M3 / Richesse des Top 1% (1971/2015)	0,94
Masse Monétaire M3 / Taille Régulation (1971/2017)	0,93
Taille Régulation / Richesse des Top 1%	0,88
Masse Monétaire M3 / NASDAQ (1971/2017)	0,93
Taille Régulation / NASDAQ (1971/2017)	0,84
Taille Régulation / NASDAQ (1971/2017)	0,76
Taille Régulation / NASDAQ (1971/1999)	0,66
Taille Régulation / NASDAQ (2000/2017)	0,70
Masse Monétaire M3 / Richesse Top 1% (1971/1999)	0,78
Masse Monétaire M3 / Richesse Top 1% (2000/2015)	0,87

Nous reviendrons plus en détail sur ces données dans la partie empirique. Nous nous contentons ici de constater le niveau très élevé des corrélations. La cause de cette corrélation de 0.93 entre la masse monétaire et la masse de la régulation tient au fait que l'accès privilégié des multinationales aux paradis fiscaux donne à ces multinationales un accès prioritaire à la création monétaire sous forme de dettes par les banques privées – accès prioritaire qui s'explique par l'avantage en termes de concurrence que procure un accès aux paradis fiscaux –, lequel accès prioritaire permet à ces multinationales de réaliser du lobbying pour obtenir diverses rentes et en particulier un meilleur accès aux paradis fiscaux. Les cercle vicieux se referme et les riches s'enrichissent tandis que les pauvres s'appauvrissent et les riches font d'autant plus la propagande du déversement qu'il n'existe justement

pas de déversement par ce mécanisme. Evidemment, s'il y avait un déversement de la monnaie des riches vers les pauvres, ils n'en feraient pas la propagande. Tout l'accroissement des inégalités des dernières décennies s'explique essentiellement par ce simple cercle vicieux qui est amplifié par une automatisation de l'industrie par lequel les riches ont de moins en moins besoin du travail des pauvres à mesure que les robots et les logiciels les remplacent.

D. LE REGIME D'ACCUMULATION CAPITALISTE DE LA PREDATION

La méthodologie de l'abduction dont la supériorité scientifique a selon nous été démontrée par la philosophie de Roy Bhaskar nous amène à rechercher les mécanismes générateurs des phénomènes économiques que nous venons de décrire. Notre modèle qui explique les phénomènes d'informatisation, de financiarisation et de féodalisation de l'économie est le suivant. Nous considérons que le paradigme de l'information avec les GAFAM a remplacé le paradigme fordien. Par un hasard ironique, nous utiliserons le schème explicatif du forage pétrolier de l'ancien paradigme afin d'expliquer le nouveau paradigme économique. La valorisation du capital nécessite de trouver sans cesse des activités humaines – que nous nommerons chaînes de commodité en référence à Dan Schiller et à Immanuel Wallerstein – qui doivent être transformées en capital. Ces activités représentent dans notre modèle des puits de pétrole. Afin de transformer ces réserves de pétrole en capital, les TIC jouent le rôle des techniques de forage qui accèdent à ces réserves et accroissent la porosité et la perméabilité de ces réserves par le codage informatique des activités humaines. En effet, seules

les activités humaines codées peuvent rentrer dans la raffinerie financière puisque les modèles financiers (DCF : Discounted Cash-Flows) requièrent des données chiffrées afin de convaincre les investisseurs. La finance constitue le second pilier de notre modèle dynamique qui permet de raffiner les activités humaines par des modèles financiers afin de les rendre compatible avec le capital. Le troisième pilier qui donne la stabilité à notre table théorique est le pilier des droits de propriété puisque les activités humaines, comme les réserves de pétrole, doivent être privatisées pour rentrer dans la procédure capitaliste. Il s'agit en particulier des rentes de régulation analysées par Bessen et des droits de propriétés intellectuels (DPI). C'est par ce modèle que nous réconcilions les trois dimensions de l'information (les TIC), de la financiarisation (les DCF), et de la féodalisation (DPI) après avoir évacué au début de notre démonstration la dimension des services. Nous avons donc un mécanisme générateur du capital – le régime d'accumulation dynamique étudié par la TR qui fonctionne sur l'épistémologie de Bhasar et de Graeber - qui fonctionne comme le forage pétrolier, selon le mécanisme générateur qui consiste à injecter des TIC dans des activités humaines (dimension informationnelle de notre régime d'accumulation ou RA) , à les privatiser par DPI (dimension féodale de notre RA liée aux « enclosures » désormais intellectuelles et à l'appropriation par dépossession décrite par Dan Schiller et David Harvey) et à les transformer en capital par des modèles financiers tels que les DCF (dimension financière de notre RA). A noter que l'argent peut être comparé au liquide qui est injecté dans les puits de pétrole pour faire remonter le pétrole à la surface, le pétrole étant dans un régime d'accumulation le profit.

Il nous faut maintenant distinguer le fond du RA, le cœur du mécanisme générateur. En effet, la forme du capitalisme et du RA change d'une révolution industrielle à l'autre mais le cœur lui ne change jamais. Ainsi, de même que dans

le corps humain, le sang est un flux héraclitéen si bien qu'aucune molécule ne se baigne deux fois dans la même veine, le circuit sanguin lui ne change pas. Ce circuit qui ne change pas, cette structure économique qui ne change pas, c'est le système monétaire. Ainsi, de même que le cœur est le moteur du système sanguin, la création monétaire est le cœur du système capitaliste par lequel la quantité d'argent « a » est sans cesse créée pour que l'équation du mécanisme générateur du capitalisme et du RA, l'équation « $A \rightarrow A+a$ » devienne possible. Le rôle de la structure du circuit monétaire et donc de la création monétaire comme mécanisme générateur qui explique les phénomènes de la forme du RA – services, informatisation, financiarisation, féodalisation, oligarchie, hausse des inégalités – nous semble être confirmé par nos résultats empiriques puisque les corrélations résumées dans le tableau ci-dessous sont très fortes entre la création monétaire et les différentes mesures des dimensions de la forme du RA que nous avons analysé.

RELATION	CORRELATION
Masse Monétaire M3 / Richesse des Top 1% (1971/2015)	0,94
Masse Monétaire M3 / Taille Régulation (1971/2017)	0,93
Taille Régulation / Richesse des Top 1%	0,88
Masse Monétaire M3 / NASDAQ (1971/2017)	0,93
Taille Régulation / NASDAQ (1971/2017)	0,84
Taille Régulation / NASDAQ (1971/2017)	0,76
Taille Régulation / NASDAQ (1971/1999)	0,66
Taille Régulation / NASDAQ (2000/2017)	0,70
Masse Monétaire M3 / Richesse Top 1% (1971/1999)	0,78
Masse Monétaire M3 / Richesse Top 1% (2000/2015)	0,87

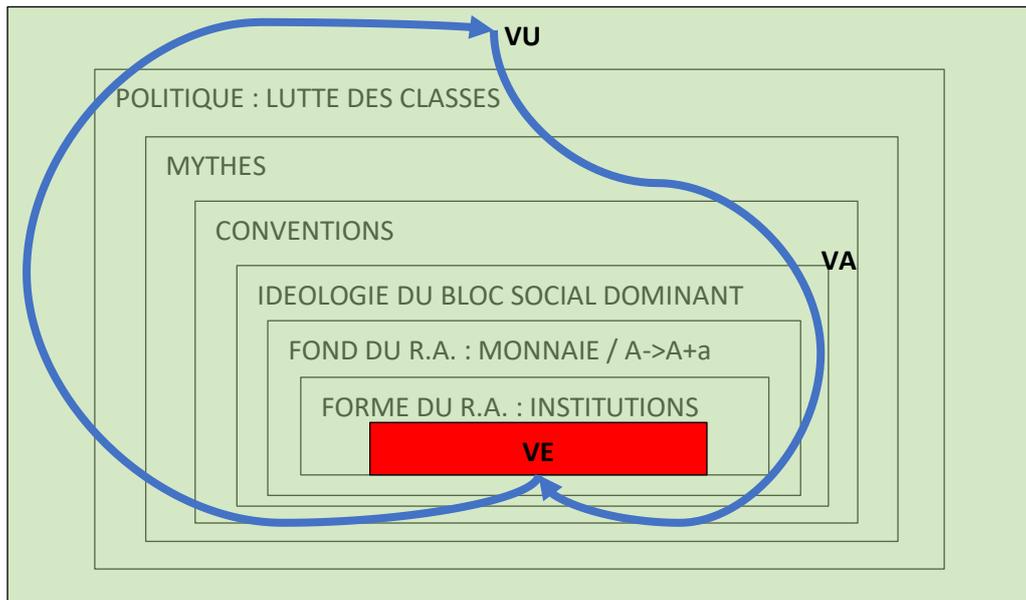
Le passage de la corrélation de 0.94 entre la masse monétaire M3 et la richesse relative des 1% les plus riches à la causalité ou encore le passage de la corrélation entre la masse monétaire M3 et la taille de la régulation tient selon nous à la qualité de notre modèle théorique et à sa capacité à prouver que ces corrélations sont des relations causales par son pouvoir explicatif. Les études statistiques que nous avons menées avec R semblent indiquer des causalités avec des p-valeurs satisfaisantes mais notre manque de maîtrise des statistiques nous empêche de prouver le passage délicat de la corrélation à la causalité. De plus, notre modèle

épistémologique inspiré par Bhaskar nous convainc que la causalité ne peut être prouvée que par les mécanismes générateurs identifiés dans le modèle du chercheur si bien que notre modèle théorique nous semble suffisamment bon pour expliquer les phénomènes empiriques. Enfin, ce modèle inspiré par Keynes et Minsky et plus récemment par Keen et Hudson possède non seulement un pouvoir explicatif dont la supériorité peut être considérée comme subjective mais il possède aussi un pouvoir prédictif puisque ce modèle qui prend en compte la création monétaire et qui a été développé par les économistes que nous venons de citer aboutit à des résultats de prédiction très impressionnants et très supérieurs au modèle dominant de la « théorie quantitative de la monnaie » issu des travaux de Friedman. Par conséquent nous avons la certitude d'utiliser le modèle économique qui possède le pouvoir de prédiction le plus élevé, quelles que soient les limites de la prédiction dans des sciences sociales et humaines qui sont d'autant plus incertaines que l'homme est libre. Nous ajoutons cependant que les économistes cités sont des économistes post-keynésiens et que leur prise en compte de l'incertitude est par conséquent tout à fait sérieuse.

Comme notre modèle général est fondé sur la lutte des classes, il s'agit selon nous de distinguer le fond de la lutte des classes qui est la lutte pour l'appropriation des moyens de production de monnaie de la forme de la lutte des classes qui est la lutte pour l'appropriation des moyens de production des biens et des services. En effet, dans le schéma ci-dessous, à chaque strate de la société, il y a lutte des classes et nous pouvons déjà comprendre par ce schéma que le mythe constitue le terrain principal de la lutte des classes, ce que nous prouverons par les travaux de Turner et de Scott. C'est pour cette raison que Graeber se focalise sur la lutte des classes par des mythes porteurs de valeurs morales qui justifient la domination des dominants (le mythe du troc pour justifier la morale la dette, le mythe du travail comme bien en soi, le mythe du déversement pour justifier les inégalités, etc.). Pour résumer, chaque mécanisme générateur surdétermine les mécanismes

générateurs plus superficiels si bien que le mécanisme générateur le plus profond, la lutte des classes surdétermine le mécanisme générateur des mythes qui surdétermine les conventions d'où naissent les institutions et en particulier l'institution centrale de la civilisation moderne, la monnaie. Comme l'ont montrés les privatisations, notamment récemment en Grèce, le fond de la lutte des classes surdétermine la forme de la lutte des classes. Si nous reprenons notre schéma, nous passons ainsi de la forme du RA au fond du RA. Ainsi, dans le schéma ci-dessous, la création du modèle inspiré par métaphore du forage pétrolier est le passage dans notre schéma de la forme du RA – c'est-à-dire de sa phénoménologie à la fois informationnelle, financière et féodale – au fond du RA qui est notre création monétaire comme mécanisme générateur qui surdétermine les autres institutions. Ainsi les valeurs – au sens des valeurs axiologiques (VA) – sont imposées par des mythes générateurs de conventions et d'institutions dans le cadre d'une lutte des classes qui transforme la nature (VU) et culture (VE) et attribue ainsi des valeurs marchandes aux biens et aux services. Le but ici n'est pas de perdre le lecteur mais de mentionner qu'une théorie inspirée des travaux de Bhaskar, Turner, Lawson, Veblen et Graeber inspire nos investigations à un niveau épistémologique et ontologique. Le lecteur pourra lire des articles déjà publiés à ce sujet⁷⁴.

⁷⁴ <http://www.journaldumauss.net/?+-Roy-Bhaskar-1944-2014-+>.



Nous avons montré qu'il existe des corrélations très fortes entre la croissance de la masse monétaire qui est donc le fond de notre RA et des phénomènes tels que la croissance de la taille de la régulation, la croissance des inégalités, la croissance des paradis fiscaux, la croissance des droits de propriété intellectuelle et la croissance des TIC. Notre modèle théorique est alors celui des circuits monétaires décrits plus hauts. Selon ces circuits, il existe des cercles vicieux oligarchiques par lesquels la monnaie créée se traduit en rentes de régulation qui accroissent l'accès aux paradis fiscaux et donc à la monnaie créée qui accroît alors les profits, lesquels profits sont alors à nouveau utilisés pour obtenir des rentes de régulation et ainsi de suite, *ad mortem aeternam*, étant donné le désastre écologique qui s'ensuit selon nous.

Nous aimerions conclure cette partie par un exemple concret du passage du circuit monétaire actuel au circuit monétaire que nous proposons et que nous considérons comme démocratique. Dans les deux tableaux, les lignes correspondent à la répartition des classes économiques par tranches de revenus. Soit Q la quantité totale de monnaie. Dans le premier tableau, nous créons une quantité de monnaie $dQ=0.5*Q$ d'une manière radicalement démocratique, c'est-à-dire injectée directement dans les comptes des citoyens. On peut constater entre la colonne en

jaune de la répartition des richesses avant la création monétaire démocratique et la colonne en bleu de répartition des richesses après la création monétaire démocratique que la réduction des inégalités est très importante. Ainsi les 10% les moins riches qui possédaient seulement 0.10% des richesses en possèdent 3.40% après cette création monétaire. Dans le second tableau, l'on constate que même la création monétaire sous forme démocratique $dQ=0.10*Q$ produit une réduction des inégalités significative puisque les 10% les moins riches disposaient seulement de 0.10% des richesses avant la création monétaire démocratique, dispose de 1,00% des richesses après la création monétaire démocratique, soit une richesse multipliée par 10.

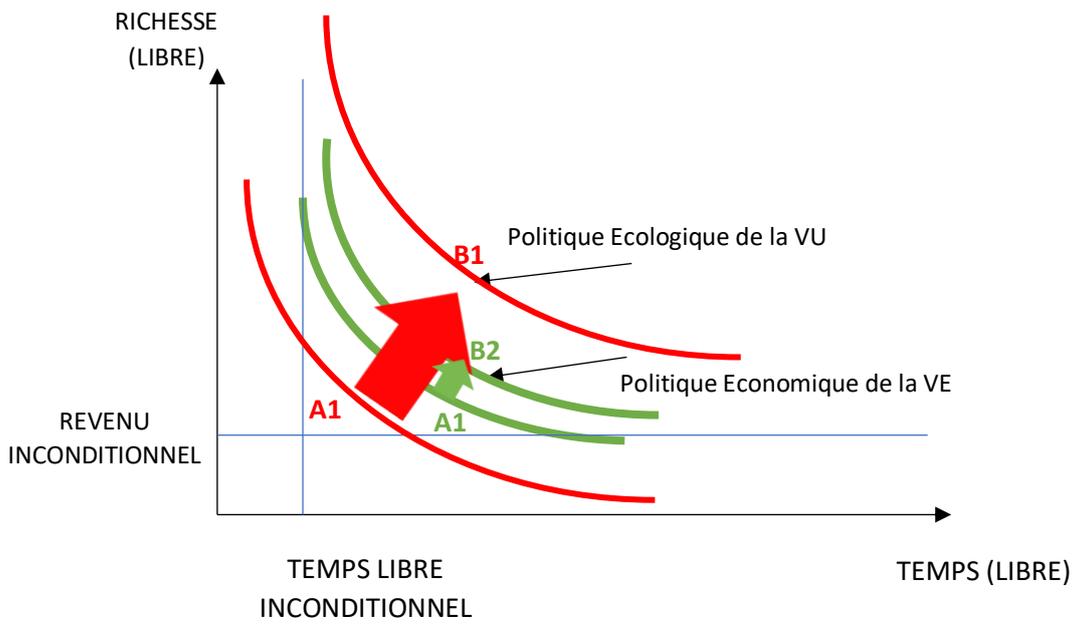
Q	1 000 000 000				
dQ	500 000 000	50%			
1	2	50,00%	500 000 000	550 000 000	36,67%
2	4	25,00%	250 000 000	300 000 000	20,00%
3	8	12,50%	125 000 000	175 000 000	11,67%
4	16	6,25%	62 500 000	112 500 000	7,50%
5	32	3,13%	31 250 000	81 250 000	5,42%
6	64	1,56%	15 625 000	65 625 000	4,38%
7	128	0,78%	7 812 500	57 812 500	3,85%

				53 906	
8	256	0,39%	3 906 250	250	3,59%
				51 953	
9	512	0,20%	1 953 125	125	3,46%
				50 976	
10	1024	0,10%	976 563	563	3,40%

	1 000 000				
Q	000				
dQ	100 000 000	10%			
			500 000	510 000	
1	2	50,00%	000	000	46,36%
			250 000	260 000	
2	4	25,00%	000	000	23,64%
			125 000	135 000	
3	8	12,50%	000	000	12,27%
			62 500	72 500	
4	16	6,25%	000	000	6,59%
			31 250	41 250	
5	32	3,13%	000	000	3,75%
			15 625	25 625	
6	64	1,56%	000	000	2,33%
				17 812	
7	128	0,78%	7 812 500	500	1,62%
				13 906	
8	256	0,39%	3 906 250	250	1,26%
				11 953	
9	512	0,20%	1 953 125	125	1,09%

10	1024	0,10%	976 563	10 976 563	1,00%
----	------	-------	---------	---------------	-------

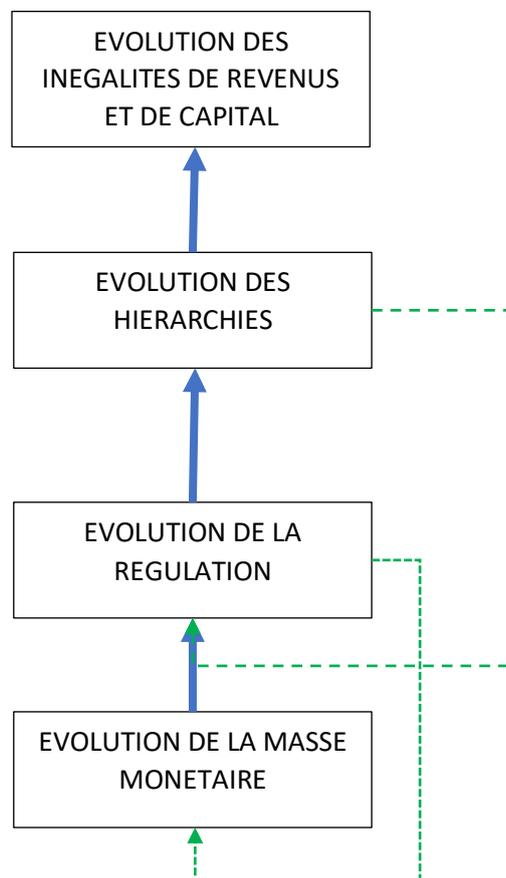
Cette transition correspond tout-à-fait à la transition des courbes rouges aux courbes vertes ci-dessous puisque les richesses tendent à se concentrer autour de la moyenne et à réduire ainsi les tendances inégalitaires du régime d'accumulation (RA). L'idée avec une création monétaire démocratique est de réaliser un changement de repère afin de passer du repère en noir au repère en bleu. Le but est de garantir non seulement un revenu inconditionnel mais aussi un temps libre inconditionnel dont la condition de possibilité est le revenu inconditionnel. En effet, un individu pourra être contraint de travailler le soir et le week-end s'il a peur d'être licencié et de se retrouver sans revenus mais il sera dans la capacité de refuser cette exploitation s'il sait qu'il bénéficie toujours d'un revenu inconditionnel. Le rapport de force entre l'entreprise et l'individu change.



3. LA DETTE COMME PREDATION

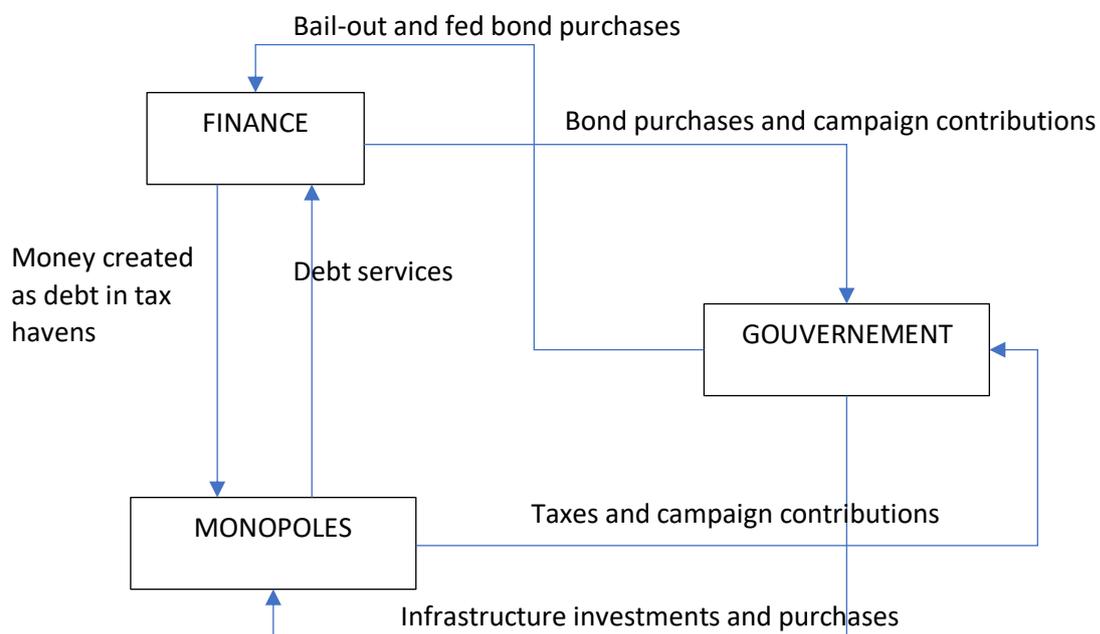
1) EMPIRIE DE DE LA PREDATION

Nous rappelons que nous souhaitons prouver la chaîne de causalité suivante :



Nous retrouvons un schéma plus élaboré et plus réaliste ci-dessous dans l'ouvrage « Finance as Warfare » de Michael Hudson. Cependant, pour qu'il y ait

croissance, il faut qu'il y ait croissance et donc création de monnaie sous forme de dette. C'est la condition de possibilité nécessaire et suffisante à la croissance du capital. Les travaux récents de Hudson ou encore ceux de Keen inspirés des travaux de Minsky montrent bien comment les cycles économiques dépendent de la création de monnaie sous forme de dette. Autrement dit, la complexité du schéma ci-dessous n'empêche pas l'existence du schéma plus simple ci-dessus.



L'hypothèse centrale de notre analyse de la prédation est celle du rôle central joué par la création monétaire dans la prédation. Autrement dit, c'est la forme de l'institution monétaire qui est le facteur le plus déterminant pour influencer le caractère prédateur – orienté vers les intérêts acquis – ou le caractère productif – orienté vers l'intérêt général d'un régime d'accumulation capitaliste. Selon notre chaîne de causalité, la captation de la création monétaire – directement par le pouvoir de création monétaire ou indirectement par le pouvoir d'accès à la

création monétaire via les paradis fiscaux – se traduit par un pouvoir de lobbying et donc d’écriture de la régulation. C’est l’accès à la monnaie créée sous forme de dette qui permet de modifier la régulation afin de capter les intérêts acquis. Nous utilisons les données utilisées par James Bessen⁷⁵ qui mesure les rentes de régulation à la taille de la régulation en mots, l’écriture de la régulation étant le fait des intérêts acquis et non de l’intérêt général. L’hypothèse selon laquelle ce sont les intérêts acquis minoritaires des plus riches qui écrivent les régulations a été démontrée dans une étude de Princeton⁷⁶. Cette écriture de la régulation requiert dans les entreprises un salariat qui n’est pas spécialisé dans la production de biens ou de services mais dans la production de cette régulation. Ce sont, pour Veblen, les hommes d’affaire dont la logique prédatrice est portée sur les intérêts acquis et dont le revenu dépend d’une différence de savoir-faire dans la maîtrise des techniques juridico-financières des intérêts acquis. Ces techniques, très politiques, requièrent de maîtriser non seulement ce savoir-faire (décorrélé de toute production et même, comme l’avait prévu Veblen, inversement corrélé à la productivité dès que celle-ci atteint un certain stade, c’est ce que Veblen nomme le sabotage) mais de protéger l’accès à ce savoir-faire puisque la différence de revenu avec les autres employés dépend de ce différentiel de connaissance. Par conséquent ces structures entrepreneuriales de valorisation des intérêts acquis sont essentiellement hiérarchisées et donc verticales par rapport à la structure horizontale de la production de ce que Veblen nomme la logique industrielle et de l’intérêt général. Au stade de la prédation qui est le stade d’automatisation de la technologie numérique avec son coût marginal nul, la logique des affaires et donc des intérêts acquis doit dominer totalement la logique industrielle de l’intérêt général. Le capital n’est plus industriel, il n’est plus horizontal : il est vertical. Le

⁷⁵ <https://www.bu.edu/law/files/2016/05/Accounting-for-Rising-Corporate-Profits.pdf>.

⁷⁶ https://scholar.princeton.edu/sites/default/files/mgilens/files/gilens_and_page_2014_testing_theories_of_american_politics.doc.pdf.

capital est le pouvoir hiérarchique ainsi que Nitzan l'a théorisé et que Fix l'a démontré.

Cependant, dans notre chaîne causale, nous devons articuler la cause monétaire des inégalités soulevée par Hudson, Graeber et Keen, la cause liées aux rentes de régulation et donc à la logique des intérêts acquis soulevée par Hudson, Veblen et Graeber et enfin, la cause de la hiérarchie soulevée par Nitzan et Fix.

Notre modèle de régression linéaire réalisée avec les données aux Etats-Unis entre 1973 et 2013 montre que nos trois variables explicatives qui sont la masse monétaire totale M3, la taille de la régulation totale (mêmes données que dans l'étude de Bessen) et la taille hiérarchique des entreprises (mêmes données que l'étude de Fix) sont satisfaisantes pour expliquer les inégalités. De plus, de ces trois variables, la masse monétaire M3 semble être le facteur le plus important. Autrement dit, les données semblent expliquer très bien notre théorie. C'est bien la captation du pouvoir monétaire par les banques privées – captation documentée en France par les travaux de Benjamin Lemoine mais la situation est la même aux Etats-Unis – qui est le facteur explicatif principal des inégalités parce que ce nouveau système monétaire hégémonique est organisé d'une manière hiérarchique par une ingénierie financière et juridique complexe à travers des paradis fiscaux si bien qu'une logique des intérêts acquis s'est développée dans toutes les entreprises pour accéder à la masse monétaire créée.

lm(formula = M\$INEGALITES ~ M\$`MOTS REGULARTION` + M\$M3 + M\$`NUMBER OF EMPLOYEES FOR TOP 200 US FIRMS (THOUSANDS)`,

data = M)

Residuals:

<i>Min</i>	<i>1Q</i>	<i>Median</i>	<i>3Q</i>	<i>Max</i>
<i>-0.026319</i>	<i>-0.008719</i>	<i>-0.000760</i>	<i>0.007525</i>	<i>0.037744</i>

Coefficients:

	<i>Estimate</i>	<i>Std. Error</i>	
<i>(Intercept)</i>	1.492e-01	2.104e-02	
<i>M\$`MOTS REGULARTION`</i>	9.246e-10	4.092e-10	
<i>M\$M3</i>	8.744e-15	2.998e-15	
<i>M\$`NUMBER OF EMPLOYEES FOR TOP 200 US FIRMS (THOUSANDS)`</i>	3.642e-06	1.546e-06	
	<i>t value</i>	<i>Pr(> t)</i>	
<i>(Intercept)</i>	7.093	2.13e-08	***
<i>M\$`MOTS REGULARTION`</i>	2.260	0.02982	*
<i>M\$M3</i>	2.916	0.00599	**
<i>M\$`NUMBER OF EMPLOYEES FOR TOP 200 US FIRMS (THOUSANDS)`</i>	2.356	0.02386	*

<i>Signif. codes: 0 '***' 0.001 '**' 0.01 '*' 0.05 '.' 0.1 ' ' 1</i>			

Residual standard error: 0.01404 on 37 degrees of freedom

Multiple R-squared: 0.9373, Adjusted R-squared: 0.9322

F-statistic: 184.4 on 3 and 37 DF, p-value: < 2.2e-16

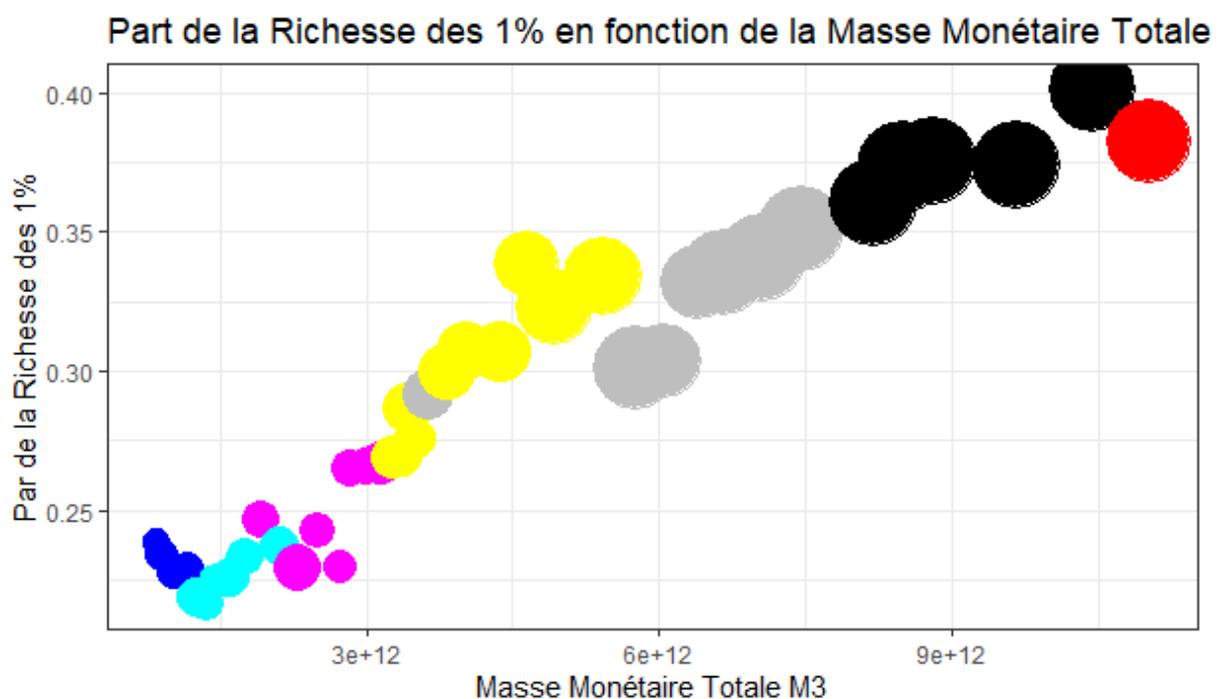
Le tableau de causalité ci-dessous confirme notre régression linéaire. En effet, toutes les corrélations sont élevées et la corrélation la plus élevée concerne la relation entre la mesure de la masse monétaire l'année n-1 et les inégalités. Les corrélations avec un décalage de cinq ou six années entre l'accroissement des inégalités et l'accroissement de la taille de la régulation sont encore plus élevées. C'est difficile à interpréter parce que le pouvoir monétaire se traduit tout le temps en pouvoir de régulation, en hausse de la hiérarchie pour maîtriser les techniques

juridico-financières et en inégalités. Toutefois, on peut constater deux faits empiriques très solides :

- Les corrélations entre nos variables sont très élevées.
- Le fait que la corrélation soit plus forte entre les variables explicatives et la variable à expliquer, les inégalités, l'année n-1 par rapport à l'année n, démontre une temporalité logique puisqu'il existe un délai entre l'écriture d'une régulation favorable aux plus riches et la hausse des inégalités comme il existe un délai entre la croissance de la masse monétaire orientée vers le bénéfice des plus riches – notamment par leur accès aux paradis fiscaux où se déverse cette monnaie créée pour des raisons fiscales – et l'augmentation des inégalités.

RELATIONS (since 1971 in the USA)	CORRELATION
Monetary Aggregate M3 / Top 1% Wealth	0,936
Monetary Aggregate M3 (n-1) / Top 1% Wealth	0,948
Monetary Aggregate M3 (n-2) / Top 1% Wealth	0,918
Monetary Agregate M3 / Size of Regulation (words)	0,928
Monetary Agregate M3 / Size of Regulation (n-1) (words)	0,929
Monetary Agregate M3 (n-1) / Size of Regulation (words)	0,934
Monetary Agregate M3 n-2) / Size of Regulation (words)	0,929
Monetary Aggregate M3 / Size Top 200 US Companies (employees)	0,935
Monetary Aggregate M3 (n-1) / Size Top 200 US Companies (employees)	0,932
Size Regulation / Top 1% Wealth	0,876
Size Regulation (n-1) / Top 1% Wealth	0,906
Size Regulation (n-2) / Top 1% Wealth	0,918
Size Regulation (n-3) / Top 1% Wealth	0,934
Size Regulation (n-4) / Top 1% Wealth	0,945
Size Regulation (n-5) / Top 1% Wealth	0,953
Size Regulation (n-6) / Top 1% Wealth	0,956
Monetary Aggregate M3 / NASDAQ (1971/2017)	0,934
Size Top200 Firms / Size of Regulation	0,896
Size Top200 Firms / Size of Regulation (n-1)	0,889
Size Top200 Firms / Size of Regulation (n-2)	0,888
Size Top200 Firms / Size of Regulation (n-5)	0,884
Size Top 200 Firms / Top 1% Wealth	0,915
Size Top 200 Firms (n-1) / Top 1% Wealth	0,920
Size Top 200 Firms(n-2) / Top 1% Wealth	0,915

Le graphique suivant montre que, aux Etats-Unis, depuis 1973 jusqu'en 2013, les inégalités de capital augmentent avec l'augmentation de la masse monétaire. La taille des bulles représente la taille moyenne de l'entreprise par année tandis que la couleur des bulles représente la taille de la régulation. Avec le spectre lumineux qui va du violet au rouge (des ultra-violets aux infra-rouges), on constate bien que nos trois variables augmentent en même temps. Les quarante années de 1973 à 2013 défilent de gauche à droite puisque la masse monétaire M3 augmente chaque année.



```
ggplot(M,aes(x=M$M3,y=M$INEGALITES))+geom_point(aes(x=M$M3,y=M$INEGALITES),M, size=M$`NUMBER OF EMPLOYEES FOR TOP 200 US FIRMS (THOUSANDS)`/1000, color=M$`MOTS REGULARTION`/10000000)+ labs(x= "Masse Monétaire Totale M3", y= "Par de la Richesse des 1%") + ggtitle("Part de la Richesse des 1% en fonction de la Masse Monétaire Totale M3")+ theme_bw()
```

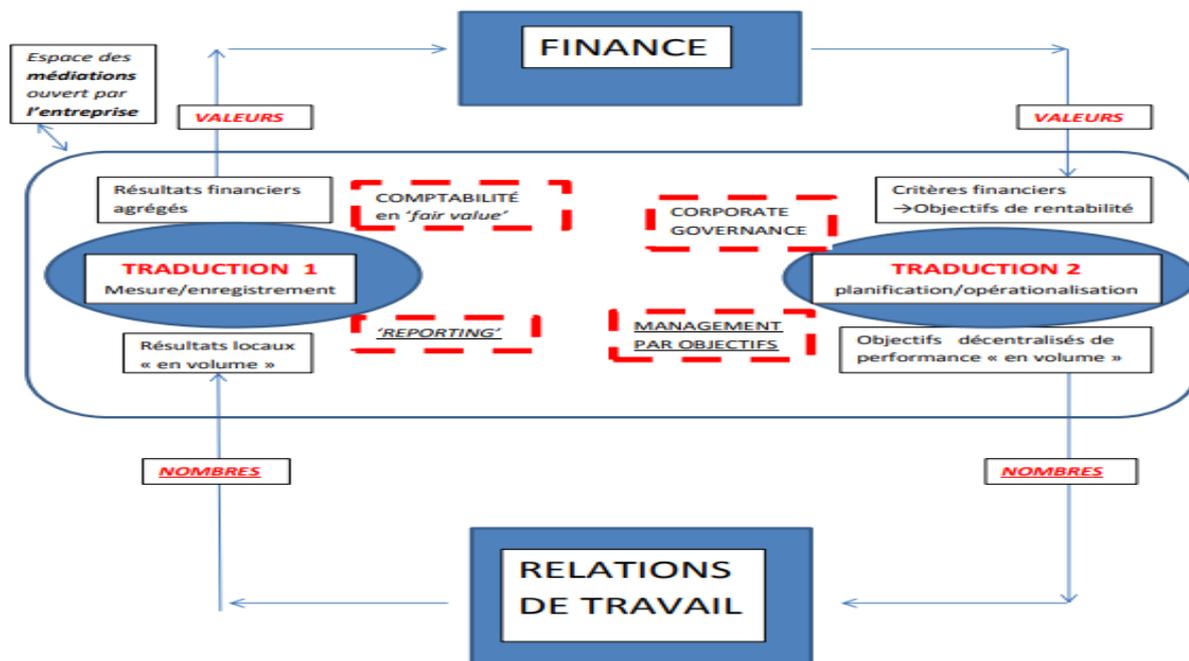
2) LA PRODUCTION DE DETTE COMME PRODUCTION DE HIERARCHIES DE POUVOIR

Les résultats empiriques montrent une très forte corrélation entre la production de dette et la production de hiérarchies au sein des entreprises. Ce phénomène a été étudié par Veblen et plus récemment par Nitzan et Bichler (Bichler et Nitzan, 2009). L'explication tient à ce que la création de dette pour financer l'entreprise est aussi une restructuration de l'entreprise qui se financiarise et requiert une hiérarchie de managers pour gérer le suivi des indicateurs financiers. C'est le phénomène que Veblen nomme le « propriétaire absent ». Au paradigme du capitaine d'industrie qui soumet la logique des affaires à la logique industrielle succède un paradigme financier qui inverse cet ordre de pouvoir :

« Le profil ancien du grand patron industriel, avec une compétence d'ingénieur et une longue expérience professionnelle dans le métier, repéré par le type de produits, s'efface devant celui du financier aux compétences gestionnaires indépendantes du secteur d'activité, donc aisément transportables, et permettant ainsi de se déplacer sur le marché des services managériaux en fonction des offres les plus attractives. En arrière-plan de ce déplacement de la compétence des dirigeants, se profile « une conception de l'entreprise, qui n'est plus celle d'un centre de production et d'emploi, mais celle d'un centre de gestion de portefeuille d'activités, de filiales, de sous-traitants,..., qui soit optimisé et flexible. A la limite, l'entreprise (...) diffère donc assez peu d'un fonds d'investissement » (Artus, 2009). Pour diriger une telle entité, n'est-ce pas le talent d'un financier qui est avant tout souhaitable ? (...) Cela est suffisamment rare pour être relevé. Peu de faits font aujourd'hui l'objet d'un tel consensus, quasiment unanime parmi les spécialistes : à partir du tournant des années 1980 (soit exactement l'entrée en scène de la financiarisation), les inégalités de revenus (mesurées par le décile, ou le centile supérieurs), ont recommencé à progresser, après une longue période de

diminution entamée en général après la crise des années 1930, et accélérée par la seconde guerre mondiale. Le moteur de l'accroissement des inégalités est l'explosion des rémunérations des cadres dirigeants des grandes entreprises. L'échelle des rémunérations à l'intérieur des entreprises entre la base et le sommet de la pyramide s'est alors accrue en l'espace d'une génération dans des proportions sans précédent selon un facteur 10. » (Favereau, Rapport Bureau International du Travail, 2016).

On se retrouve alors avec une gouvernance par les nombres (Supiot, 2015) qui soumet par une hiérarchie de managers la logique industrielle à une logiques des affaires qui se décide dans les institutions financières, notamment au sein des fonds d'investissement et des banques d'investissement :



Cette appropriation par la dette ne concerne pas seulement les entreprises mais aussi les états. Encore une fois, la dette est et a toujours été une relation humaine de prédation. C'est pour cette raison que la tradition de l'annulation régulière de

toutes les dettes, le jubilé, existait durant l'époque antique pour éviter la dérive oligarchique. Ainsi la naissance de la démocratie n'est rien d'autre que l'annulation des dettes par Solon en Grèce. Di Muzio et Robbins expliquent très bien ce phénomène de captation du pouvoir par la dette à une échelle macroéconomique :

« Premièrement, plutôt que de nous concentrer sur l'émergence historique de la dette en tant qu'obligation morale, la dette spécifique à un pays ou les crises financières périodiques liées à la dette, nous nous intéressons à la production de monnaie commerciale en tant que dette sous le capitalisme. Nous soutenons que sous le capitalisme, la dette est une technologie de pouvoir, intimement liée au contrôle, à la création et à l'allocation de l'argent moderne, à l'exigence de croissance perpétuelle et à la capitalisation différentielle qui profite à ce que l'on a récemment, et à juste titre, appelé "le 1%" - en particulier les propriétaires d'instruments de création d'argent (Di Muzio 2014). Ainsi, ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment le contrôle, la production et l'allocation de l'argent en tant que dette portant intérêt sont capitalisés par les forces sociales privées et ce que cela signifie pour la majorité des gens sur la planète. C'est incroyablement important car, après le pétrole et le gaz, le secteur bancaire est le secteur le plus capitalisé de la planète. Quand on considère la question du pouvoir, c'est inquiétant parce que :

- 1 : *Nous savons que seule une petite minorité d'individus et de familles possède la majorité des actions des banques cotées en bourse et que cette propriété est largement cachée au public.*
- 2 : *Nous savons que le secteur bancaire est fortement interconnecté avec les banques qui détiennent des actions les unes des autres ainsi qu'avec d'autres sociétés.*
- 3 : *La capacité de créer de l'argent sous forme de dette portant intérêt à partir de rien est un pouvoir incroyable qui permet de canaliser l'argent*

vers les propriétaires et les dirigeants des banques alors qu'ils perçoivent des intérêts et des frais sur les crédits nécessaires.

- *4 : Étant donné que les prêts sont subordonnés à la solvabilité et à l'accumulation passée de richesses, il existe toujours une hiérarchie d'accès à l'argent, les personnes déjà riches ayant un accès beaucoup plus facile au crédit et donc beaucoup plus d'avantages à accumuler des richesses.*
- *5 : La démocratie est rançonnée par les banques dans la mesure où nos gouvernements élus ont tacitement accepté de laisser les particuliers et les familles capitaliser l'offre d'argent nécessaire à l'interdépendance économique dans une économie de marché.*

Nous suivons Ingham (2004) et d'autres en reconnaissant que les frontières disciplinaires ossifiées qui ont pris naissance avec le Methodenstreit sont largement inutiles si nous voulons comprendre les relations sociales du capitalisme. Pour cette raison, nous abordons notre étude avec ce que nous appelons un "holisme historique interconnecté". Nous entendons par là un mode de recherche historique qui commence par la reconnaissance du fait que les histoires des communautés humaines et de leurs environnements naturels sont interconnectées dans des relations de pouvoir spatiales et hiérarchiques complexes. Nous suggérons que pour comprendre leur développement, nous devons examiner non seulement les particularités d'une communauté humaine donnée et ses pratiques culturelles, mais surtout leurs dimensions interconnectées, interdépendantes et internationales (Bhambra 2007 ; 2010). Comme toutes les économies modernes sont des économies de la dette, cela nous conduit à une prise en compte plus holistique de la dette en tant que technologie de pouvoir au sein de la modernité du capitalisme. Étant donné que la dette sous le capitalisme est de plus en plus omniprésente à tous les niveaux de la société et de la croissance économique – pour compléter Di

Muzio et Robbins : qui est nécessaire parce que l'argent n'est créé qu'en tant que dette et que, par conséquent, les intérêts doivent être payés ; l'idéologie de la croissance n'est donc rien d'autre que l'idéologie de la dette en tant qu'unique argent possible - est maintenant pratiquement le seul mantra des partis politiques dominants dans le monde, nous soutenons que tracer certaines des inflexions majeures dans l'évolution et les effets de la dette en tant que technologie de pouvoir est crucial pour comprendre le "présent comme histoire" et pour suggérer des alternatives possibles à notre trajectoire actuelle. (Di Muzio, Robbins, 2016) »

Nous avons introduit ce commentaire car l'ouvrage « Debt as Power » peut se lire de manière complémentaire à notre recherche théorique et empirique. Nous pensons que les corrélations très élevées entre le pouvoir hiérarchique, la dette et les inégalités que nous avons trouvées confirment d'ailleurs l'analyse théorique de Di Muzio et de Robbins qui s'inspire de Bitzan et Bichler. Ce qu'il manque selon nous à leur analyse, c'est que la création de dette est aussi une création de droits de propriétés et que tout financement par la dette est une création d'une hiérarchie de droits de propriétés dans laquelle les banques grâce à leur pouvoir de création monétaire s'arrogent la place principale et se posent en arbitre des relations de pouvoir par les droits de propriétés qui sont associés aux dettes créées et qui structurent les relations entre les créateurs, les débiteurs et les investisseurs.

3) LA PRODUCTION DE DETTE COMME PRODUCTION DE LOIS

La création de dette est toujours aussi une création de lois. C'est factuel, empirique. Toute création de nouvelle dette a pour conséquence l'écriture de documents qui comprennent la création de droits et de promesses. Le créateur doit s'assurer qu'il peut obtenir des droits de propriété du débiteur au cas où celui-ci ne parviendrait pas à rembourser la dette. Au niveau des entreprises ou des états, les investissements financiers captent des intérêts si les emprunteurs remboursent et des droits de propriétés si les emprunteurs ne remboursent pas. C'est pour cette raison que les états sont contraints de privatiser et de pratiquer des politiques d'austérité depuis qu'ils sont obligés de se financer par endettement auprès des banques privées (Lemoine, 2018). Par ailleurs, au niveau des entreprises, le crédit occupe une telle place centrale qu'un taux d'intérêt bas devient un avantage compétitif très important pour une entreprise. Il se crée donc un cercle vicieux entre les banques et les entreprises multinationales car les banques proposent des taux bas aux entreprises qui accèdent aux paradis fiscaux puisque l'avantage fiscal est immense entre une entreprise qui paie des impôts et une entreprise qui en paie très peu ou pas. Par conséquent, en organisant « l'optimisation fiscale » par la création de montages financiers en partenariat avec les multinationales, les banques donnent aussi un pouvoir monétaire et donc politique aux multinationales. Ces entreprises peuvent alors utiliser leur accès aux paradis fiscaux pour obtenir plus de prêts et elles peuvent utiliser ces prêts pour financer des campagnes de lobbying auprès des gouvernements et des institutions internationales afin d'améliorer leur accès aux paradis fiscaux. Ce pouvoir fiscal est une conséquence du pouvoir de création monétaire des banques et surtout du monopole de ce pouvoir depuis que les états ont perdu leur souveraineté monétaire ou ont cessé de l'exercer dans les années 1970. Nous citerons ici la définition par

Wikipédia des accords de prêts (loan agreement) qui peuvent s'appliquer aussi bien au niveau microéconomique des entreprises qu'au niveau macroéconomique des états:

« Un accord de prêt est un contrat entre un emprunteur et un prêteur qui régit les promesses mutuelles faites par chaque partie. Il existe de nombreux types de contrats de prêt, notamment les "facilités de crédit", les "revolvers", les "prêts à terme", les "prêts de fonds de roulement". Les accords de prêt sont documentés par une compilation des différentes promesses mutuelles faites par les parties concernées. Avant de conclure un contrat de prêt, l'"emprunteur" fait d'abord des déclarations sur ses affaires concernant sa moralité, sa solvabilité, sa trésorerie et toute garantie dont il pourrait disposer pour donner en gage un prêt. Ces déclarations sont prises en considération et le prêteur détermine ensuite dans quelles conditions (termes), le cas échéant, il est prêt à avancer de l'argent. Les contrats de prêt, comme tout autre contrat, reflètent une "offre", l'"acceptation de l'offre", la "contrepartie" et ne peuvent concerner que des situations "légal" (un contrat de prêt à terme impliquant la vente de drogues d'héroïne n'est pas "légal"). Les accords de prêt sont documentés par des lettres d'engagement, des accords qui reflètent les accords conclus entre les parties concernées, un billet à ordre et un accord de garantie (tel qu'une hypothèque ou une garantie personnelle). Les contrats de prêt proposés par les banques réglementées sont différents de ceux proposés par les sociétés de financement en ce sens que les banques reçoivent une "charte bancaire" accordée comme un privilège et impliquant le "public trust". Les accords de prêt sont généralement sous forme écrite, mais il n'y a aucune raison juridique pour qu'un accord de prêt ne puisse pas être un contrat purement oral (bien que les accords oraux soient plus difficiles à faire respecter).⁷⁷ »

⁷⁷ https://en.wikipedia.org/wiki/Loan_agreement.

4) LA PRODUCTION DE DETTE COMME PRODUCTION D'INEGALITES

4. LA MONNAIE DEMOCRATIQUE CONTRE LA PREDATION OLIGARCHIQUE

1) LA MONNAIE, LA DETTE ET LE DON

Nous appelons ici monnaie la technologie d'unité de compte des échanges. La monnaie est ici entendue comme étant neutre moralement. Cependant, la dette émerge comme une forme particulière de rationalisation du don qui est la monnaie originelle. Or cette forme particulière est selon notre thèse prédatrice. Ce constat n'est pas nouveau puisque les sociétés antiques pratiquaient le jubilé, l'annulation régulière de toutes les dettes toutes les cinquante années, pour ne pas qu'une partie de la société soit mise en esclavage par une minorité de crédateurs.

Nous avons une dialectique du don et de la dette. Le problème est de définir ce qu'est un don et ce qu'est une dette. Dans notre définition, la relation de don est la

"Partir, comme je le dis, du principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins" nous permet de dépasser la question de la propriété individuelle ou privée (qui n'est souvent guère plus que la légalité formelle de toute façon) et de nous pencher sur des questions beaucoup plus immédiates et pratiques de savoir qui a accès à quel genre de choses et à quelles conditions. Chaque fois qu'il s'agit du principe opérationnel, même si ce ne sont que deux personnes qui interagissent, nous pouvons dire que nous sommes en présence d'une sorte de communisme. Presque tout le monde suit ce principe s'ils collaborent à un projet commun. Si quelqu'un qui répare une conduite d'eau cassée dit : "Passez-moi la clé", son collègue ne dira pas, en général, "Et qu'est-ce que j'en retire ? - même s'ils travaillent pour Exxon-Mobil, Burger King ou Goldman Sachs. La raison en est simple : si vous vous souciez de faire quelque chose, la manière la plus efficace de le faire est évidemment de répartir les tâches par capacité et de donner aux gens tout ce dont ils ont besoin pour les faire (...) On pourrait même dire que c'est le scandale du capitalisme que la plupart des entreprises capitalistes, en interne, fonctionnent de manière communiste. Il est vrai qu'elles n'ont pas tendance à fonctionner de manière très démocratique. Le plus souvent, elles sont organisées autour de chaînes de commandement de type militaire, de haut en bas. Mais il y a souvent une tension intéressante ici, parce que les chaînes de commandement descendantes ne sont pas particulièrement efficaces : elles ont tendance à promouvoir la stupidité chez ceux qui sont au sommet et le ressentiment à traîner les pieds chez ceux qui sont en bas. Plus la nécessité d'improviser est grande, plus la coopération devient démocratique. Les inventeurs l'ont toujours compris, les capitalistes des start-up le comprennent souvent et les ingénieurs en informatique ont récemment redécouvert le principe : non seulement avec des choses comme les logiciels libres, dont tout le monde parle, mais même dans l'organisation de leurs entreprises. C'est sans doute aussi pour cette raison qu'au lendemain d'une grande catastrophe - une inondation, un black-out ou un effondrement économique - les gens ont tendance à se comporter de la même manière, en

revenant à un communisme brutal. Mais brièvement, les hiérarchies et les marchés, entre autres, deviennent des luxes que personne ne peut se permettre (Graeber, *Debt : The First 5,000 Years*, 2011)".

Deuxièmement, la relation dialectique entre don et dette est une relation de rationalisation. Dans un tel cadre, il n'y a pas de supériorité morale du don. Par exemple, la sécurité sociale est considérée comme une dette de la société envers l'individu car la société a reconnu et formalisé le fait qu'elle a une dette envers l'individu. De même, l'impôt est une dette de l'individu envers la société car il a été reconnu et rationalisé que l'individu doit une partie de son revenu de capital à sa société. Le processus de rationalisation de l'argent comporte deux aspects : l'argent anthropologique, le don, et l'argent économique, la dette. Le premier côté est la rationalisation quantitative : valeur comptable historique et valeur actualisée financière future. L'analyse quantitative de la monnaie économique la plus sophistiquée est probablement l'économie monétaire de Godley et Lavoie qui appartient à l'économie post-keynésienne (Godley et Lavoie, *Monetary Economics*, 2012). La deuxième facette est la rationalisation juridique : c'est le processus décrit par Commons dans ses travaux lorsqu'il écrit sur le fondement juridique du capitalisme, mais c'est aussi le processus décrit par les travaux de Philip Grierson. En effet, comme l'a écrit Graeber à propos de Grierson :

"Philip Grierson, qui, dans les années 70, a suggéré que l'argent pourrait avoir d'abord émergé de la pratique juridique. Grierson était un expert de l'âge des ténèbres en Europe, et il est devenu fasciné par ce que l'on a appelé les "codes de droit barbare", établis par de nombreux peuples germaniques après la destruction de l'Empire romain dans les années 600 et 700 - Goths, Frisons, Francs, etc. - bientôt suivis par des codes similaires publiés partout, de la Russie à l'Irlande. Ce sont certainement des documents fascinants. D'une part, ils montrent très clairement à quel point les comptes rendus conventionnels de l'Europe à cette époque sont erronés et "retournent au troc". Presque tous les codes de droit

germanique utilisent l'argent romain pour effectuer des évaluations ; les sanctions pour vol, par exemple, sont presque toujours suivies d'exigences selon lesquelles le voleur doit non seulement restituer les biens volés mais aussi payer tout loyer impayé (ou en cas d'argent volé, les intérêts) dû pour la période pendant laquelle il a été en sa possession. (Graeber, Debt : The First 5,000 Years, 2011)

Enfin, si l'essence de la relation entre la dette et le don est une relation de rationalisation, la relation historique est une relation d'individualisation. En effet, lorsque Graeber analyse le concept de dette primordiale fait par Orléan, Aglietta et Theret, il montre que Dieu représente la société. Par conséquent, la dette primordiale envers Dieu qui est très présent dans la religion chrétienne, est une dette primordiale envers la société. L'individualisation et la rationalisation de cette dette ont conduit à l'imposition. De la même manière, l'individualisation et la rationalisation de la charité a également conduit à l'imposition et à d'autres systèmes de redistribution.

Cette relation, à notre avis, est donc un don au niveau anthropologique et une dette au niveau économique, le don et la dette étant les deux côtés de la relation sociale. Ce changement dans l'analyse scientifique apporte des perspectives politiques différentes. La priorité n'est plus de garantir les droits de l'individu ou de la société, mais de maintenir une relation relativement égale entre les individus. Ainsi, le libéralisme centré sur l'individu peut dériver vers des écarts de richesse qui, en fin de compte, abolissent non seulement l'égalité et la liberté. Le socialisme peut dériver vers une perte de liberté pour l'individu. Dans la relation, ce qui est important, afin de préserver un certain degré d'égalité économique et donc politique, c'est une réduction et un contrôle de la hiérarchie. Les travaux de Fix, à la suite de Nitzan et Bichler (Nitzan et Bichler, Capital as Power, 2012) ont ainsi montré que la valeur du pouvoir en tant que niveau hiérarchique entre les individus est non seulement la cause principale de l'inégalité mais aussi le

fondement du capitalisme et non la valeur du travail ou la valeur-utilité. En fait, nous partageons plutôt l'idée de Commons que cette analyse est excessive et que le prix d'un bien ou d'un service dépend à la fois de la production (travail, énergie, etc.), de la consommation (rareté, utilité) mais surtout de l'institution. Commons fonde l'institution sur la transaction comme une double dette, une dette comptable d'une part et une dette légale d'autre part, dans l'échange de la propriété privée contre une somme comptable. En ce qui concerne la forte corrélation entre la position hiérarchique d'un individu et son salaire, c'est une analyse qui semble évidente et qui l'est, sauf pour les économistes qui pensent qu'il y a nécessairement une "productivité" définie à partir du salaire qui explique la "productivité". C'est évidemment un cercle vicieux, mais bon, les économistes sont historiquement et généralement payés pour justifier les salaires élevés de la classe dirigeante, il n'y a rien de nouveau là-dedans. Nous ne développerons pas ici la thèse de Nitzan et Bichler mais il est nécessaire de la résumer brièvement pour comprendre le rôle de la relation. Nitzan et Bichler commencent par rejeter les thèses selon lesquelles l'origine de la valeur - le prix moins les rentes - réside dans le travail (théorie économique classique de Smith, Ricardo et Marx sur la valeur du travail, issue de la philosophie de Locke sur la loi naturelle, chacun ayant droit aux fruits de son propre travail) et dans l'utilité (théorie économique actuelle, dite néoclassique, et dérivée des travaux de Menger et Walras de la philosophie de Bentham selon laquelle les individus se comportent de manière à maximiser leur plaisir ou leur utilité). D'autres économistes ont déjà rejeté ces théories, notamment Veblen et Commons, et les critiques de ces théories sont de plus en plus partagées (Keen, *L'Imposture Economique*, 2010). Cependant, Nitzan et Bichler proposent une théorie alternative de l'origine de la valeur et donc des prix et des rentes. La recherche de la valeur est, pour Nitzan et Bichler, apophatique : on peut dire ce qu'elle n'est pas mais pas ce qu'elle est. En d'autres termes, Nitzan et Bichler expliquent que le prix d'un bien ou d'un service dépend du pouvoir d'une entreprise, par exemple sa capacité à imposer un monopole pour augmenter le

prix. Cela ressemble un peu à l'idée libérale originale de Smith selon laquelle le but de l'économie est de réduire les loyers au-delà du coût de production, mais la différence réside dans le changement de point de référence dont nous avons parlé. Pour Smith, la valeur se trouve dans l'individu et dans les fruits de son travail. Pour Nitzan et Bichler, le prix est essentiellement dans la nature de la relation hiérarchique entre les acteurs économiques, car tout capitalisme est basé sur un prix qui dépend du rapport de force entre les institutions (entreprises, États, monnaie, institutions internationales). Ce que nous voulons montrer avec notre réflexion sur le don et la dette, c'est que c'est l'argent dans sa forme économique actuelle, la dette, qui est essentiellement hiérarchique. Toute création monétaire est la création d'un rapport de force hiérarchique entre l'emprunteur et le prêteur, tant en termes de comptabilité, car l'emprunteur doit rembourser la dette empruntée avec intérêts, qu'en termes de légalité, car en cas de défaillance, le prêteur peut récupérer par le biais de droits de propriété la maison, la voiture ou d'autres biens de l'emprunteur. En outre, cette relation de pouvoir n'est pas seulement individuelle entre le prêteur et l'emprunteur, mais elle est tripartite avec la société car la relation de pouvoir dépend de la position hiérarchique de l'emprunteur dans la société. Si l'emprunteur est, par exemple, une société multinationale ayant accès à des paradis fiscaux, alors le rapport de force avec le prêteur ne sera pas le même que si l'acteur économique était une petite entreprise ou un individu de richesse moyenne. En termes financiers et comptables, les taux d'intérêt pour la multinationale seront plus bas. D'un point de vue juridique, les droits de propriété donnés en garantie du prêt seront également plus commodes pour l'emprunteur dans le cas de la multinationale. La relation de dette est donc intrinsèquement inégale. C'est pour cette raison qu'il est intéressant de comparer cette relation à celle, souvent plus égalitaire, du don - don d'anciennes entreprises mais aussi don entre amis, famille, etc. - qui est souvent plus égalitaire. - C'est pour cette raison qu'il est intéressant de comparer cette relation à la relation souvent plus égalitaire du don - don des sociétés anciennes mais aussi dons entre

amis, en famille, etc. - afin de comprendre comment la relation de dette pourrait être transformée en s'inspirant de la relation de don, car dans une perspective relationnelle, c'est là et pas seulement au sein de l'individu et de la classe que la transformation de la société doit avoir lieu.

Nous considérerons que le côté économique de l'argent est le crédit et le côté anthropologique de l'argent est le don. Avec un don, vous ne pouvez pas vous acquitter d'une obligation économique, mais vous pouvez vous acquitter d'une obligation anthropologique. En effet, nous considérons l'économie comme un sous-ensemble de l'anthropologie et le crédit comme un sous-ensemble du don. Un don devient une dette lorsqu'une relation anthropologique devient une relation économique. Si l'on considère une femme qui fait le ménage ou la cuisine pour sa famille. Aujourd'hui, c'est un don, mais si une loi est adoptée et donne un revenu à toutes les mères ou à tous les pères qui s'occupent de leurs enfants à la maison, alors la relation de don devient une dette parce que la société a une dette financière envers l'individu et que l'individu a une dette de service envers la société. C'est l'unité transactionnelle des biens communs qui peut être comprise comme une double dette. Lorsque le philosophe Van Parijs soutient que les gens devraient bénéficier d'un revenu de base parce que, sinon, certaines personnes bénéficient de manière inégale de l'héritage de la civilisation, car il n'y aurait pas de Mark Zuckerberg sans électricité, ordinateurs ou internet, nous interprétons son propos comme un don fait par la société de manière inégale à Marc Zuckerberg alors qu'un sans-abri ne bénéficie pas du tout de l'héritage de la civilisation. Si un revenu inconditionnel était appliqué grâce à cet argument, alors nous interprétons cette mise en œuvre comme une dette car il serait reconnu que la société a une dette envers ses citoyens. Ici, c'est intéressant parce que le revenu inconditionnel peut être interprété comme l'exact opposé d'une dette dans la mesure où vous obtenez un repas gratuit. Cependant, inclure le revenu inconditionnel dans la

catégorie de la dette revient à étendre le domaine de la dette et sa signification. La principale raison pour laquelle un revenu inconditionnel pourrait être mis en œuvre est une révolution anthropologique pour l'économie, car cela signifierait qu'il n'y a pas seulement la motivation extrinsèque de l'homo oeconomicus, mais aussi une motivation intrinsèque. En effet, s'il n'y a pas de motivation intrinsèque, alors le revenu inconditionnel est inutile car les gens cesseront de travailler. Par conséquent, si un revenu inconditionnel devient acceptable dans une société, c'est uniquement parce que la notion d'homo oeconomicus est transformée ou du moins étendue et que, grâce à cette extension, on considère que globalement, le revenu inconditionnel aidera les gens à devenir plus productifs, plus créatifs, moins stressés, de sorte qu'ils rembourseront la dette du revenu inconditionnel avec le gain de créativité et de productivité que ce revenu leur apportera.

L'argent a deux côtés, de l'autre côté l'argent est économique, c'est une dette légale et financière, c'est un concept économique établi par l'Etat et d'autres institutions. Et d'un autre côté, l'argent est une conception anthropologique et individuelle basée sur ce qu'il est considéré comme juste qu'un individu reçoive ou donne à la société. Comme notre conception de ce qui est juste est très liée à nos pratiques de don, par exemple à la famille ou aux amis, ce sont les pratiques monétaires du don qui modifient constamment les pratiques monétaires du don. Cela ne signifie pas que la causalité est seulement à sens unique puisque les pratiques d'endettement sont performatives et influencent également nos pratiques de don, mais il y a une primauté du don sur l'endettement dans la mesure où, sans donner, par exemple, les parents donnent à leur enfant pendant ses études, il ne peut y avoir de développement individuel et de pratiques d'endettement économique. Ainsi, même l'ancienne tradition du jubilé comme abolition de la dette peut être comprise comme un retour du don dans le sens de donner une somme d'argent qui annule les dettes des endettés. La science modifie également nos pratiques de don et d'endettement. Ainsi, les expériences qui démontrent l'existence d'une

motivation intrinsèque ou les résultats d'expériences de revenus inconditionnels nous permettent d'aller au-delà des croyances sur les motivations intrinsèques et extrinsèques des individus et ainsi de justifier d'autres pratiques de dettes économiques. Le tableau ci-dessous résume l'opposition entre le mécanisme anthropologique de génération de dons et le mécanisme anthropologique de génération de dettes, qui sont les deux faces du mécanisme de génération monétaire comme un fait social total.

	Monnaie Anthropologique Fondée sur la Relation du Don Comme Mécanisme Générateur Anthropologique	Monnaie Economique Fondée sur Relation de la Dette Comme Mécanisme Générateur Economique
Ordre Réel	Individu, Société, Relation	Créditeur, Débiteur, Relation
Ordre Symbolique	Linguistique, Mathématique, Politique ou Pouvoir	Droit, Finance, Hiérarchie ⁷⁸
Ordre Imaginaire ou Mythologique	Imaginaire individuel, imaginaire collectif, imaginaire relationnel	Imaginaire du crééditeur, imaginaire du débiteur, imaginaire de la relation crééditeur-débiteur
Ordre Scientifique	Anthropologie : le don comme unité relationnelle de l'anthropologie.	Economie : la dette comme unité relationnelle de l'économie.
Ordre Anthropologi que	Plasticité anthropologique : l'homme peut être bon ou mauvais, créatif ou prédateur.	Pessimisme anthropologique radical : le lien social fondamental est un lien maître/esclave et la monnaie est

⁷⁸ Nous renvoyons aux travaux de Nitzan et Bichler (Le Capital comme Pouvoir) mais aussi de Fix au sujet du lien entre les inégalités économiques et la hiérarchie.

	Sa motivation n'est pas seulement extrinsèque mais aussi intrinsèque.	toujours créée sous forme de dette car l'homo oeconomicus ou « homme-dette » est fondamentalement fainéant dans la mesure où il maximise des intérêts et travaille donc le moins possible, sa motivation est seulement extrinsèque.
Ordre Monétaire	La logique de la carotte et du bâton, du profit et de la dette, n'est pas la seule logique possible car la motivation n'est pas seulement extrinsèque mais aussi intrinsèque. La monnaie peut être créée aussi bien sous forme de dette que de don, de revenu inconditionnel ou de monnaie fondante. Tout ce qui a trait à l'héritage peut être considéré comme étant de l'ordre du don. Ainsi, Pour Paine, l'héritage commun de la terre justifie le don du revenu inconditionnel.	Comme l'homme est fondamentalement fainéant et ne fonctionne que par motivation extrinsèque, il ne peut être motivé que par le profit et la dette. La monnaie n'est donc créée que sous forme de dette et les opérations monétaires fondamentales sont la création monétaire, la destruction monétaire et le transfert monétaire.
Ordre Politique	Ordre démocratique : La monnaie-don tend à réduire les inégalités parce qu'elle est créée également dans les comptes bancaires des citoyens. Si la	Ordre oligarchique et féodal : La monnaie créée par le haut tend à corrompre et à être utilisée pour obtenir des rentes. De plus, la monnaie est créée par les banques

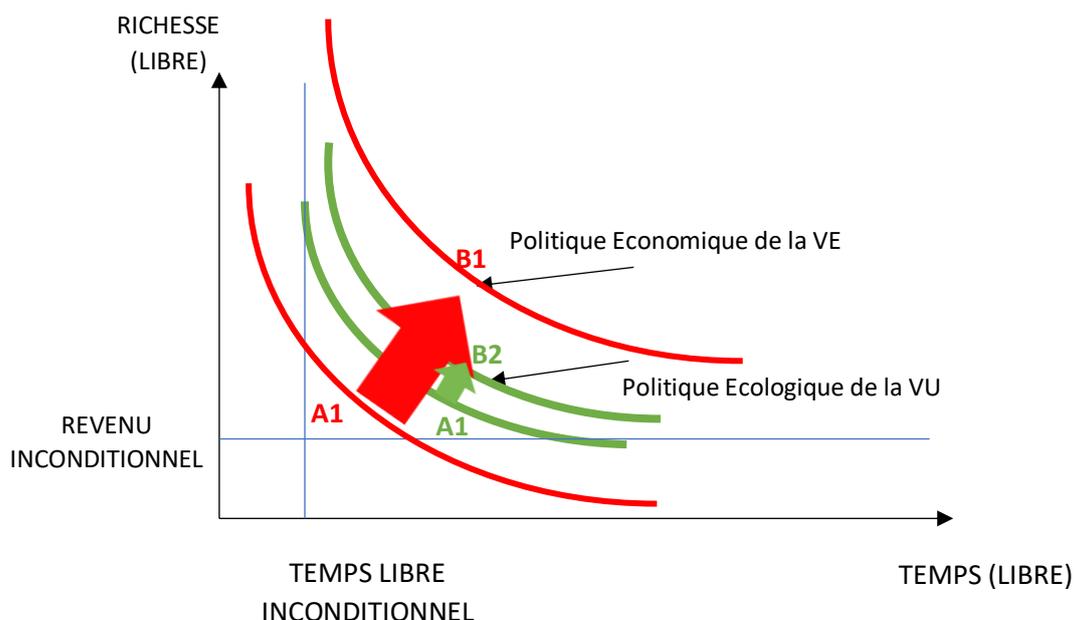
	<p>quantité de monnaie dans la société est Q avec 1% de la population possédant 50% de la masse monétaire et si la quantité monétaire Q est créée démocratiquement, alors les 1% ne posséderont plus que $50\%/2 + 1\%/2 = 25,5\%$.</p>	<p>pour des investissements dans des paradis fiscaux si bien que l'imposition ne fonctionne plus ou peu puisque la monnaie n'est plus imposable une fois qu'elle est dans un paradis fiscal.</p>
--	--	--

2) LE DON CONTRE LA DETTE

Le changement du système monétaire et de sa création qui est inspiré des théories du revenu inconditionnel – mais aussi de ses expériences – et de l'histoire du jubilé – de l'annulation des dettes – durant l'Antiquité vise, *in fine*, à réaliser un changement de repère dans la politique économique et à passer dans le graphique ci-dessous du repère noir au repère bleu. Le minimum de revenu est tautologique puisqu'il s'agit de financer un revenu inconditionnel par la création monétaire. Le minimum de temps libre l'est moins – il est plus discutable – mais il consiste à dire que l'employé qui travaille tous les soirs et tous les week-end par peur de se retrouver à la rue sans revenu inconditionnel - ou sans obtenir un revenu de solidarité active ou d'autres aides qui ne fonctionnent pas puisqu'environ 70% des gens qui pourraient toucher le RSA ne les touche pas⁷⁹ parce qu'elles sont, par leur conditionnalité qui sous-entend un échec de vie, jugées comme

⁷⁹ https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-vrai-du-faux/sept-personnes-sur-dix-ne-reclament-pas-le-rsa_1772231.html.

humiliantes, montrant ainsi l'erreur anthropologique totale de l'homo oeconomicus calculateur qui maximise ses intérêts – se permettrait de prendre un temps libre minimum de repos s'il savait qu'il pourrait toucher, sans humiliation et sans perte de dignité et c'est là le point clé que les universitaires souvent déconnectés de la précarité ne comprennent pas, un revenu inconditionnel au cas où il serait licencié.



La question est alors de savoir si le pouvoir monétaire a déjà été démocratique dans l'histoire de l'humanité. Comme le montre Benjamin Lemoine dans son ouvrage intitulé « l'Ordre de la Dette », le pouvoir monétaire n'a pas toujours été le monopole des banques privées. Ainsi, après la seconde guerre mondiale et jusqu'aux années 1980, l'état pouvait créer de la monnaie et l'état servait incontestablement mieux l'intérêt général que les banques aujourd'hui.

Cependant ce pouvoir monétaire restait oligarchique et donc corrompible. Cette dérive oligarchique était bien comprise durant l'Antiquité. L'œuvre d'un autre auteur veblenien, Michael Hudson, nous montre que l'histoire de l'humanité est coupée en deux. Dans une première partie de son histoire, le principe fondamental de la civilisation était l'annulation des dettes, et dans une seconde partie, son remboursement. Il s'agissait ainsi, avec une annulation des dettes tous les cinquante ans d'empêcher la formation d'une oligarchie qui se formait toujours, nécessairement, sans aucune exception, si cette annulation des dettes n'avait pas lieu. Or derrière la dette, il y a l'individu endetté qui était considéré comme un esclave et qu'il s'agissait de libérer. L'histoire de la civilisation occidentale est donc sur le plan politique l'histoire d'une immense régression et donc du passage d'une civilisation démocratique qui luttait contre la mise en esclavage des hommes par la dette à une civilisation oligarchique qui lutte désormais pour la mise en esclavage des hommes par la dette, et ce, désormais, dès les dettes contractées par les étudiants au sein des pays anglo-saxons à l'avant-garde de la mondialisation financière. Le grand reversement de toutes les valeurs est illustré historiquement par l'histoire de Jésus Christ qui était fondamentalement, comme le montre très scientifiquement Michael Hudson avec le groupe de recherche qu'il dirige à l'Université de Harvard, un militant politique qui luttait pour l'annulation des dettes, la rédemption des dettes, d'où son surnom, le rédempteur. Ainsi la croix sur laquelle Jésus a été crucifiée est la même croix sur laquelle Spartacus a été crucifié, d'une part parce que la crucifixion était réservée exclusivement aux opposants politiques, et pas religieux, d'autre part parce que la majorité des esclaves étaient mis en esclavage par la dette, les mots dette et esclave étant même synonymes dans plusieurs langages, y compris dans la langue hébraïque. Jésus dans son combat pour l'annulation des dettes était dans un combat pour la libération des esclaves et pour la démocratie dont l'acte de naissance, rappelons-le, est l'annulation des dettes par Solon. C'est pour cette raison que Jésus était, comme le rappelle Jacques Ellul dans ses ouvrages, un anarchiste. En effet,

s'opposer à la dette et donc à l'esclavage par la dette, c'est s'opposer à une relation verticale entre maîtres et esclaves et c'est donc s'opposer à toute forme de hiérarchie qui porte par la nature même de la hiérarchie cette tendance inégalitaire.

A partir d'une reprise du principe du jubilé, nous proposons d'instaurer non pas une démocratie tous les cinquante ans grâce à l'annulation des dettes mais une démocratie permanente, un coup d'état démocratique permanent qui détruirait dans l'œuf toutes les dérives oligarchiques. Cette proposition très simple a été théorisée par Stéphane Laborde. Il s'agit d'instaurer une monnaie démocratique, c'est-à-dire une création monétaire qui ne serait plus injectée dans les comptes off-shore des multinationales mais dans les comptes bancaires de tous les citoyens pour abolir définitivement la pauvreté et les diverses formes d'exploitation, de précarité et de pénibilité t du travail mais aussi de criminalités et de violences qui prolifèrent sur la merde fertile de la monnaie oligarchique injectée en haut de la pyramide socio-économique. L'idée de Stéphane Laborde est assez intuitive et consiste à injecter chaque mois, dans le compte bancaire de chaque citoyen, de manière transparente, un même pourcentage de la somme totale de la monnaie. Une telle construction garantit la maîtrise de l'inflation et de la déflation quand les outils actuels, dont l'opacité a pour but de dissimuler le caractère oligarchique, ne maîtrisent que très indirectement et très peu l'inflation et la déflation. La mise en place d'un tel système prendra du temps mais une monnaie démocratique est nécessaire pour lutter contre les monnaie oligarchiques des banques et bientôt des multinationales telles que Facebook qui va lancer prochainement sa propre monnaie, la libra. Pour instaurer une telle monnaie, il faudra lutter contre une propagande sidérante qui parvient depuis des siècles à faire croire que la terre économique est plate pour éviter toute remise en question de l'oligarchie. A des degré divers, c'est dans ce chemin que s'inscrivent des auteurs comme David Graeber, Steve Keen qui propose d'ailleurs une autre forme de jubilé, Michael Hudson, Ann Pettifor et tant d'autres, de plus en plus nombreux chaque jour à

mesure que le paradigme néoclassique et néolibéral de l'homo oeconomicus s'effondre et commence à être critiqué par les économistes les plus orthodoxes comme le prix nobel français Jean Tirole. Certes la monnaie démocratique n'est pas aujourd'hui politiquement faisable mais c'est là le problème de la politique que de savoir quelles sont les étapes – jubilé ponctuel de Steve Keen, monnaie verte, création monétaire étatique, etc. – qui permettraient d'aller dans cette direction. Mais l'idéal-type d'une monnaie démocratique est nécessaire pour réfléchir à ces étapes et pour pensées ces mesures comme des étapes. C'est ce but que poursuit aujourd'hui l'ONG « monnaie démocratique ». Mais notre but est ici avant tout scientifique. Il s'agit de penser les conditions de possibilité d'une démocratie réelle permanente et peu nous importe alors que ces conditions de possibilités ne soient pas possibles aujourd'hui dans le champ politique. Ce qui nous importe, c'est de connaître les conditions de possibilité d'une démocratie réelle et nous affirmons qu'en dehors des ricanements des derniers hommes ou encore des perroquets qui répètent la propagande économique, aucun penseur n'a pu sérieusement l'idée de la monnaie démocratique. Par ailleurs, tous ces gens nous intéressent peu parce qu'ils appartiennent au passé. Quiconque est sensible à l'esprit du temps et à son avant-garde créative dans les arts, dans les sciences et dans la politique - des séries télévisées comme Mr.Robot, 3%, ou encore La Casa de Papel aux technologies blockchain en passant par les Gilets Jaunes – sait que nous n'attendons pas plus de l'oligarchie intellectuelle que de l'oligarchie politique ou encore de l'oligarchie médiatique. Comme le théorise Nitzan et comme le prouve empiriquement Fix, le capital c'est le pouvoir et donc, toute forme de hiérarchie. La hiérarchie, le capital et la corruption sont des synonymes et les niveaux hiérarchiques doivent être aussi faibles que possible pour assurer la production.

5. CONCLUSION

Une étude néo-veblenienne doit articuler l'évolution des institutions, de la technologie et de ce que Veblen nomme les instincts, lesquels peuvent évoluer et être éduqués dans la théorie veblenienne. Par ailleurs une telle étude doit être centrée sur l'opposition entre les intérêts acquis et l'intérêt général. Cette différence s'explique dans la théorie veblenienne par la notion de sabotage, la logique des affaires de l'instinct de prédation sabote la logique industrielle de l'instinct artisanal pour accroître les profits lorsque la production industrielle produit trop d'abondance et donc, réduit les prix et les profits.

Veblen pose aussi la logique de la création monétaire par le crédit au centre du moteur capitaliste. En effet, ce sont, très concrètement, les documents officiels de « credit application » et de « loan agreement » produits dans les banques d'affaires et dans les cabinets d'avocats qui structurent la domination des intérêts acquis sur l'intérêt général. D'une manière secondaire, les documents rédigés dans les fonds d'investissement tels que les « Preliminary Investment Memorandum » participent eux aussi à cette structuration⁸⁰.

Un des grands apports de Veblen est de ne pas traiter le sabotage comme un épiphénomène du capitalisme mais comme le centre de gravité du capitalisme : sans sabotage l'industrie produit de l'abondance et donc une baisse tendancielle

⁸⁰ C'est en effet une erreur de croire qu'un investissement est uniquement productif. Comme l'écrit Nitzan : « Viewed from this perspective, most of the expenditures that neo-Marxists and post-Keynesians consider wasteful might in fact qualify as proper investments. Nowadays, the term 'investment' is used to denote the creation of new productive capacity. But that was not always the case. In feudal Europe, where the term originally comes from, investment – or 'investiture' as it was then known – had nothing to do with production. Instead, it denoted legal seizure, pure and simple ; an exclusive vested power over a given domain (Blocj 1961 : 173 ; 349 ; Ganshof 1964 : 97 ; 126 ; Nitzan and Bichler 2009 : 227-228). And as Veblen pointed out, this essential feature remains unchanged : investment capitalizes earnings, and earnings are always generated and backed by the vested right to sabotage (Veblen 1923 : 65-66). » : Bichler and Nitzan : Growing Through Sabotage : 2017.

du taux de profit qui détruit le capitalisme. Or l'analyse de Veblen réactualisée par Nitzan, Fix, Lawson ou encore Graeber et Hudson aujourd'hui prend une importance encore plus fondamentale selon nous que l'analyse de Marx ou encore celle de Keynes ou encore de Hayek et de Friedman. En effet, le paradigme numérique est un saut qualitatif dans la production industriel qui s'automatise aujourd'hui, notamment du fait de l'usage de l'intelligence artificielle. Avec une telle évolution de la technologie, le sabotage devient total et c'est toute l'économie qui est une économie de sabotage avec ses bullshit jobs⁸¹ pour ralentir la production.

La question qui se pose alors est de savoir comment sortir de l'économie du sabotage. Or, comme il apparaît que le sabotage est construit dans la production du crédit et des investissements que ces crédits nourrissent, la domination des intérêts acquis sur l'intérêt général qu'est le sabotage se joue au niveau de la création monétaire. Par conséquent la domination de l'intérêt général sur les intérêts acquis nécessaire pour maîtriser le sabotage ne peut se faire que par une capture de la création monétaire par l'intérêt général. Comme, par ailleurs, les structures hiérarchiques produisent des inégalités ainsi que l'a démontré Blair Fix dans ses travaux, ces inégalités étant la conséquence d'une logique des affaires et des intérêts acquis qui tend à se mettre en place avec toute hiérarchie, il résulte qu'une création monétaire non hiérarchique semble être la meilleure solution pour réduire la logique de sabotage par laquelle la logique des affaires qui défend les intérêts acquis asservit la logique industrielle qui défend l'intérêt général.

Le risque de ne pas adapter l'institution monétaire à un paradigme technologique qui favorise le sabotage est la domination non seulement de la logique des affaires comme financiarisation dans tous les domaines de la vie mais aussi la domination de l'instinct de prédation qui accompagne cette logique et qui se traduit déjà par une hausse de la population carcérale et des mass shooting aux Etats-Unis ces

⁸¹ David Graeber : Bullshit Jobs : A Theory.

dernières années mais encore par la hausse des tendances extrémistes et terroristes dans toute la société occidentale.

Une telle création monétaire démocratique ne serait pas nouvelle. Sa tradition est celle qui a dominé la plus grande partie de l'histoire des civilisations humaines. C'est la tradition du jubilé étudiée depuis plusieurs décennies par l'équipe de recherche de Michael Hudson à l'Université de Harvard. L'idée serait alors d'adapter à notre époque cette tradition qui revenait, par l'effacement des dettes des citoyens tous les cinquante ans, à créer de la monnaie qui remboursait cette dette dans les comptes de ces citoyens tous les cinquante ans. Cette adaptation doit prendre en compte la nature de l'économie numérique qui se caractérise par un taux marginal nul et donc par une production de biens et de services dans une telle abondance que seul une économie fondée entièrement sur le sabotage peut maintenir le taux de profit. Dans un tel paradigme technologique, seul ce que nous nommons un jubilé permanent, c'est-à-dire une création monétaire injectée directement dans les comptes des citoyens nous semble être une politique économique adaptée au nouveau paradigme technologique numérique et à son caractère éminemment prédateur parce que seule une politique économique entièrement fondée sur le sabotage financier peut sauver le taux de profit dans un tel paradigme économique. Or une telle politique économique de sabotage est par nature hiérarchique, inégalitaire et oligarchique : elle est entièrement incompatible avec la démocratie. C'est ce que révèle en France la crise des Gilets Jaunes qui est la crise des individus qui sont éloignés de la production de crédit et donc de monnaie dans les grandes banques d'affaires situées dans les grandes agglomérations. La France périphérique est la France qui subit le sabotage. Il n'y a aucune raison politique ou économique pour qu'il en soit ainsi. La domination d'une classe rentière oligarchique qui impose une économie de sabotage n'est pas une fatalité et il convient de comprendre les mécanismes du sabotage dans la tradition veblenienne dans le paradigme technologique actuel pour envisager une

sortie de ce paradigme du sabotage qui n'est autre que le paradigme dit néo-libéral. Le néo-libéralisme est la politique économique du sabotage théorisée par Veblen et la sortie du néo-libéralisme nécessite donc de comprendre ce qu'est le sabotage et son essence monétaire afin de modifier l'institution monétaire pour orienter la politique économique vers la logique industrielle de l'intérêt général.

Plus fondamentalement, il s'agit d'encourager ce que Veblen nommait l'instinct de l'artisan par opposition à l'instinct de la prédation. Il s'agit donc de penser une théorie de la justice comme maximisation des potentialités de tous à partir d'un changement de paradigme pour remplacer le paradigme utilitariste de la monnaie-dette dans lequel la création de monnaie oligarchique sous forme de dette crée une guerre de tous contre tous où chacun est condamné à maximiser sans cesse ses intérêts par un paradigme de la monnaie-donc qui ouvrirait les possibilités de l'institution monétaire pour que la monnaie-dette côtoie une création monétaire sous forme de revenu inconditionnelle dans les comptes bancaires des citoyens. Un tel changement de paradigme monétaire et donc politique pourrait alors permettre aux individus de maximiser non pas leurs intérêts égoïstes mais leurs potentialités, que celles-ci soient artistiques ou scientifiques, et ce sans vivre sous le fouet de la dette.

6. ANNEXE

L'avènement de la Société de la Prédation, écrit en 2014 et publié en mars 2015 dans la revue permanente du MAUSS.

Cet article développe trois séries de thèses. La première est que nous allons assister inexorablement et définitivement à un « grand remplacement » du travail humain par les machines et les robots, que ce grand remplacement est déjà bien

amorcé et que c'est lui qui explique simultanément l'explosion des inégalités, la montée du chômage et celle de la criminalité. La deuxième soutient que ce premier grand remplacement en engendre un second, le remplacement des activités productives et utiles par ce que David Graeber nomme des « bullshit jobs », traduisons des boulots à la con, des métiers improductifs qui ne servent qu'à assurer le contrôle social. La troisième est qu'il convient de transformer cette malédiction du grand remplacement en une bénédiction de la libération du temps grâce à l'instauration d'un revenu de base financé par une création monétaire démocratique (une forme de quantitative easing à l'usage du peuple et non des banques). Pour ma part, je ne crois absolument pas en la possibilité d'un financement du revenu de base par la planche à billets, si c'est bien de cela qu'il s'agit in fine. En ce qui concerne la deuxième série de thèses, il me semble qu'elle souffre d'un usage insuffisamment précis de la notion de travail improductif. En revanche, la première série de thèses m'apparaît malheureusement (ou heureusement ?) de plus en plus plausible. Or on voit bien l'ampleur des problèmes qu'elle soulève : une grande partie de l'humanité est en passe de devenir inutile, énorme masse d'homme et de femmes « en trop » au regard des normes utilitaristes actuellement régnantes. C'est donc un tout autre monde qu'il s'agit d'inventer. Un monde convivialiste ? A.C.

« Il m'est venu un jour à l'idée que si l'on voulait réduire un homme à néant, le punir atrocement, l'écraser tellement que le meurtrier le plus endurci tremblerait lui-même devant ce châtiment et s'effrayerait d'avance, il suffirait de donner à son travail un caractère de complète inutilité, voire même d'absurdité. » - *Fiodor Dostoïevski.*

« La trique finit par fatiguer celui qui la manie, tandis que l'espoir de devenir puissants et riches dont les Blancs sont gavés, ça ne coûte rien, absolument rien. Qu'on ne vienne plus nous vanter l'Égypte et les Tyrans tartares ! Ce n'étaient ces antiques amateurs que petits margoullins prétentieux dans l'art suprême de faire rendre à la bête verticale son plus bel effort au boulot. Ils ne savaient pas, ces

primitifs, l'appeler « Monsieur » l'esclave, et le faire voter de temps à autre, ni lui payer le journal, ni surtout l'emmener à la guerre, pour lui faire passer ses passions. » - *Louis-Ferdinand Céline*.

John Maynard Keynes annonçait en 1930 la fin du travail [1] à l'horizon d'un siècle grâce au remplacement du travail humain par la machine et s'en réjouissait. Appelons cette analyse la thèse du grand remplacement technologique. Cette idée a été régulièrement avancée depuis les luddites et les canuts au début du XIX^{ème} siècle et un consensus portant sur la réalité de ce remplacement émerge depuis quelques années au sein de la communauté scientifique et des dirigeants d'entreprise [2]. Cette crise structurelle est plus profonde que les crises historiques du capitalisme. En effet Randall Collins écrit que « les cycles des affaires peuvent être brumeux et imprécis dans leurs périodicités et variables dans leurs amplitudes, comme les cycles de Kondratieff ou les hégémonies des systèmes-mondes au niveau global. Les crises financières peuvent être contingentes et évitables grâce aux mesures appropriées. Mais peu importe. La structure de la crise du remplacement technologique transcende les cycles et les bulles financières. [3] » Nous verrons que la thèse du grand remplacement technologique offre une explication cohérente et profonde aux bouleversements socio-économiques des dernières décennies. Le remplacement technologique est au cœur de la lutte des classes contemporaine du fait que les élites détenant les capitaux cherchent à bénéficier des gains de productivité pour mieux s'enrichir sans partager cette richesse accumulée. Ce processus de remplacement a déjà commencé et il menace à la fois l'existence d'une classe moyenne forcée de s'endetter de plus en plus afin de maintenir son niveau de vie et l'existence d'une démocratie dont la politique est de plus en plus inféodée à ces élites. Ainsi la compréhension de ce remplacement technique est nécessaire à l'intelligibilité de cette nouvelle lutte des classes. Comme le milliardaire américain Warren Buffett l'a déclaré : « Il y a une guerre des classes mais c'est ma classe, celle des riches, qui mène la guerre et nous sommes en train de gagner. ». Or le remplacement du

travail humain par la machine est au centre de cette guerre décrite par Warren Buffett et constitue la cause principale de la crise économique et de l'accroissement des écarts de richesses exposés récemment par l'économiste Thomas Piketty [4]. L'absence de redistribution des gains de productivité n'est pas seulement néfaste en termes de justice sociale mais elle l'est encore moralement parce qu'elle entraîne une nouvelle captation de la rente publique et privée dont la nature est essentiellement prédatrice. En conséquence, la mentalité de prédation issue du grand remplacement technologique ne cesse de se répandre au sein de la société depuis des décennies et de provoquer des dommages psychiques que le sociologue Alain Ehrenberg [5] a récemment décrits dans son ouvrage « La société du malaise » ainsi qu'une montée du nihilisme et de ses expressions (extrémismes politiques et religieux, délinquance, criminalité, sports extrêmes suicidaires, addiction, corruption, harcèlement moral, psychopathie, perversion narcissique, manipulation,...). Cet article se propose d'expliquer la crise économique, la montée des inégalités, le développement d'une nouvelle féodalité et d'une nouvelle mentalité prédatrice à travers le prisme du grand remplacement technique de l'homme par la machine [6] qui avait été annoncé dans les années 90 par Jeremy Rifkin et Paul Krugman.

A. LE CAPITAL ET L'AUTOMATISATION AU XXIÈME SIÈCLE

Les développements récents en intelligence artificielle ont étonné les spécialistes eux-mêmes. Dans les dernières années, un ordinateur a battu le champion des Etats-Unis au jeu Jeopardy [7]. Ce jeu, qui a pour finalité de trouver des questions à des réponses, nécessite un degré de maîtrise du langage par la machine que les spécialistes ne pensaient pas possible encore récemment. L'entreprise Google qui est à la pointe de la recherche dans le domaine de l'intelligence artificielle a révolutionné le secteur de l'automobile en élaborant des voitures sans chauffeur testées sur des milliers de kilomètres aux Etats-Unis [8] et en amenant certains

Etats à légiférer en vue d'en autoriser l'usage commercial dans les années à venir. De plus, cette révolution technique dans le secteur de l'intelligence artificielle n'arrive pas seule. Elle est accompagnée par des révolutions techniques dans le domaine de la matière et dans celui de l'énergie, ces trois composantes économiques entrant toutes dans une même phase de transformation profonde. Dans le domaine matériel, la robotique avec des robots collaboratifs comme Baxter [9], les robots logistiques de la société Amazon [10] et l'impression en trois dimensions allant jusqu'à l'impression de maisons à faible coût en Chine [11] montrent l'ampleur de ce grand remplacement technologique. Dans le domaine énergétique, le potentiel de baisse des coûts dans le secteur des énergies renouvelables est négligé alors que la Deutsche Bank a pourtant annoncé en 2013 la parité de réseau, c'est-à-dire un prix de l'énergie solaire équivalent aux autres formes d'énergie, en Italie et en Inde [12]. En France la parité de réseau devrait commencer à émerger discrètement dans le sud du pays en 2015 et se répandre sur l'ensemble du territoire national dans les années 2020. L'essor des investissements et des résultats de la recherche dans ces domaines laissent présager une transformation radicale de la société dans les prochaines années dont on peut déjà constater les prémises. Ainsi l'entreprise Google qui domine actuellement cette révolution technologique investit très sérieusement dans ces trois domaines de la matière (robotique), de l'information (intelligence artificielle) et de l'énergie (solaire). Les autres grandes entreprises investissent aussi et IBM qui avait élaboré le robot Watson pour le jeu Jeopardy applique son intelligence artificielle à plusieurs secteurs d'activités parmi lesquels l'aide au diagnostic médical. Les chercheurs et les entrepreneurs tels que Stephen Hawking, Elon Musk [13] ou Bill Gates [14] commencent même à s'inquiéter des progrès récents de la recherche à la fois pour l'emploi et en raison des risques inhérents à ces techniques. Ces progrès surviennent aux Etats-Unis dans un contexte particulier, celui de la hausse des salaires minimums, poussant ainsi les entreprises à automatiser. Le récent mouvement en faveur de l'augmentation du

salaire minimum a été mené par les employés du secteur du fast-food qui n'est pas immunisé contre l'automatisation puisque des entreprises comme Momentum Machine [15] travaillent déjà à celle-ci. Symboliquement, le salaire minimum maximum devrait être mis en place en 2018 à San Francisco [16], capitale de l'automatisation avec la Silicon Valley, passant de moins de 11\$ en 2014 à 15\$ en 2018, confirmant ainsi le constat braudélien du déplacement à l'ouest du centre de gravité du capitalisme après New-York. Or cette transformation technologique, comme le constat historique de Ferdinand Braudel, n'est pas près de s'achever avec l'explosion démographique de la population éduquée en Chine et en Inde qui verra succéder à la mondialisation de l'industrie celle des services de pointe à forte valeur ajoutée, de l'innovation et par conséquent de l'automatisation (robotique et intelligence artificielle) dans les années à venir. On peut ainsi remarquer que sur les trente écoles de l'élite indienne (IIT [17] et IIIT [18]) qui ont tant participé au développement des entreprises de la Silicon Valley, une vingtaine ont été créés depuis 2008 et une douzaine d'écoles consacrées à l'informatique devraient être établies dans les années à venir alors que le secteur de l'informatique commence sa phase de forte progression en Inde avec le déploiement d'internet à grande échelle. Il est donc probable que le phénomène d'automatisation s'accélère dans les prochaines années et n'en soit qu'à ses débuts.

B. LE GRAND REMPLACEMENT TECHNOLOGIQUE DU TRAVAIL HUMAIN PAR LA MACHINE

En dépit des récents progrès techniques, la thèse d'un remplacement technologique du travail humain par celui de la machine est contestée et cette contestation se fonde essentiellement sur la thèse que l'on pourrait nommer la thèse du mirage des luddites. Cette thèse du mirage luddite consiste à affirmer que le problème du progrès technique n'est pas nouveau et que si la technologie détruit

sans cesse des emplois elle en crée aussi sans cesse. Le problème se réduirait donc à un mirage dont serait victime l'observateur qui se situerait dans un référentiel historique appartenant à une phase de destruction nette de travail humain par le progrès technique lorsque le progrès technique détruit plus d'emplois qu'il n'en crée. L'erreur consisterait alors à déduire des tendances à long terme à partir d'anormalités historiques à court terme. Cependant cette réflexion est plus populaire auprès du grand public et des politiciens que des économistes eux-mêmes. Ces derniers sont généralement plus sceptiques parce qu'ils considèrent qu'il n'existe aucun axiome économique prouvant que le progrès technique crée autant ou plus de travail qu'il n'en détruit. Autrement dit, ils considèrent majoritairement que la question est ouverte et que l'argument du mirage luddite est incapable de la clore. La thèse du remplacement du travail humain par la machine est aussi rejetée parce qu'elle a été annoncée par Marx [19] alors que sa réduction au marxisme n'est pas soutenable tant d'autres économistes, au premier rang desquels figurent Keynes et plus récemment Krugman [20], ont eux aussi partagé cette analyse. Une autre manière d'aborder la thèse du remplacement de l'homme par la machine consiste alors à considérer l'ensemble des capacités humaines. Supposons, en prenant l'hypothèse de Deloitte et de l'Université d'Oxford, que un tiers des emplois disparaîtront du fait de l'automatisation dans les vingt prochaines années [21]. La première analyse consiste alors à considérer que le centre de gravité de l'activité humaine se déplacera, comme après la première révolution industrielle et que de nouvelles activités remplaceront celles du secteur tertiaire comme celui-ci a remplacé les secteurs secondaires et primaires. De ce point de vue, le remplacement est évidemment un mirage. Mais ce raisonnement repose lui-même sur une croyance. En effet, selon cette croyance, il existera toujours des tâches que l'homme effectuera mieux que la machine. Or l'analyse scientifique contredit cette croyance en raison de l'appartenance même de l'homme au règne animal. Ainsi, de même que le cheval est devenu économiquement obsolète, il n'y a pas de raison pour que l'homme ne le devienne

pas lui aussi. En d'autres termes, il n'y a aucune raison scientifique pour que ses facultés soient sacrées et ne puissent jamais être remplacées par une machine. On pourrait, pour prendre une image du remplacement technologique, penser au Titanic qui coulerait lentement et, à chaque fois qu'un des étages s'enfoncerait, les passagers de cet étage se retrouveraient dans des annexes en dehors du Titanic. Les passagers dont les compétences auraient été remplacées par la technique se retrouveraient ainsi exclus du Titanic et le nombre de passagers exclus augmenterait à chaque fois qu'un étage de travailleurs serait remplacé par la technique. Etage après étage le bateau se viderait et les passagers en haut bénéficieraient de richesses de plus en plus élevées, les repas deviendraient de plus en plus fastueux à mesure que le bateau coulerait puisque le remplacement technologique réduirait les coûts du salariat [22]. Dans cette métaphore, ce ne sont pas tant les métiers qui sont remplacés que les capacités humaines, physiques et intellectuelles. Le remplacement du travail humain n'est alors qu'une conséquence de l'automatisation des facultés humaines par la machine. Penser que le grand remplacement n'arrivera jamais, consiste donc à penser qu'il existera toujours des facultés humaines qui ne pourront pas être remplacées par des machines. Or en l'absence de preuve, cette pensée relève de la croyance et d'une croyance bien fragile tant elle dérive d'un anthropocentrisme qui évoque les analyses pré-coperniciennes et pré-darwiniennes, et relève d'une sacralisation de l'homme. C'est cette thèse d'un second âge de la machine dans lequel le remplacement des tâches cognitives par la machine constituerait la suite du remplacement des tâches physiques par la machine que développent les économistes du MIT (Massachusetts Institute of Technology) Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee dans leur ouvrage « The second machine Age », dans la lignée des travaux de Jeremy Rifkin dans l'ouvrage « La fin du travail ». Pourtant, l'expérience prouve que de tels métiers existent et j'essaierai de montrer que le grand remplacement du travail humain par la machine existe mais qu'il est

dissimulé lui-même par un autre grand remplacement, mal perçu. C'est le grand remplacement du grand remplacement.

C. LE GRAND REMPLACEMENT TECHNOLOGIQUE COMME CAUSE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE ACTUELLE.

Le grand remplacement par la machine et les robots est donc probable et c'est plutôt la thèse du non-remplacement qui relève d'une croyance en des capacités sacrées et irremplaçables de l'esprit humain. Pour savoir si ce grand remplacement existe, il s'agit d'analyser les dernières décennies afin de tenter de distinguer des signes, des symptômes. Le premier constat que l'on pourrait effectuer sur les dernières décennies est celui d'une hausse tendancielle du taux de chômage [23]. Le second, celui d'une hausse des inégalités démontrée récemment par les économistes Thomas Piketty et Emmanuel Saez. Le troisième, celui d'une hausse de la dette et de la financiarisation. L'hypothèse de la disparition du travail apporte alors une explication cohérente à ces trois constats [24]. Ainsi le progrès technique remplace une portion de plus en plus grande du travail humain. Le chômage augmente et les richesses générées par le progrès technique s'accumulent, amplifiant alors les inégalités. Les manipulations statistiques consistant à modifier le périmètre du chômage de sorte que, comme aux Etats-Unis, le chômage diminue alors que la part de la population active elle-même diminue dans une démographie en croissance ou, comme en France, avec l'évacuation de certaines catégories de chômeurs des chiffres officiels, ne font plus illusion. Le chômage exerce une pression à la baisse sur les salaires et les ménages sont contraints de s'endetter pour maintenir leurs modes de vie alors que les richesses croissantes qui s'accumulent chez les détenteurs de capitaux du fait de la baisse du coût du travail sont investies dans le futur grâce à la dette en contrepartie d'une baisse de la consommation dans le présent. Comme il n'existe plus suffisamment de travail à rémunérer dans le présent, l'on rémunère par la

dette un travail dans le futur et l'on crée même autant que possible, un travail artificiel, par l'obsolescence programmée des biens [25] ou par le développement de ce que David Graeber nomme par provocation, les « bullshit jobs [26] », les « boulots à la con ». Comme la richesse s'accumule au sommet de la pyramide sociale du fait de cette rente sur la machine, les métiers de captation de la rente se développent aussi et produisent une mentalité de prédation qui se répand dans toutes les strates de la société. Or des auteurs tels que Alain Ehrenberg [27] ont montré que cette mentalité de prédation affecte le psychisme même des individus. De plus, le progrès technique s'accroissant, le chômage et la concentration des richesses ne peuvent que s'accroître et les tensions socio-économiques devraient gagner en intensité dans les années à venir. Ainsi les crises actuelles et futures [28], qu'elles soient écologiques, économiques ou morales peuvent s'expliquer par un écartèlement de la société causé par une force agissante dans la superstructure, l'idéologie utilitariste, et par une force agissante dans l'infrastructure, le développement technique, les deux forces se renforçant l'une l'autre à mesure que la technique provoque un idéal d'efficacité utilitariste et que le culte de l'efficacité utilitariste accélère le développement de la technique. Le nihilisme amplifié par la technique, déjà annoncé par Jacques Ellul, est ainsi cette mâchoire qui atomise les individus doublement : entre eux et au plus profond d'eux-mêmes dans le déploiement du monde utilitariste comme pulsion et comme calcul qui détruit par l'ingénierie du marketing et de l'économie la convivialité et la créativité en réduisant tout lien social au calcul égoïste et toute aspiration de sublimation élevée aux pulsions les plus basiques. Les individus isolés soumis à leurs pulsions et incapables de sublimer sont en effet plus profitables et plus utiles à l'utilitarisme libéral.

D. LA NOUVELLE FÉODALITÉ : PRÉDATION PAR LA CAPTATION DE LA RENTE ET L'ESCLAVAGE.

Pourtant, si ce grand remplacement technologique existe, il avance masqué et seule une analyse du travail permet de surmonter la difficulté de comprendre les effets du grand remplacement. Il existe bien ainsi des métiers qui ne peuvent pas être remplacés par la technique. Non pour des raisons théoriques, car toutes les facultés humaines sont théoriquement remplaçables, mais pratiquement. C'est-à-dire que le grand remplacement du travail par la technique provoque un autre grand remplacement plus néfaste encore, celui du travail productif par le travail improductif. C'est là que se situe le nœud du problème car la question de la productivité est complexe et chaque travail n'est pas ou bien productif, ou bien improductif. Il possède un degré de productivité qui lui est propre. Mais si l'on accepte le fait que le remplacement technique existe et que la technique concentre la richesse au sein d'une minorité de la population alors il découle de cette concentration que d'autres personnes tenteront elles-mêmes de s'accaparer une partie de cette richesse concentrée. Or les bénéficiaires de ces richesses, même si tous leurs besoins sont assouvis, ont toujours besoin de pouvoir et ce besoin se traduit à la fois par un pouvoir exercé sur les hautes sphères sociales de la politique économique par le droit, la finance, la fiscalité, le marketing et les médias via la prédation et par un pouvoir exercé sur les sphères sociales populaires avec les services à la personne exercés par les pauvres pour les riches via le servage. Ce qui émerge avec le grand remplacement, c'est une nouvelle féodalité. Pour le dire autrement, même s'il n'existait qu'un seul homme ou une petite oligarchie possédant une société entièrement automatisée, alors cet homme ou cette oligarchie seraient contraints de créer des emplois pour conserver le pouvoir [29]. Mais ces emplois ne seraient pas productifs puisque toute la productivité serait déjà assurée par l'automatisation. Ce seraient des emplois de contrôle [30] et il reviendrait à cette personne ou à cette oligarchie de déterminer l'utilité des

activités humaines. Ainsi il existerait un monde sans travailleur productif mais avec une classe de prédateurs publics et privés au sens de Michel Volle, de Thorstein Veblen [31], de David Graeber et de James Galbraith [32] - des prédateurs en ceci ce qu'ils s'accapareraient le bien commun [33]- , et une classe de serviteurs. Les analyses de Michel Volle à propos de la prédation et celles de David Graeber portant sur la bureaucratie sont d'ailleurs complémentaires. Il s'agit dans les deux cas de prédation dans le sens d'une activité essentiellement improductive qui capte sous forme de rente la richesse produite par les activités essentiellement productives. Que la prédation soit libérale (Wall Street, lobbys privés,...) ou socialiste (administration, régulation,...), cela ne change rien au fait que le progrès technique (Rifkin, Trenkle, McAfee [34], Ford [35], Lohoff) entraîne le remplacement du travail productif par un travail improductif de prédation [36] (souvent sous forme de services aux entreprises) et de servitude [37] (souvent sous forme de services à la personne des pauvres aux riches). Les transitions du secteur primaire, puis au secteur secondaire et enfin au secteur tertiaire témoignent bien de la montée de la prédation. Toute cette prédation étant bénie par le socialisme et le libéralisme au nom de l'idéologie du travail, conséquence de l'utilitarisme, critiquée par André Gorz et Jacques Ellul [38]. Comme l'écrit James Galbraith [39], « ce n'est pas une lutte entre la démocratie et le monde de l'entreprise mais entre ceux (scientifiques, ingénieurs, économistes, intellectuels) qui représentent l'intérêt commun et futur et ceux (banques, entreprises, lobbyistes et les économistes et penseurs qu'ils emploient) qui représentent seulement l'intérêt tribal et actuel ». Ainsi pour prendre une autre métaphore, si dans une société simplifiée 1000 personnes vivaient en construisant des maisons et que l'impression en trois dimensions de maisons réduisait cette force de travail à 100 personnes alors l'idéologie du travail issue de l'utilitarisme et l'absence de redistribution des gains techniques agiraient comme une pression à la prédation et à l'esclavage car sans travail, c'est tout simplement la rue. C'est alors que 100 personnes créeraient d'autres innovations comme Google après

internet. Seulement une proportion d'environ 300 personnes plus douées pour la prédation imposerait via le lobbying des régulations dont elle fournirait la maîtrise en créant le problème en même temps que la solution. Ces trois cents personnes taxeraient l'essentiel de la richesse Or créée par les 200 personnes productives et dépenseraient leur argent en louant les services des 400 esclaves dans des services à la personne. Les 100 autres personnes constitueraient l'épouvantail social, le bâton du déclassement. La prédation et la servitude sont alors les deux faces d'une même pièce, d'une même féodalité, et sont intrinsèquement liés car ils dérivent tous deux de la suppression du travail productif par le progrès technique. Le but des entreprises est en effet d'augmenter les profits, de produire plus de biens et de services avec moins de coûts, c'est-à-dire avec moins de travailleurs et à ce sujet l'ouvrage récent de Trenkle et de Lohoff intitulé « la grande dévalorisation » est éloquent.

L'ironie est que cette automatisation devrait être bénéfique pour tout le monde et pas seulement pour une faible proportion de la population mais le développement du travail productif ne pourrait se faire qu'en donnant aux gens à la fois le temps et l'argent d'acquérir des compétences productives [40]. Or ce temps de formation (avec par exemple les moyens open-source de l'économie distributive chers entre autres à Bernard Stiegler ou à Jean Zin [41]) n'est disponible qu'avec un revenu de base qui est à la fois une création monétaire publique et démocratique [42] et une redistribution démocratique des gains apportés par la technique [43]. Les activités les plus pénibles et les moins rémunérées verraient alors le niveau des salaires et le niveau d'automatisation monter sous la pression du revenu de base. Mais sans une telle mesure [44], la précarité amène les citoyens à accepter n'importe quel travail dans des conditions d'anxiété et donc de santé et de délinquances évidentes, sans parler d'une conscience citoyenne moindre due à des conditions de vie difficiles qui nuisent à l'investissement politique.

E. LA CRÉATION MONÉTAIRE COMME SOURCE DE LA PRÉDATION

UTILITARISTE.

Le point commun des analyses de Nietzsche, Heidegger, Marx, Ellul, Caillé, Polanyi réside dans la soumission du monde à l'économie et donc au chiffre, au calcul et à l'arraisonnement comptable du monde par la technique. L'émancipation de l'hégémonie économique, la possibilité que toutes les activités humaines ne soient pas soumises au seul calcul marchand n'est possible qu'en diminuant la nécessité pour l'individu de se vendre au marché afin d'échapper à l'exclusion. C'est alors bien plus la nécessité de se soumettre au capital que le capital lui-même qui est critiquable. Or cette nécessité de se vendre augmente du fait d'un accroissement des inégalités plus rapide encore que l'accroissement des richesses obtenu grâce aux gains techniques. L'individu est soumis à l'utilitarisme lorsqu'il lui est nécessaire d'être utile, cette utilité étant définie en grande partie par les bénéficiaires de la rente monétaire. La pression utilitariste ne peut donc baisser que si l'individu a la possibilité de sortir de la sphère économique de la richesse abstraite comptable. L'encastrement de la sphère économique abordé par Polanyi ne peut être rendu possible que si l'existence est envisageable en dehors de cette sphère et ces conditions ne peuvent exister qu'en vertu d'une création monétaire démocratique sous forme de revenu de base. Encore une fois, soit la création monétaire est démocratique, soit elle est oligarchique et le peuple se contente du déversement monétaire en vivant sous la domination du capital. Or non seulement le caractère oligarchique est injuste mais il n'existe plus de déversement le long de la pyramide sociale depuis la création monétaire injectée en haut de la pyramide. Il n'y a plus de déversement car nous ne sommes plus au temps des pyramides mais des gratte-ciels. C'est essentiellement par la création monétaire que les hommes sont enchaînés mais dès lors que les chaînes sont recouvertes par le velours soyeux de la propagande utilitariste (utilité du travail apparentée au salaire et donc à l'argent comme dogme au-delà de toute critique),

les hommes préfèrent caresser leurs chaînes plutôt que de les briser. Ce sont pourtant les détenteurs de la rente monétaire qui possèdent le pouvoir et qui définissent ce qui est utile, ce qui « maximise le bonheur », notamment à travers la morale de ce qui est défini comme utile, c'est-à-dire un travail abstrait dont la finalité est la valorisation de l'argent et particulièrement de la rente monétaire. La question essentielle et centrale en politique économique consiste à savoir où la création monétaire injecte l'argent dans le système économique. Lorsque la monnaie est injectée via le système bancaire comme dans le graphique ci-dessus, l'argent s'accumule au niveau des centres financiers (New York, Paris, Londres), provoquant un appauvrissement relatif des régions les plus éloignées ainsi qu'une spéculation source de bulles liée à la quantité d'argent injectée dans des zones d'espace-temps limitées (quantitative easing,...) et à la conjoncture économique. Or soit l'argent est injecté de manière oligarchique (publique par l'Etat ou privée par les banques privées), soit il est injecté de manière démocratique par le revenu de base selon un plan d'égale répartition dans l'espace et dans le temps (voir le plan sur le graphique) ou plus exactement selon une répartition épousant la démographie. Comme une injection publique est nécessaire pour les services publics, il faudrait au moins une combinaison de l'injection oligarchique publique et de l'injection démocratique même si l'imposition pourrait suffire aux services publics. La création monétaire occupe un rôle central dans le système de prédation oligarchique utilitariste, qu'elle soit libérale, socialiste ou qu'elle résulte d'une combinaison des deux [45]. Afin de mieux comprendre la rente de la création monétaire, l'on peut se référer aux travaux de Knapp et des chartalistes réintroduits récemment en France par Jean-Baptiste Bersac ou encore aux travaux de Robertson et Hubert [46]. Le schéma ci-dessus inspiré des travaux de Stéphane Laborde donne une représentation intuitive du caractère oligarchique de la création monétaire actuelle. Comme le graphique l'indique, une création monétaire oligarchique est un monde en ébullition socio-économique puisque les bulles naissent de la concentration monétaire oligarchique dans des zones

restreintes de l'espace-temps (par exemple à Wall Street vers 2007) et ces bulles nuisent à une affectation appropriée de la création monétaire afin de stimuler l'économie réelle. Dans une création monétaire dite libérale (en réalité non libérale car oligarchique), ce sont les banques qui bénéficient en priorité de la rente monétaire et dans une création monétaire dite sociale, les états. Aujourd'hui il s'agit d'une combinaison des deux selon le régime avec une priorité aux banques privées qui dominent les états, ne serait-ce que par l'obligation des états de s'endetter auprès des banques. L'économie consiste alors moins en un marché public et privé d'offre et de demande qu'en une compétition des individus pour s'accaparer les parts les plus élevées possibles de la création monétaire. Ce système aboutit dans le cas socialiste à une prédation administrative et dans le cas libéral à une prédation privée. Il s'agit dans tous les cas d'un terrible gâchis des ressources humaines et donc des forces créatives d'une société par une pression qui éloigne de la production de richesse réelle pour se focaliser sur la production de richesse abstraite. Etant donné qu'en dernier ressort les établissements financiers au sommet de la rente de la création monétaire ont besoin des états pour être sauvés (« too big too fail »), les états sont soumis à ces établissements, notamment par l'obligation de s'endetter auprès de ces établissements (loi de 1973 en France). La prédation est alors essentiellement privée (finance, multinationales, conseil, droit des affaires, lobbying...) et dans une moindre mesure publique (élus, associations subventionnées,...). Il est alors illusoire de penser comme Thomas Piketty qu'un système d'imposition puisse diminuer les inégalités puisque ces inégalités sont les conséquences des montages d'« optimisation fiscale » causés par le pouvoir politique des banques privées qui provient de la rente monétaire dont ces établissements bénéficient. Comme le disait Bossuet, « Dieu se rit de ceux qui se plaignent des conséquences alors qu'ils chérissent les causes. » Il n'est pas cohérent de défendre une création monétaire de type oligarchique et de critiquer ensuite les effets de cette oligarchie. Le système d'imposition proposé par Piketty accroîtrait même encore les inégalités

entre les plus riches (particuliers ou entreprises multinationales) qui bénéficient de comptes dans les paradis fiscaux et les autres dans une économie mondialisée. Le système d'évasion fiscale des paradis fiscaux est la conséquence d'une création monétaire oligarchique qui bénéficie en premier lieu aux établissements financiers qui organisent l'évasion fiscale. Tant que l'oligarchie bénéficiera de la rente monétaire, elle aura le pouvoir et elle organisera les lois selon ses intérêts comme l'atteste les avortements systématiques de toutes les réformes du système bancaire. Or, si le problème des paradis fiscaux ne peut être réglé dans le système de création monétaire actuel, alors le problème des inégalités des richesses ne peut pas être traité non plus. La réponse au problème de la spéculation est similaire. Lorsque la création monétaire produit une rente colossale dirigée vers les institutions financières, il est logique que celles-ci spéculent comme il est logique que celles-ci bloquent par le lobbying toute tentative de régulation de la spéculation. La spéculation est la conséquence de la concentration des richesses qui est elle-même la conséquence de la création monétaire oligarchique. Il est évident qu'après avoir acheté plusieurs villas, plusieurs voitures de sports et plusieurs yachts, l'argent accumulé est alors orienté vers une gestion de fortune et par conséquent vers des formes de spéculations plus ou moins agressives suivant le profil de l'investisseur. Cette spéculation est encore plus prononcée lorsqu'il s'agit de l'argent d'une banque privée qui n'appartient pas aux traders de cette banque. Tant qu'il y aura une création monétaire oligarchique privée ou publique, il y aura donc un accroissement des inégalités, un développement des paradis fiscaux et de la spéculation ainsi qu'une destruction de la démocratie achetée par le lobbying des élites (le référendum de 2005 est à ce sujet éloquent). De plus, un modèle démocratique de création monétaire favoriserait l'économie réelle en alignant l'enrichissement des entrepreneurs avec les services et les biens fournis démocratiquement alors que le régime actuel tend en moyenne à aligner l'enrichissement des entrepreneurs avec des biens et des services fournis aux bénéficiaires principaux de la rente monétaire à travers notamment le luxe, les

services financiers, les services fiscaux ou juridiques et tous les services qui s'adressent essentiellement aux bénéficiaires de la rente monétaire. Il s'agit alors de reconnecter la richesse réelle avec la richesse abstraite, le travail réel avec le travail abstrait. Il est enfin crucial d'articuler la création monétaire et la thèse du remplacement du travail. Lorsque la technologie est moins avancée, l'essentiel du travail est productif et les détenteurs de la rente monétaire ont alors intérêt à distribuer de l'argent aux industries productives qui emploient de nombreux salariés afin d'augmenter leurs profits. Les écarts de richesses diminuent car ces industries ont besoin de la main d'œuvre et la rente monétaire est essentiellement investie vers des industries à forte rentabilité et à faible degré d'automatisation. Mais lorsque le travail productif est remplacé par la machine, la création monétaire est alors dirigée vers les activités de prédation et de contrôle afin d'augmenter le rendement de la création monétaire (finance, marketing, conseil fiscal et juridique,...) tout en contrôlant les populations (lobbying, médias, politique,...). Il ne sert donc à rien de traiter les conséquences de la création monétaire oligarchique sans en traiter la cause. Il faut que la création monétaire soit démocratique, c'est-à-dire qu'il faut que la création monétaire soit distribuée sous forme de revenu de base de manière universelle et inconditionnelle aux citoyens. La création monétaire n'alimenterait alors plus l'économie spéculative mais l'économie réelle. Il y aurait, comme dans le schéma ci-dessus, un plan d'égale répartition de la création monétaire dans l'espace et dans le temps au lieu des pics de concentration monétaire du système actuel. Il faut à ce sujet évoquer le cas de Milton Friedman qui a défendu le revenu de base car beaucoup de personnes, par méfiance et parfois par sectarisme, rejettent le revenu de base pour cette raison. Le revenu de base de Friedman est un impôt négatif, ce qui est tout de même différent pour plusieurs raisons. Friedman se doutait que le développement technique allait probablement amener de telles inégalités que l'idée du revenu de base deviendrait de plus en plus évidente et s'imposerait. Or Milton Friedman est un des principaux théoriciens de la création monétaire

oligarchique actuelle et son intention était probablement de séparer l'idée du revenu de base de l'idée de la création monétaire afin de conserver le système de création monétaire actuel par le contrôle des individus. Le revenu de base n'est alors ni universel, ni inconditionnel. C'est une aide apportée aux citoyens qui n'ont pas de revenus afin que l'oligarchie puisse continuer à s'enrichir grâce à la création monétaire tout en réglant un impôt négatif dont le montant a pour but d'éviter les émeutes des populations les plus abîmées par le système oligarchique. Le revenu de base ne devrait pas être une aide mais un droit pour la simple raison que l'argent doit être injecté dans l'économie, d'une manière ou d'une autre. La question est de savoir si cette injection doit être oligarchique (oligarchie publique par l'état ou privée par les banques) ou démocratique. Il faut par ailleurs comprendre la différence psychologique une aide accompagné d'un flicage amenant à une société de contrôle lorsque le travail disparaît et un droit de participation à la création monétaire. Il faudrait encore poser la question suivante à tous les gens qui refusent le revenu de base sous prétexte que Friedman a défendu une version perverse de cette mesure : « Les SDFs qui refusent par orgueil de recevoir des aides ou les individus qui se suicident pour éviter l'exclusion dans la rue, allez-vous les laisser mourir parce que vous êtes contre Friedman et que celui-ci a défendu une version pervertie du revenu de base ? ». Enfin, il faudrait revenir une dernière fois sur le sujet des inégalités des richesses alors que l'imposition dans un contexte de mondialisation et de paradis fiscaux est de moins en moins efficace à mesure que le progrès technique et la rente de la création monétaire concentrent les richesses au sein d'une faible proportion de la population bénéficiant d'« optimisation fiscale ». Le revenu de base est encore le meilleur moyen de les réduire. Supposons ainsi qu'au temps t , 1% de la population possède 50% des richesses de la planète et que la masse monétaire soit égale à M . Alors si la masse monétaire augmente en quelques années ou en quelques décennies à $2M$, les 1% ne posséderont mécaniquement que 26% des richesses mondiales avec la création monétaire démocratique. Ce n'est pas le cas avec une

création monétaire oligarchique qui ne cesse d'amplifier les écarts de richesse et une telle création monétaire démocratique constitue ainsi un formidable outil de régulation des inégalités suivant la proportion d'argent injectée dans une période donnée. Le système associe alors le meilleur du socialisme et le meilleur du libéralisme puisque tous les individus échappent à la misère et ont alors le temps et l'argent de créer des entreprises mais surtout, l'enrichissement est alors moins lié à la prédation qu'à la création de biens et de services qui bénéficient aux individus quand ceux-ci choisissent d'allouer une part de leur revenu de base à ces biens et à ces services. C'est une société d'hommes libres dans laquelle le but de la vie ne consiste plus à s'enrichir par la prédation dans la lutte pour la captation de la rente monétaire mais à suivre ses passions sans être effrayé de l'exclusion si ces passions n'aboutissent pas à un enrichissement. C'est enfin une société créatrice et productrice dans laquelle les métiers les plus pénibles seront les plus rémunérés et les plus automatisés mécaniquement alors que les esprits se tourneraient vers les arts et les sciences plutôt que vers la prédation. C'est une société enfin libérée de l'utilitarisme défini par une oligarchie et où la créativité et la convivialité remplaceraient le calcul stratégique et la compétition prédatrice. Ce qui est utile serait défini par chaque citoyen de manière démocratique en non par une oligarchie. La pression pour se soumettre à la richesse abstraite de l'argent baisserait mécaniquement. Evidemment, une création monétaire n'est rien sans une création de biens et de services et des indicateurs de l'économie réelle (surface habitable par individu, énergie électrique par individu,...) seraient les bienvenus afin de remplacer les indicateurs économiques oligarchiques tels que la croissance qui ne profite plus qu'à une minorité et dont la principale utilité est la valorisation de la valeur abstraite des actions financières.

F. CONCLUSION

De nos jours, la conjonction de la disparition du travail productif et de la création monétaire oligarchique provoque une hausse sans précédent de toutes les formes du nihilisme (tueries de masse, délinquance, corruption, extrémismes religieux et politiques,...). La corrélation entre la criminalité et les inégalités économiques est prouvée [47] et il importe de traiter le mal à sa principale racine, c'est-à-dire par le remplacement d'une création monétaire oligarchique par une création monétaire démocratique. C'est ainsi en traitant ces problèmes à leur même racine par un « quantitative easing for the people [48] » que les tensions nihilistes pourront se réduire. Se lamenter sur les conséquences du nihilisme sans s'attaquer à ses causes est inutile et défendre sans réflexion la création monétaire actuelle et l'idéologie du travail sans s'interroger sur la disparition et sur la nature même du travail revient à encourager le ressentiment, la haine, les inégalités et les effets destructeurs de celles-ci telles que les tueries de masse et les attentats terroristes qui ne peuvent être réduits au remplacement du travail productif par le travail de prédation et à la création monétaire oligarchique mais qui s'en nourrissent chaque jour un peu plus. Evidemment, les oligarchies veulent par définition rester des oligarchies et ne souhaitent pas l'avènement d'une telle société. Elles accuseront toutes ces idées de conspirationnisme et de fascisme mais il ne s'agit ni de l'un, ni de l'autre. Il s'agit simplement de démocratie car il n'y a pas de démocratie réelle sans création monétaire démocratique, c'est-à-dire sans revenu de base universel et inconditionnel.

Enfin, en ces temps troublés par le terrorisme, il faut se rappeler que le mal se fait toujours au nom de la morale comme l'ont montré Jésus Christ dans ses dialogues avec les pharisiens et Nietzsche dans sa généalogie de la morale. La morale du monde moderne est la morale de l'utilitarisme, c'est-à-dire la morale du travail. Autrement dit, l'homme doit être utile. Mais qui décide de l'utilité ? Ce n'est pas un marché libre et non faussé qui n'existe pas. C'est bien plus l'État (socialisme)

ou bien les banques privées (libéralisme) ainsi que les multinationales et c'est généralement une combinaison oligarchique des deux. Pour que les hommes décident de l'utilité et puissent même être libérés de l'utilité comptable s'ils le souhaitent et de la réduction du monde à la comptabilité décrite récemment par Régis Debray, c'est à eux de décider de ce qui est utile. Or seule une démocratie et donc seul un revenu de base peut donner aux individus les moyens de décider eux-mêmes de ce qui est utile démocratiquement et d'échapper à l'hégémonie de l'utilitarisme s'ils le souhaitent. Le slogan inscrit à l'entrée des camps de concentration nazis était « Le travail rend libre. ». Il semble au contraire que la liberté consiste en la possibilité de ne pas travailler afin de travailler non pas par obligation mais par choix et par vocation. A une époque où la technique produit un tel niveau de richesse, le refus d'un tel droit ne peut que s'accompagner de tensions à mesure que la montée chômage et du travail de prédation et d'asservissement réduit les possibilités d'épanouissement des individus et à mesure que les inégalités économiques continuent de s'accroître. Pourtant, le remplacement du travail productif par le travail de prédation et de servitude du fait du progrès technique ne cesse de restreindre la liberté, l'égalité et la fraternité de par la criminalité engendrée par la montée des inégalités socio-économiques et de par le sentiment justifié que la liberté qu'aurait dû nous apporter le progrès technique a été supprimée pour l'accumulation de pouvoir et d'argent d'une infime partie de la population. Malheureusement, pendant ce temps, dans l'inertie d'une prétendue absence d'alternative qui satisfait l'oligarchie en place, les hommes caressent les dorures de leurs chaînes et se plaignent de ne plus pouvoir bouger. Sous une prétendue liberté contemporaine, il y a un asservissement et une prédation qui ne cessent de se déployer. Contrairement au slogan de mai 68, sous la plage il y a aujourd'hui les pavés.

// Article publié le 7 mars 2015 Pour citer cet article : [Christophe Petit](#),

« L'avènement de la société de prédation, conséquence du remplacement du

travail de l'homme par la machine », *Revue du MAUSS permanente*, 7 mars 2015 [en ligne].

<http://www.journaldumauss.net/./?L-avenement-de-la-societe-de-1217>

[1] John Maynard Keynes : Economic possibilities for our grandchildren.

[2] Au sein de la communauté scientifique le livre des économistes du MIT « Race against the machine » de Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee (<http://raceagainsthemachine.com/>) a eu un écho considérable aux Etats-Unis et au sein du monde de l'entreprise, Bill Gates s'est inquiété d'une disparition du travail.

[3] Randal Collins – Le capitalisme a-t-il un futur ? Randal Collins est bien conscient des causes multiples mais choisit, comme dans cet article, une cause principale qui est celle du remplacement technologique.

[4] Thomas Piketty : Le capital au XXIème siècle.

[5] Alain Ehrenberg : La société du malaise.

[6] Un article récent propose une analyse assez similaire à celle de l'article : <http://www.social-europe.eu/wp-content/uploads/2014/12/RE4-Meyer.pdf>.

[7] https://www.youtube.com/watch?v=WFR3lOm_xhE

[8] <https://www.youtube.com/watch?v=TsaES—OTzM>

[9] https://www.youtube.com/watch?v=DKR_pje7X2A.

[10] <https://www.youtube.com/watch?v=3UxZDJ1HiPE> et http://www.lemonde.fr/technologies/article/2013/12/02/des-paquets-livres-par-drones-d-ici-cinq-ans_3523489_651865.html.

[11] <http://www.theguardian.com/technology/video/2014/apr/29/3d-printer-builds-houses-china-video>.

[12] <http://phys.org/news/2013-04-german-bank-solar-power-india.html>

[13] <http://www.cnbc.com/id/101774267>

[14] <http://www.businessinsider.com/bill-gates-bots-are-taking-away-jobs-2014-3>

[15] <http://momentummachines.com/>

[16] <http://www.smdailyjournal.com/articles/lnews/2014-11-06/san-francisco-appears-set-to-get-15-minimum-wage/1776425132868.html>

[17] http://en.wikipedia.org/wiki/Indian_Institutes_of_Technology

[18] http://en.wikipedia.org/wiki/Indian_Institutes_of_Information_Technology

[19] La technologie « transforme de plus en plus les tâches du travailleur en opérations mécaniques, de sorte qu'à un certain moment le mécanisme pourra prendre sa place. Nous voyons donc directement comment une forme de travail est transférée du travailleur au capital sous la forme de la machine, et comment sa propre force de travail est dévaluée en conséquence de cette transposition. » - Marx – Le capital.

[20] [Paul Krugman - Rise of the robots.](#)

[21] L'article journalistique
(http://www.huffingtonpost.co.uk/2014/11/10/robots-jobs-uk-automation_n_6131406.html) et l'article de recherche
(http://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/academic/The_Future_of_Employment.pdf).

[22] On pense aussi au film récent de Jean-Luc Godard intitulé ironiquement « Socialisme » alors que le décor évoque un Disneyland capitaliste et que le bateau a coulé quelques années après la réalisation du film en 2012.

[23] Dans l'ouvrage « la fin du travail », Jeremy Rifkin écrivait déjà qu' « en dépit des reculs passagers du taux de chômage, la tendance à long terme est toujours à la hausse. L'adoption des technologies plus sophistiquées et les gains de productivité qui les accompagnent signifient que l'économie mondiale peut produire de plus en plus de biens et de services en employant une proportion toujours moindre de la main-d'œuvre disponible ».

[24] Article avec les graphes productivité-salaire moyen (et donc même pas médian, c'est-à-dire que l'écart spectaculaire est pourtant diminué de manière importante par l'explosion des richesses des très riches) par pays.

[25] Pour prendre un seul exemple, si la durée de vie des ampoules électriques est divisée par dix en vue d'augmenter les profits des fabricants d'ampoules électriques, alors la quantité de travail nécessaire pour le budget des ampoules électriques est elle aussi multipliée par dix.

[26] <http://strikemag.org/bullshit-jobs/>

[27] Alain Ehrenberg – La société du malaise.

[28] Jeremy Rifkin prédisait déjà les analyses de Piketty au sujet des inégalités dans son ouvrage « La fin du travail » : « Si toutefois les spectaculaires gains de productivité de la révolution des technologies de pointe ne devaient pas être partagées mais utilisés prioritairement au renforcement des bénéfices des entreprises et au profit exclusif des actionnaires,..., les risques seraient grands alors que l'élargissement du fossé entre les plus fortunés et les plus démunis n'entraîne des soulèvements sociaux et politiques à l'échelle planétaire. »

[29] Ce processus de prédation et de contrôle exercé par le développement dans le public d'une bureaucratie et dans le privé du management est critiqué par des auteurs tels que Graeber ou encore l'historien Wallerstein : « L'augmentation des coûts des cadres est le résultat de deux causes différentes. Premièrement, l'augmentation de l'échelle des unités de production requiert plus de personnel intermédiaire afin de la coordonner. Et deuxièmement, les dangers politiques qui résultent de l'organisation syndicale de la main d'œuvre à bas coût sont contrés par une strate intermédiaire qui peut être un allié politique et un modèle d'émancipation sociale pour les travailleurs non qualifiés. » - Wallerstein – Le capitalisme a-t-il un avenir ?

[30] Dans cette analyse, la société de contrôle prédite par Gilles Deleuze et inspirée de William Burroughs découle de ce grand remplacement technologique. Ainsi, en France, si le système d'aides est préféré au revenu de base, c'est pour

plusieurs raisons qui peuvent être positives mais cela participe aussi d'une politique de contrôle inhérente à la société prédatrice par la technique bien connue de la carotte et du bâton. Si la prédation est ici publique, il faut bien garder à l'esprit la collusion du public et du privé décrite par James Galbraith, l'Etat travaillant désormais pour les détenteurs de dettes privées et les lobbys les plus puissants dont il est le représentant de commerce. Il s'agit alors pour l'Etat de revêtir le rôle délicat du pompier pyromane en allumant des incendies par les grandes orientations demandées par les lobbys prédateurs tout en prétendant ensuite lutter contre ces incendies qu'il a lui-même allumé (cas des délocalisations par exemple).

[31] Thorstein Veblen : Théorie de la classe de loisirs.

[32] James Galbraith – L'état prédateur.

[33] La rente de la machine représente l'infrastructure d'une société à un moment donné et donc le bien commun. Ainsi, si un coiffeur en France gagne plus qu'au Bangladesh, c'est parce qu'il profite d'un levier infrastructurel issu de l'accumulation du progrès technique et plus l'emploi est rémunéré, plus l'effet levier est important mais ceux qui ne travaillent pas ne bénéficient que pas ou peu de ce levier. Aussi plus le travail est qualifié et plus il bénéficie de cet effet de levier. L'économiste Sismondi au XIXème siècle avait déjà évoqué l'idée à ce sujet d'une taxe sur la machine afin de répartir uniformément les revenus issus des gains techniques accumulés.

[34] <http://raceagainstthemachine.com/>

[35] <http://econfuture.wordpress.com/>

[36] Un métier de prédation est un métier qui accapare directement ou indirectement le bien d'autrui. On peut utiliser une méthode comparative afin d'évaluer le degré de prédation d'une activité. Par exemple, si le métier de pharmacien est mieux rémunéré en France qu'au Royaume-Uni, c'est du fait de la rente obtenue grâce au pouvoir supérieur du lobby pharmaceutique en France via l'imposition d'une régulation favorable. Le degré de prédation du métier de

pharmacien est donc supérieur en France au degré de prédation du métier de pharmacien au Royaume-Uni.

[37] On peut définir le degré de servage d'un métier selon la proportion des individus prêts à arrêter cette activité pour un revenu de base de 500€ (faible degré de servage) ou de 1000€ (fort degré de servage). Les métiers les plus pénibles sont alors automatisés et mieux rémunérés mécaniquement par le revenu de base. Inversement, les métiers de prédation qui taxent indirectement la valeur créée par ces métiers sont eux affectés négativement.

[38] Jacques Ellul : Pour qui, pour quoi travaillons-nous ?

[39] James Galbraith – The predatory state.

[40] On constate que l'adage selon lequel la nécessité est la mère de l'invention relève plus de l'idéologie du libéralisme ou même du darwinisme sociale pour justifier les inégalités que d'une réalité empirique puisque les innovateurs proviennent dans leur grande majorité des classes moyennes ou des milieux aisés (Gates, Jobs, Zuckerberg, Musk, prix nobels, Schopenhauer, Nietzsche, Wittgenstein,...) et que ce sont autant leurs qualités que la sérénité du confort matériel dans lequel ils ont vécu qui ont facilités la créativité de ces individus, les « self-made men » étant les exceptions qui confirment la règle et ils évoluent généralement dans la sphère des activités prédatrices et non dans celle des activités créatives, un individu pauvre étant plus confronté à la prédation dans sa vie qu'aux arts et aux sciences.

[41] <http://jeanzin.fr/>

[42] A ce sujet la création monétaire de Stéphane Laborde est intéressante en ce qu'elle permet une égalisation de la distribution monétaire dans l'espace et dans le temps et donc une démocratisation aussi parfaite que possible de cette création monétaire. Le revenu de base semble aussi être le meilleur moyen de lutte contre les paradis fiscaux puisque les moyens actuels de lutte contre les paradis fiscaux consistent à donner aux banques qui organisent l'évasion fiscale une rente économique par la création monétaire (James Robertson – Creating new money),

leur donnant ainsi une arme atomique pour ensuite prétendre les attaquer avec des épées de bois. L'évasion fiscale dans les paradis fiscaux est la conséquence d'une concentration monétaire liée au progrès technique et de la rente économique de la concentration monétaire.

[43] Cette mesure de taxe sur la machine a été théorisée au XIX^{ème} siècle par Sismondi et a été reprise récemment par Paul Jorion.

[44] Paul Krugman - Sympathy for the luddites

[45] A ce sujet encore, « L'état prédateur » de James Galbraith.

[46] <http://www.jamesrobertson.com/book/creatingnewmoney.pdf>.

[47] <http://siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/Crime%26Inequality.pdf>.

[48] John Muellbauer, Professor of Economics at the University of Oxford.